





# PROCHE-ORIENT

## Tribune internationale L'INTOLÉRABLE RÉVOLUTION...

par TAHAR BEN JELLOUN (\*)

En septembre 1970, la résistance palestinienne subissait son premier massacre. Les régimes arabes exprimaient leur indignation, certains plus que d'autres. La Syrie par exemple se ménagea point son soutien à la résistance. Nasser, meurt, jura son rôle de leader. Arafat et Hussein se serrèrent la main. Au loin, des fosses communes se refermèrent sur quelques milliers de cadavres. Les Arabes étaient entre eux. On essaya de sauvegarder l'image d'une certaine fraternité (rumeur au verbe).

L'histoire avait tribué sur le corps d'un peuple sans terre. La logique était simple : un régime conservateur et allié à l'impérialisme s'était chargé d'écarter le débat d'un plan. Une seule besogne que justifiait l'autodéfense. Le roi Hussein ne jouait pas au progressiste. Le danger qui menaçait son trône était la résistance palestinienne. Il le disait. On le savait.

Depuis ce massacre, le monde a assisté non seulement à la renaissance, souvent brutale, de la résistance palestinienne (Septembre noir), mais à la détermination d'un peuple qui refuse de devenir le nouveau « Peau-rouge » de l'histoire.

L'identité palestinienne s'est imposée sur la scène internationale. Les États arabes y ont contribué dans le cadre de la légalité. Tant que la Palestine ne quitte pas ce cadre, ils l'acceptent, l'aident et l'utilisent. Mais, qu'elle se transforme de résistance en projet révolutionnaire, voilà qui est inadmissible ! La Palestine est devenue ainsi la mauvaise conscience de certains États « frères » qui ne savent plus comment ni où la renvoyer.

Le cynisme des dirigeants du régime Assad intervient au Liban en s'inspirant « de son devoir à l'égard d'un pays frère, de ses sentiments humanitaires pour les victimes de l'effusion de sang entre frères arabes » (journal syrien *Al Thawra* ; le Monde du 8 juin 1976).

Le cynisme des dirigeants syriens quand il est armé de roquettes, quand des Mig 17 et des Mig 21 déchirent le ciel et lancent des flammes meurtrières sur des populations qui n'ont que des tentes pour se protéger et des ruines pour espérer. Et puis, les « frères arabes » ont-ils besoin de tant de fureur et d'obus pour se réconcilier ? Depuis quand exprime-t-on des « sentiments humanitaires » avec tant de sang versé ?

C'est vrai ! La Palestine, qu'elle soit dissimulée entre les solides et la mort, ou qu'elle soit éclairée en exigence révolutionnaire, reste l'intolérable. Elle est peut-être le début de quelque chose d'effrayant pour la nostalgie arabe : elle est le retour et la réelle présence des Arabes à l'histoire. Peut-être qu'on la mythifie, mais alors pourquoi s'acharne-t-on à vouloir se fin ? Ce qu'on vise en fait, ce n'est pas tant de mettre au pas une résistance déterminée et décidée à vaincre, que d'assomoir une révolution qui s'affirme de plus en plus dans le monde.

On le voit : la nouvelle *nahda* (renaissance) ne viendra pas d'un quelconque « socialisme arabe » (on ment au peuple), mais de la seule révolution palestinienne qui doit répondre, symboliquement, et aussi objectivement, par-delà les frontières, à l'espoir de libération des peuples arabes dont l'expression est souvent étouffée.

(\*) Écrivain.

## Convergences et équivoques

(Suite de la première page.)

Le président Giscard d'Estaing a, certes, soutenu le « droit du peuple palestinien à une patrie », mais il s'est empressé d'ajouter que « différentes formules sont concevables pour résoudre ce problème ». On peut se demander s'il n'exclut pas le rattachement d'une province palestinienne à l'un ou l'autre des États arabes voisins, notamment la Jordanie, aujourd'hui l'allié privilégié de la Syrie.

Sur le principe même d'un règle-

ment global élaboré exclusivement à la conférence de Genève — thèse que soutient l'Union soviétique, — le chef de l'État français ne s'est pas prononcé. Il s'est borné à indiquer que Paris est disposé « à favoriser, si l'occasion nous était offerte, toute négociation susceptible de rapprocher les points de vue ». Et il ajoutait : « Le moment venu, nous prendrons notre part de responsabilité dans les garanties dont le règlement devra être assorti. »

Le président Assad souhaite, lui aussi, associer la France à l'élaboration du règlement final entre Israël et les pays arabes. Les ambassades étrangères à Damas savent parfaitement que leur ont été faites par des diplomates syriens responsables, et de loin, que la solution du conflit soit trouvée dans le cadre du Conseil de sécurité, où le poids des deux Super-Grands est contrebalancé par celui de la France et des pays du tiers-monde.

M. Assad ne s'est pas réitéré non plus au Conseil de sécurité dans ses allocutions de ce jeudi. Mais sa méfiance, à l'égard de la conférence de Genève, a percé quand il a déclaré que celle-ci est « peut-être la voie appropriée, si toutefois les entretiens étaient sincères et si le processus de paix évoluait d'une manière libre ». Sa prise de position trahit avec les termes du communiqué conjoint arabo-soviétique publié au début de juin, à l'issue de la visite de M. Kossyguine à Damas.

Bien que Moscou s'en soit tenu jusqu'à présent à des critiques voilées qui masquent mal son embarras, il est manifeste que l'intervention syrienne au Liban ne lui fait pas plaisir. Les relations avec Damas ne peuvent pas ne pas en être affectées, ce qui explique sans doute la décision du président Assad de se rendre prochainement en Roumanie et en Yougoslavie.

ERIC ROULEAU.

## Les ambassades occidentales acheminent vers Damas ceux de leurs ressortissants qui veulent quitter le pays

Le départ des ressortissants étrangers au Liban commence à s'organiser. Après l'arrivée à Damas d'un premier petit convoi organisé par l'ambassade de France, les autorités américaines ont décidé, le vendredi 18 juin, d'évacuer leurs ressortissants « qui souhaitent quitter le Liban ». Cette décision aurait été prise au cours de la réunion du conseil national de sécurité convoqué la veille par le président Ford. Toutefois, les Américains n'ont pas l'intention d'employer des moyens militaires et ne disposent sur place que de douze « marines » affectés à la garde de l'ambassade. M. Kissinger a rappelé, avec insistance jeudi, qu'il n'était pas question d'« intervention militaire » à Beyrouth. La Voix de l'Amérique doit, dans l'après-midi de ce vendredi, préciser les modalités de cette évacuation vers Damas par la route. D'ores et déjà de très nombreux Américains se sont présentés à l'ambassade pour être évacués.

### L'enquête sur l'assassinat de l'ambassadeur des États-Unis

Organisé par l'ambassade britannique, un convoi d'une trentaine de véhicules a quitté ce vendredi 18 juin, à 5 h. 30 (heure française), Beyrouth pour Damas. Précédée d'une voiture blanche arborant l'Union Jack, il était ouvert à tous les Occidentaux qui désiraient quitter la capitale libanaise. Une camionnette transportait les curieux des deux diplomates tués mercredi. A Damas, les corps seront transférés à bord d'un avion spécial américain qui a quitté Washington jeudi pour cette mission et à bord duquel se trouve, en qualité de représentant de M. Ford, l'ancien médiateur américain au Liban, M. Dean Brown.

Escorté par des militaires palestiniens, syriens et progressistes, ce premier convoi va permettre d'établir s'il sera possible, samedi, de procéder à une évacuation beaucoup plus importante pour laquelle diplo-

mates britanniques et américains ont prévu une cinquantaine d'autocars. De leur côté, les Français se préparent à acheminer deux convois vers Damas avant la fin du mois. Les Britanniques sont environ un millier au Liban. Le nombre des Américains — dont de nombreux Libano-Américains — est tombé, au cours de la guerre civile, de huit mille à mille quatre cents environ.

Poursuivant son enquête sur le triple meurtre de mercredi, l'Organisation de libération de la Palestine a annoncé, jeudi, qu'elle détenait trois suspects (et non cinq comme l'annonçaient les premières informations dont nous avons fait état dans nos dernières éditions du 18 juin). Il semble que deux d'entre eux appartiennent à l'« organisation communautaire » responsable d'une prise d'otages en 1973 au siège de la Bank of America de Beyrouth. Le porte-parole de l'O.L.P. a affirmé que ces hommes, qui doivent être remis à la force interarabe la plus tôt possible, « n'ont pas agi seuls » et étaient tous trois de nationalité libanaise. « Nous voulons faire la preuve de la bonne volonté des Palestiniens », a-t-il ajouté, nous voulons remettre ces hommes à une force capable de les juger. »

Toutefois on peut se demander dans quelles conditions juridiques les trois meurtriers, si leur culpabilité est établie, pourront être « jugés » par une formation militaire interarabe et recevoir le « châtiment sévère » qu'a demandé jeudi à Washington M. Kissinger. Le secrétaire d'État a

assuré que les États-Unis approuveront l'action des gouvernements arabes en fonction de leur détermination à traduire en justice les assassins de leurs diplomates.

### Des précisions sur l'embuscade

Dans sa déclaration devant la commission des affaires étrangères de la Chambre américaine, le sénateur républicain M. Frank Lautenberg a apporté de nouvelles précisions sur le déroulement du triple meurtre. Attribuant le crime à un « groupuscule palestinien appartenant au Front du refus », le secrétaire d'État y voit une « provocation » destinée à susciter une réaction brutale de Washington. Il a

assuré que, contrairement aux premières informations, le crime n'a pas été commis dans le no man's land séparant les deux secteurs de Beyrouth, mais « dans un quartier musulman ». M. Kissinger a dit ne pas comprendre pourquoi la voiture de protection escortant les diplomates américains avait fait demi-tour à environ 500 mètres du point de passage. C'est dans cette dernière partie du trajet que la voiture des deux diplomates serait tombée dans une embuscade. Les corps ont été découverts sur le chantier de la future chancellerie américaine. Enfin, le secrétaire d'État a annoncé que le nouvel ambassadeur des États-Unis à Beyrouth qui ne sera pas M. Dean Brown — celui-ci s'étant porté volontaire dès mercredi — sera nommé très rapidement.

La meurtre des diplomates amé-

ricains a été dénoncé par les gouvernements de Jordanie, du Koweït, tandis que le président Sadate et M. Rabin, chef du gouvernement israélien, adressaient des messages de condoléances au président Ford. Pour sa part, le chef du bureau de liaison et d'information de l'O.L.P. à Paris observe que « chaque fois qu'un calme relatif s'installe au Liban et que les parties se mettent à négocier, un accord de cessez-le-feu est conclu, mais il est aussitôt rompu par la provocation de la part de l'organisation de libération de la Palestine ». — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuter.)

### LE-PREMIER MINISTRE QUALIFIÉ DE NULLE, NON-AVENUE ET ILLÉGALE LA DÉSIGNATION DE M. CHE-MOUN COMME VICE- PRÉSIDENT DU CONSEIL ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Beyrouth (A.F.P.). — M. Rachid Karamé, premier ministre libanais, et ministre des affaires étrangères par intérim, a catégoriquement rejeté, le jeudi 17 juin, la nomination, par le président Frangie, de M. Camille Chamoun, ministre de l'Intérieur, aux postes de vice-président du conseil et de ministre des affaires étrangères.

Dans une déclaration diffusée par la radio progressive libanaise, M. Karamé a qualifié de « nulle, non avenue et illégale » cette décision prise mercredi par le président Frangie.

Rappelant que la désignation d'un nouveau ministre devait se faire « par décret portant la signature du chef du gouvernement, outre celle du chef de l'État », M. Karamé se demande « si une telle initiative ne signifie pas la consécration de la partition du Liban par l'autre partie ». Le chef du gouvernement a déclaré, en conclusion, qu'il considérait toujours M. Philippe Takla comme ministre des affaires étrangères.

A l'issue d'un entretien avec le président Frangie, M. Chamoun s'est chargé de répondre au premier ministre. Il a déclaré que sa nomination au poste de ministre des affaires étrangères était « une décision irrévocable ». Il a estimé qu'il était primordial que ce portefeuille soit entre les propres mains « plutôt qu'entre celles de quelqu'un d'absent » (M. Takla se trouve actuellement en Europe).

### Une vive controverse

Une vive controverse s'est engagée à propos d'un éminent juriste, M. Edmond Rabbath, à l'égard duquel le président de la République était habilité à nommer ou à démettre les ministres, sans que le décret soit contre-signé par le ou les ministres concernés.

M. Rabbath a ajouté que les motifs invoqués par le président Frangie pour démettre M. Takla (« le ministre est considéré comme démissionnaire ») sont exceptionnels, et engagent la responsabilité morale et politique du président de la République, et non ses responsabilités constitutionnelles.

Enfin, bon nombre de députés ont estimé que le chef de l'État était, en droit, autorisé à agir ainsi, mais que cette décision était contraire aux usages en vigueur dans ce pays bi-communautaire, qui veulent que tout décret présidentiel nommant ou révoquant les ministres soit contre-signé par le chef du gouvernement.

### M. SAUVAGNARGUES : la position française représente le seul élément stable d'une situation complexe.

M. Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, a déclaré jeudi 17 juin, devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, que la position française, simple et claire, représente le seul élément stable d'une situation éminemment complexe. « Le soul de la situation », a-t-il déclaré, « est de ne pas s'identifier à la position d'aucune des parties intéressées. Sa préoccupation est purement libanaise et sa conviction démocratique : une solution politique ne peut être dérogée que par les Libanais eux-mêmes, en dehors de toute intervention extérieure. »

### Paris et Damas peuvent contribuer efficacement à la sauvegarde du pays déclare M. Gemayel

La médiation de la Ligue arabe dans la crise libanaise marque le pas. Tandis que M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., poursuit sa tournée (après le Koweït, il s'est rendu, jeudi, à Bahrein), le secrétaire général de la Ligue, M. Mahmoud Riad, continue ses consultations à Damas. Il a rendu hommage à la Syrie pour sa « grande coopération dans la mise en œuvre des résolutions » prises au Caire par les représentants de vingt pays arabes, et a indiqué qu'il considérait M. Frangie comme le « président légal » du Liban.

Le chef suprême des Phalanges, M. Pierre Gemayel, a déclaré, jeudi, que « la France et la Syrie sont en mesure de contribuer efficacement à la sauvegarde du Liban » et a exprimé le vœu que la visite de M. Assad à Paris débouche sur des résultats « féconds ».

### Une attaque syrienne dans la montagne libanaise

Sur le plan militaire, les forces syriennes ont attaqué, le jeudi 17 juin, la localité d'Aïn-Dara, au sud de Saida, et procédé au désarmement de la population de ce village situé dans la montagne libanaise, annonce-t-on de sources palestiniennes et progressistes.

Aïn-Dara, village habité par des

chrétiens et des druzes, est situé à une dizaine de kilomètres du fief électoral de M. Kamal Joumblatt, le leader de la gauche et de la communauté druze.

Précédée d'un tir d'artillerie, l'attaque, qui a eu lieu dans l'après-midi, a été menée, selon l'agence Wust par des blindés syriens soutenus par des fantassins. Une fois entrés dans le village, les soldats syriens ont invité la population, à l'aide de haut-parleurs, à déposer les armes. Les troupes syriennes ont ensuite procédé au « rattachage » du village, investissant les maisons pour rechercher des armes.

Selon « la Voix de la Palestine », les unités de la résistance palestinienne et de la gauche libanaise ont livré combat aux forces syriennes et se sont opposées à leur avance. Les Syriens auraient été aidés dans cette opération par les forces « isolationnistes » (chrétiens conservateurs), a précisé la radio palestinienne.

A Beyrouth, des combats sporadiques ont fait, jeudi, soixante et un morts et quatre-vingt-dix blessés. L'aéroport de Beyrouth, fermé depuis douze jours, ne sera pas rouvert au trafic aérien civil avant le lundi 21 juin, apprend-on de bonne source.

Enfin, la radio de Bagdad a annoncé que de nouveaux renforts irakiens étaient partis vers la frontière syrienne, pour accomplir leur devoir « national ». — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuter.)

### Le voyage du roi Hussein de Jordanie à Moscou Les Soviétiques souhaitent développer leurs relations avec l'un des trois « pays du champ de bataille »

De notre correspondant

Moscou. — Il y a encore quelques mois, la Jordanie était considérée à Moscou comme un royaume « objectivement réactionnaire ». M. Kossyguine, Podgorny et Gromyko avaient manifestement oublié ce jugement pérennitaire. Les Soviétiques sont persuadés que cette visite contribuera à développer et à approfondir les rapports d'amitié et de coopération entre les deux pays et à promouvoir la lutte pour un règlement juste et pour l'établissement d'une paix durable au Proche-Orient.

Les officiels soviétiques ne cachent pas en privé ce qu'ils ont vu avoir de conjoncturel dans la réception réservée au monarque hachémite. Mais ils s'empressent d'ajouter qu'ils ne voient pas pourquoi ils négligeraient le développement de leurs relations avec l'un des trois pays du « champ de bataille » du Proche-Orient, celui — et le plus menacé — par un règlement global de la question d'Israël.

La seconde visite officielle que le roi Hussein effectuera à Moscou, le souverain s'étant rendu en U.R.S.S. une première fois en 1967, au lendemain de la guerre de six jours. Les relations diplomatiques avaient été établies entre les deux pays en 1968. Un accord de coopération culturelle et scientifique a été signé en 1967.

JACQUES AMALRIC.

### Ses relations militaires avec l'U.R.S.S. étant « gelées » LE YÉMEN DU NORD ACHÈTERA DE L'ARMEMENT AUX ÉTATS-UNIS

Koweït (A.F.P., Reuter). — Le général Adnan El-Ghassani, commandant en chef des forces armées de la République arabe du Yémen, a déclaré, le mercredi 16 juin, que son pays se passerait bientôt des services des experts soviétiques.

Dans une interview au quotidien koweïtien *Al Qabas*, le général a déclaré que depuis quelques mois, les relations militaires entre l'U.R.S.S. et le Nord-Yémen sont « gelées ». « Le Nord-Yémen a cessé de nous aider et a même refusé de nous fournir les pièces détachées nécessaires à nos avions et à nos chars », a-t-il ajouté. Le général El-Ghassani a également indiqué que des experts militaires jordaniens et saoudiens se trouvaient au Yémen du nord. Interrogé d'autre part sur une visite de l'émir saoudien Abdoul Aziz, ministre saoudien de la défense et de l'aviation, le général El-Ghassani a déclaré que « ce qui avait été dit à propos d'une vente d'armes américaines au Nord-Yémen, qui serait financée par l'Arabie Saoudite, était exact ». Le gouvernement américain avait annoncé le mois dernier son intention de livrer pour plus de cent millions de dollars de matériel militaire au Yémen du nord.

FÊTE DES PÈRES

150 F

60 F

120 F

**LANCEL**

pour être sûr de ce qu'on offre

Opéra (parking Paramount)  
Rond-Point des Champs-Élysées (parking Matignon)  
C.I.P. Porte Maillot - Parly 2 - Vélizy 2 - Créteil  
Lyon Part Dieu et rue de la République - Nice

le séjour du président

Republique syrienne  
ce vendredi 18 juin  
à la tête d'un  
M. Giscard d'Estaing  
central téléphonique de  
Paris à Beyrouth

programme de  
un communiqué émis à  
par les deux présidents  
M. Giscard d'Estaing  
ministre de

LES

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

de constater que le concours de

Le premier ministre libanais, M. Rachid Karamé, et ministre des affaires étrangères par intérim, a catégoriquement rejeté, le jeudi 17 juin, la nomination, par le président Frangie, de M. Camille Chamoun, ministre de l'Intérieur, aux postes de vice-président du conseil et de ministre des affaires étrangères.

Dans une déclaration diffusée par la radio progressive libanaise, M. Karamé a qualifié de « nulle, non avenue et illégale » cette décision prise mercredi par le président Frangie.

Rappelant que la désignation d'un nouveau ministre devait se faire « par décret portant la signature du chef du gouvernement, outre celle du chef de l'État », M. Karamé se demande « si une telle initiative ne signifie pas la consécration de la partition du Liban par l'autre partie ». Le chef du gouvernement a déclaré, en conclusion, qu'il considérait toujours M. Philippe Takla comme ministre des affaires étrangères.

A l'issue d'un entretien avec le président Frangie, M. Chamoun s'est chargé de répondre au premier ministre. Il a déclaré que sa nomination au poste de ministre des affaires étrangères était « une décision irrévocable ». Il a estimé qu'il était primordial que ce portefeuille soit entre les propres mains « plutôt qu'entre celles de quelqu'un d'absent » (M. Takla se trouve actuellement en Europe).

Une vive controverse s'est engagée à propos d'un éminent juriste, M. Edmond Rabbath, à l'égard duquel le président de la République était habilité à nommer ou à démettre les ministres, sans que le décret soit contre-signé par le ou les ministres concernés.

M. Rabbath a ajouté que les motifs invoqués par le président Frangie pour démettre M. Takla (« le ministre est considéré comme démissionnaire ») sont exceptionnels, et engagent la responsabilité morale et politique du président de la République, et non ses responsabilités constitutionnelles.

Enfin, bon nombre de députés ont estimé que le chef de l'État était, en droit, autorisé à agir ainsi, mais que cette décision était contraire aux usages en vigueur dans ce pays bi-communautaire, qui veulent que tout décret présidentiel nommant ou révoquant les ministres soit contre-signé par le chef du gouvernement.

M. SAUVAGNARGUES : la position française représente le seul élément stable d'une situation complexe.

M. Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, a déclaré jeudi 17 juin, devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, que la position française, simple et claire, représente le seul élément stable d'une situation éminemment complexe. « Le soul de la situation », a-t-il déclaré, « est de ne pas s'identifier à la position d'aucune des parties intéressées. Sa préoccupation est purement libanaise et sa conviction démocratique : une solution politique ne peut être dérogée que par les Libanais eux-mêmes, en dehors de toute intervention extérieure. »

Paris et Damas peuvent contribuer efficacement à la sauvegarde du pays déclare M. Gemayel

La médiation de la Ligue arabe dans la crise libanaise marque le pas. Tandis que M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., poursuit sa tournée (après le Koweït, il s'est rendu, jeudi, à Bahrein), le secrétaire général de la Ligue, M. Mahmoud Riad, continue ses consultations à Damas. Il a rendu hommage à la Syrie pour sa « grande coopération dans la mise en œuvre des résolutions » prises au Caire par les représentants de vingt pays arabes, et a indiqué qu'il considérait M. Frangie comme le « président légal » du Liban.

Le chef suprême des Phalanges, M. Pierre Gemayel, a déclaré, jeudi, que « la France et la Syrie sont en mesure de contribuer efficacement à la sauvegarde du Liban » et a exprimé le vœu que la visite de M. Assad à Paris débouche sur des résultats « féconds ».

Une attaque syrienne dans la montagne libanaise

Sur le plan militaire, les forces syriennes ont attaqué, le jeudi 17 juin, la localité d'Aïn-Dara, au sud de Saida, et procédé au désarmement de la population de ce village situé dans la montagne libanaise, annonce-t-on de sources palestiniennes et progressistes.

Aïn-Dara, village habité par des chrétiens et des druzes, est situé à une dizaine de kilomètres du fief électoral de M. Kamal Joumblatt, le leader de la gauche et de la communauté druze.

Précédée d'un tir d'artillerie, l'attaque, qui a eu lieu dans l'après-midi, a été menée, selon l'agence Wust par des blindés syriens soutenus par des fantassins. Une fois entrés dans le village, les soldats syriens ont invité la population, à l'aide de haut-parleurs, à déposer les armes. Les troupes syriennes ont ensuite procédé au « rattachage » du village, investissant les maisons pour rechercher des armes.

Selon « la Voix de la Palestine », les unités de la résistance palestinienne et de la gauche libanaise ont livré combat aux forces syriennes et se sont opposées à leur avance. Les Syriens auraient été aidés dans cette opération par les forces « isolationnistes » (chrétiens conservateurs), a précisé la radio palestinienne.

A Beyrouth, des combats sporadiques ont fait, jeudi, soixante et un morts et quatre-vingt-dix blessés. L'aéroport de Beyrouth, fermé depuis douze jours, ne sera pas rouvert au trafic aérien civil avant le lundi 21 juin, apprend-on de bonne source.

Enfin, la radio de Bagdad a annoncé que de nouveaux renforts irakiens étaient partis vers la frontière syrienne, pour accomplir leur devoir « national ». — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuter.)

Le voyage du roi Hussein de Jordanie à Moscou

Les Soviétiques souhaitent développer leurs relations avec l'un des trois « pays du champ de bataille »

De notre correspondant

Moscou. — Il y a encore quelques mois, la Jordanie était considérée à Moscou comme un royaume « objectivement réactionnaire ». M. Kossyguine, Podgorny et Gromyko avaient manifestement oublié ce jugement pérennitaire. Les Soviétiques sont persuadés que cette visite contribuera à développer et à approfondir les rapports d'amitié et de coopération entre les deux pays et à promouvoir la lutte pour un règlement juste et pour l'établissement d'une paix durable au Proche-Orient.

Les officiels soviétiques ne cachent pas en privé ce qu'ils ont vu avoir de conjoncturel dans la réception réservée au monarque hachémite. Mais ils s'empressent d'ajouter qu'ils ne voient pas pourquoi ils négligeraient le développement de leurs relations avec l'un des trois pays du « champ de bataille » du Proche-Orient, celui — et le plus menacé — par un règlement global de la question d'Israël.

La seconde visite officielle que le roi Hussein effectuera à Moscou, le souverain s'étant rendu en U.R.S.S. une première fois en 1967, au lendemain de la guerre de six jours. Les relations diplomatiques avaient été établies entre les deux pays en 1968. Un accord de coopération culturelle et scientifique a été signé en 1967.

JACQUES AMALRIC.

Ses relations militaires avec l'U.R.S.S. étant « gelées »

LE YÉMEN DU NORD

ACHÈTERA DE L'ARMEMENT AUX ÉTATS-UNIS

Koweït (A.F.P., Reuter). — Le général Adnan El-Ghassani, commandant en chef des forces armées de la République arabe du Yémen, a déclaré, le mercredi 16 juin, que son pays se passerait bientôt des services des experts soviétiques.

Dans une interview au quotidien koweïtien *Al Qabas*, le général a déclaré que depuis quelques mois, les relations militaires entre l'U.R.S.S. et le Nord-Yémen sont « gelées ». « Le Nord-Yémen a cessé de nous aider et a même refusé de nous fournir les pièces détachées nécessaires à nos avions et à nos chars », a-t-il ajouté. Le général El-Ghassani a également indiqué que des experts militaires jordaniens et saoudiens se trouvaient au Yémen du nord. Interrogé d'autre part sur une visite de l'émir saoudien Abdoul Aziz, ministre saoudien de la défense et de l'aviation, le général El-Ghassani a déclaré que « ce qui avait été dit à propos d'une vente d'armes américaines au Nord-Yémen, qui serait financée par l'Arabie Saoudite, était exact ». Le gouvernement américain avait annoncé le mois dernier son intention de livrer pour plus de cent millions de dollars de matériel militaire au Yémen du nord.



## PROCHE-ORIENT

## ***et le séjour du président Assad à Paris***

Avant de recevoir M. Assad, le président de la République avait eu une conversation téléphonique avec le président égyptien Anouar El Sadate, actuellement en visite officielle en Iran.

## LES ALLOCUTIONS AU DINER DE L'ÉLYSÉE

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE :** rien ne nous satisferait davantage que de constater que le concours de la France n'est pas nécessaire

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840.

## LA VISITE DU CENTRAL « TUILERIES »

## Une vitrine pour le monde arabe du matériel téléphonique français

## A L'ARRIVÉE A ORLY

**Ecole des  
Attachés de Direction  
EAD**

[illegible]



# EUROPE

## voyages sportifs

- ASCENSION DU KILIMANJARO
- EXPEDITION SUR LA RIVIERE KWAI
- RANDONNÉE EN CAPPADOCE
- LE FLEUVE NIGER EN PIROGUE
- RANDONNÉE A PIED EN CORSE
- MEHARÉE DANS L'AIR AU NIGER

Départs de Juillet à Novembre  
à 1500 F. à 4250 F.  
Documentaire sur demande à

**terres d'aventure**  
5, rue St-Victor - 75005 PARIS  
tel. 333 63 57 32 50 55  
Circ. 100 A 304

## GRIFFSOLDE DEGRIFFE LES GRANDS DU PRET-A-PORTER

**SOLDES**  
JUSQU'AU 26 JUIN  
BOUTIQUES POUR ELLE  
1, rue de la Plaine/Nation  
2, rue du Renard/Hôtel de Ville  
3, rue de Lagny/Nation  
BOUTIQUES POUR LUI  
3, rue de la Plaine/Nation  
3, bd Montmartre/Montmartre

La Bank Hapoalim (Switzerland) Ltd. est une nouvelle banque suisse fondée par la Banque Hapoalim, B.M. à Zurich.  
La Bank Hapoalim (Switzerland) Ltd. fait partie du Groupe bancaire Hapoalim, qui a plus de 260 succursales dans tout l'Etat d'Israël et dont l'actif au 31 décembre 1975 s'élevait à un total de \$ 5.981.421.000.

La Bank Hapoalim (Switzerland) Ltd. est un autre chaînon dans le réseau international de la Banque Hapoalim.

Etablie dans les principales villes du monde:  
New-York, Londres, Zurich, Montréal,  
Johannesburg, Buenos-Aires,

Sao-Paulo, Caracas.



**BANK HAPOALIM (SWITZERLAND) LTD.**

## CORRESPONDANCE

### Les mérites du parti radical

Relevant le qualificatif de « minuscule » utilisé dans le Monde du 8 juin pour évoquer le parti radical italien, M. Ariano Schenone, l'un des candidats de ce parti pour la Chambre et le Sénat à Milan, écrit :

Le parti radical est en effet « minuscule » si l'on se base sur le nombre de ses adhérents inscrits. Il représente cependant une force considérable puisque c'est grâce à l'action de ses militants et militants que le gouvernement dirigé par la démocratie chrétienne est tombé.

Le parti radical est un parti socialiste libéral qui se bat pour les droits civiques. Permettez-moi de rappeler uniquement les trois dernières victoires du parti radical qui ont été décisives. En premier lieu, la loi qui accorde le vote aux majeurs de dix-huit ans : elle a été introduite dans le corps

électoral un élément dynamique et neuf qui a permis, deuxième grande victoire du parti radical, d'induire à la démocratie chrétienne la cuisante défaite du référendum sur le divorce (présenté par le député radical Loris Fortuna). Finalement, c'est la loi sur la libéralisation de l'avortement (présentée par les radicaux) qui a fait exploser les contradictions au sein du Parlement italien et qui a imposé le recours aux élections anticipées.

Le rôle du parti communiste italien dans toutes ces questions n'a guère été plus brillant que celui du parti communiste français, qui a voté les crédits pour la « sale guerre » en Algérie et qui a été le « pompier » de de Gaulle en 1968. En effet, le parti communiste italien s'était opposé jusqu'au bout au référendum sur le divorce ; il a soutenu la démocratie chrétienne, par l'abstention ou le vote en faveur, dans tous les moments de crise. Il était prêt à tous les compromis pour éviter le recours aux élections anticipées. Il est bien vrai que, du « compromis historique » au « compromis idéologique », le pas est bien court. La preuve en est que, dans deux instances d'importance capitale pour la démocratie italienne, le P.C.I. a voté avec la démocratie chrétienne : en 1949 en votant pour la confirmation du concordat avec le Vatican signé par Mussolini en 1929 (article 7 de la Constitution italienne) ; l'année passée en favorisant l'adoption de la loi Eusebi qui donne aux « forces de l'ordre », littéralement et légalement, licence de tuer. L'on sait quel lourd tribut de sang cette loi a déjà coûté au peuple italien.

Last but not least, le parti radical n'a pas la femme ou les problèmes de la femme en incluant quelques représentantes dans ses listes. Au contraire, dans toutes les circonstances, les femmes sont tête de liste et représentent 55 % de nos candidats.

M. La Pira  
sel de la terre ?

A la suite du reportage sur la candidature de M. La Pira, à Florence (le Monde du 15 juin), nous avons reçu la lettre suivante de M. Robert de Montesson :

Feste ! Voici qu'on nous peint Giorgio La Pira, revenant de (ou à) la politique électorale, sous les traits d'un vieillard gâteux, porteur d'une serviette usagée, ne parlant que de Jésus-Christ (A-t-on idée de célébrer le pain et le vin quand le filet de herings est à notre portée ?)

Ce qu'on ne dit pas, c'est que le « gâsme » (votre journal n'emploie pas ce mot) de La Pira ne date pas de soixante-douze ans. La Pira a toujours affiché des traits qui le disqualifiaient pour les grands emplois. Il parle, en effet, beaucoup de Jésus-Christ, il ne se prend pas pour le sauveur, il n'adore pas, sous le nom de raison d'Etat, ses intérêts politiques du moment, il n'a encore trahi personne et il est mal habillé.

Savoir si La Pira a raison de prêter main-forte à la démocratie chrétienne et à son vieil ami-ennemi Fanfani qui le vida naguère de la mairie de Florence, c'est une affaire que nous ne savons pas. Les gens sérieux s'en chargeront le lendemain des élections, quand ils pourront enfin distinguer clairement les vainqueurs des vaincus. Il reste que La Pira est tout simplement fidèle à La Pira, le « gâsme » de toujours, qui ne prend pas le bonheur pour une opération de show-business et les paroles d'homme pour des mots à vendre. Ces « gâsme-là » ont un nom. On les appelle sel de la terre.

## BIBLIOGRAPHIE

### « LES P.C. ESPAGNOL, FRANÇAIS ET ITALIEN FACE AU POUVOIR »

MM. Carrillo, Marchais, Berlinguer : trois hommes, trois partis communistes, trois stratégies ? A l'heure du « compromis historique » en Italie, des discussions sur « l'eurocommunisme » et la « dictature du prolétariat », il pouvait paraître utile de réunir les principaux textes théoriques et déclaratoires des trois P.C. d'Europe méridionale.

Sous le titre « Les P.C. espagnol, français et italien face au pouvoir » et en format de poche vient de paraître un recueil de documents, articles et interviews les plus récents. On pourra ainsi regretter — ou trouver significatif — que le parti communiste portugais de M. Alvaro Cunhal ait été oublié dans l'inventaire.

Ed. Christian Bourgois, 280 p., 15 F.

**Jocelyn**  
PARIS

76/78 Champs-Élysées (arcades)  
124 boulevard Saint-Germain  
5, rue du Cherche-Midi

**SOLDE**

chaussures (homme, femme)  
sacs, bagages

**nouvelles frontières**  
TOURNOY

DECOUVERTES INDIVIDUELLES  
Paris/ Athènes 580f  
Casablanca 850f  
Sanaa 1700f  
Delhi 1990f  
Bangkok 2090f  
Ile Maurice 2450f  
vols à dates fixes

**NOUVELLES FRONTIÈRES**  
83 av. Denfert-Rochereau Paris 14  
(25.57.51 et 63.58.40)  
Nom .....  
Adresse .....  
Je désire recevoir votre documentation sur .....

## AVANT LES ÉLECTIONS

### Tribune internationale Une dangereuse polarisation

par GIUSEPPE TAMBURRANO (\*)

Le danger le plus grave des élections du 20 juin est que les Italiens entrent dans l'isolement avec le sentiment qu'il n'y a que deux solutions politiques : la démocratie chrétienne et le parti communiste.

Le succès de la D.C. perpétuerait une politique vieille de trente ans qui a conduit le pays, dans les derniers temps, au bord de la catastrophe. Quant au succès du P.C.I., il pourrait marquer un tournant trop radical pour l'équilibre des forces en présence et pour les relations internationales, en liaison avec le développement économique du pays. D'autre part, si le choix se polarise sur la D.C. et le P.C., il est probable que le premier de ces deux partis en bénéficierait davantage. Ce n'est pas un hasard si le slogan « En Italie, il y a seulement la D.C. et le P.C.I. » a été lancé par les dirigeants démocrates-chrétiens.

En fait, bien que rassurant et modéré, le parti communiste n'est pas encore en mesure de rassurer à lui seul la confiance de la moitié des électeurs italiens. D'où l'importance du P.S.I. et du vote socialiste.

L'ITALIE avait fait de grands progrès économiques. Elle réclamait de faibles que les communistes. Il n'en a pas toujours été ainsi. Aux premières élections politiques de la République, en 1946, les socialistes avaient dépassé les communistes de deux points (20,7 % contre 19 %). Les communistes bénéficiaient de leur forte organisation, du mythe de Stalingrad et de l'U.R.S.S., premier pays socialiste. La P.S.I. incarnait la tradition démocratique et libérale. Il était à la tête des forces antiscandales dans la lutte pour la République (l'Italie était encore une monarchie) et pour une Constitution très avancée.

Entre socialistes et communistes, il y avait une unité compétitive (comme aujourd'hui en France), et les premiers étaient la force motrice de la gauche, ce qui ne dura pas longtemps. Quelques mois après le succès électoral du 2 juin 1946, Giuseppe Saragat consommait la scission qui devait mettre son parti social-démocrate sous l'emprise de la D.C. tandis que le parti socialiste tombait sous l'emprise du P.C.I.

Avec la centre-gauche, au début des années 60, le parti socialiste de Nenni cherchait à réaliser simultanément trois objectifs : attirer la démocratie chrétienne à gauche, affaiblir le parti communiste et renforcer politiquement et électoralement le P.S.I. L'unification avec le parti de Saragat devait couronner cet ambitieux projet. Mais la D.C. allait vite retrouver sa place naturelle, au centre. Au lieu de ramper avec elle, le P.S.I. la suivit. L'unification avec la social-démocratie risquait d'être un facteur ultérieur de dégénérescence du P.S.I., le transformant en un parti centriste et anticommuniste.

L'ITALIE avait fait de grands progrès économiques. Elle réclamait de nouvelles lois, de nouveaux organismes, de nouveaux services. Mais les forces vives du pays se heurtaient au système corrompu du pouvoir démocrate-chrétien. Bien que vice-président du conseil, le « rebelle » Nenni n'y pouvait rien.

La place de l'opposition fut ainsi entièrement occupée par le P.C.I. Il comprit que la protestation du pays était — est encore — de nature démocratique et non révolutionnaire. Il sut y adapter son idéologie.

A la fin des années 60, le P.S.I. changea de politique. Il rompit d'abord avec Saragat puis avec la centre-gauche anticommuniste, mais perdit trop de temps.

Aujourd'hui, revenu à sa place naturelle, en position d'unité concurrentielle avec le P.C.I. pour proposer une alternative de gauche, le P.S.I. se situe comme le troisième pôle de la vie politique. Sociaux des répercussions, surtout internationales, qu'un gouvernement, dominé par eux, pourrait provoquer, les communistes sont hostiles à une solution de gauche et cherchent un accord d'unité nationale avec la D.C. En tout état de cause, le P.S.I. sera indispensable, puisque ni les communistes ni les démocrates-chrétiens n'auront sans doute — seuls ou avec des alliés mineurs — la majorité. Mais si cette carte peut, dans l'immédiat, donner à M. De Martino une importante influence au Parlement et au gouvernement, elle risque aussi de provoquer, à long terme, une réduction du P.S.I. à un rôle de « service » de soutien à d'autres forces.

L'alternative de gauche — qui est la stratégie du dernier congrès socialiste — serait, en Italie, contrairement à ce qui se passe en France, dirigée par le P.C. Le parti socialiste l'a donc adoptée mais renvoyée au jour où un certain « rééquilibrage » de la gauche aura été réalisé.

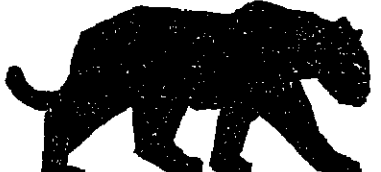
APRÈS les élections, le P.S.I. mis sur un accord avec la D.C., ouvert aux communistes. Mais peut-il ouvrir pour l'alternative de gauche en favorisant son contraire, le compromis historique entre D.C. et P.C.I. ? Et peut-il se renforcer par rapport à ce dernier en gouvernant avec la démocratie chrétienne ? Peut-il remplacer demain la D.C. au gouvernement, dans le cadre d'une majorité de gauche, en collaborant aujourd'hui avec elle ?

Tel est le drame du P.S.I., « élément nécessaire de toute majorité ». Paradoxalement, le socialisme italien ne peut — et ne veut ? — passer à l'opposition. Il n'a pas eu de Gaulle et n'a donc pas son Mitterrand.

Les électeurs comprendront-ils le drame du P.S.I. ? Le soutiendront-ils malgré ses incertitudes et ses erreurs passées, pour éviter au pays une double et dangereuse polarisation ?

(\*) Membre du comité central du parti socialiste italien, auteur d'ouvrages sur le centre-gauche et le pouvoir démocrate-chrétien.

PRIX D'ÉTÉ COLLECTIONS 1977



**ALEXANDRE**  
FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1<sup>er</sup>)  
« Le fourreur le plus jeune de la rue Saint-Honoré »  
NETTOYAGE-GARDE-TRANSFORMATIONS

## ALIENNES LE PA

Le seul vote possible... (Text continues with political commentary on the Italian election situation, mentioning the Christian Democrats and the Communist Party.)

**ÉLÉGANCE  
MASCULINE  
et FÉMININE**  
RÉPÉRIER  
et P. TROTTIER  
**Sterback**  
27, rue du Départ  
PARIS 17<sup>ème</sup>  
01-47-11-33  
01-47-11-33

**Magas**  
à propos  
à le même prix  
0 vol  
dates fixes  
prestations  
minimum sur  
face  
organisation  
semaines jours  
séjour libre  
le moins long selon  
mois et la validité  
billet

**GRECE**  
6 formules  
dont un séjour  
dans les îles

**TURQUIE**  
8 formules  
dont le festival de  
TABARKA

**TUNISIE**  
7 formules  
dont le festival de  
TABARKA

**TREX  
EPE  
SMAO**

**CAPE**  
EXPOSITION ET  
CINÉMA  
17, rue de la  
Paris 17<sup>ème</sup>  
01-47-11-33

**ECOLE  
OFFIC  
DE LA**

**Marcel S**  
1, Impasse  
Paris 12

صكزا من الاميل



# EUROPE

ITALIENNES

## LE PAYS DEVANT LA PEUR

V. — Qui l'histoire compromet-elle ?

De notre envoyé spécial JACQUES NOBECOURT

Les quatre premiers articles de cette enquête ont montré combien « le recours à l'histoire » inspirait la campagne électorale en Italie, puis ont analysé les données de la crise économique. Après avoir situé la démocratie chrétienne et ses responsabilités (« le Monde » des 15, 16, 17 et 18 juin), Jacques Nobecourt conclut en évoquant l'image du parti communiste italien.

Rome. — « Je ne suis ni une femme, ni un jeune, ni même un catholique. Je suis seulement un vieux militant. Puis-je parler ? »

Boutade ? Non. Mais intervention qui a eu lieu lorsque la fédération de Venise du parti communiste discutait des candi-

dates. Elle résume tout : l'image que le P.C.I. veut donner de lui-même, et sa caricature ; la politique qu'il préconise et les réserves qu'elle soulève en son sein ; voire enfin la composition sociale et les clivages de générations. Elle n'est pas polémique d'ailleurs, et celui qui nous la rapportait — un prophète de la « refondation » de la démocratie chrétienne — n'y mettait aucune malveillance.

Le « vieux militant », lorsqu'on le rencontre à la base du parti, ne se prive pas de parler. Il bougonne peut-être devant quelques adaptations du vocabulaire et des thèmes d'action, se retrouve à son aise quand revient le moment d'attaquer la démocratie chrétienne locale, mais il ne ménage pas son temps ni ses forces dans les servitudes sans grisaille de la campagne « capillaire » que lui demande son parti.

La seule voie possible

S'il vit et travaille dans les parages du comité central, le « vieux militant » n'a pas seulement le droit, mais le devoir de parler. En voici un, dans la cinquantaine. Il est insatiable d'adolescent, dans la clandestinité, d'origine paysanne, entré dans l'appareil au sortir de l'université. Il est parvenu à vivre en intellectuel et en militant, ne faisant pas ses désaccords, même au temps de Fogliatti. La Hongrie, l'Espagne, l'expérience chinoise, ont marqué autant de débats vagues entre lui et sa cellule. Un homme droit, dur et chaleureux. Le contraire d'un opportuniste.

« Le compromis historique ? Oui, j'accepte l'hypothèse stratégique, comme j'accepte l'étape initiale du gouvernement d'unité démocratique de solidarité nationale, que le parti a proposée au

début de la campagne électorale. Ce n'est pas le moment de faire de la théorie, de s'embraser pour le marxisme de la révolution tout entière et tout de suite. Il y a d'autres hypothèses pour l'accès au socialisme. On peut les préférer, mais ici, en Italie, c'est un discours qui ne mard pas sur la réalité.

« La ligne Berlinguer, je l'explique, je la défends, quelles que soient les réserves, prouvées. Il n'y a pas d'autre. Il n'y a aucune autre perspective de développement des objectifs du parti. Voilà trente ans que nous sommes en ce sens. Sinon, c'est le retour à l'ancien régime, le consentement à l'état de siège.

« Il s'agit aussi de la seule stratégie capable de nous rendre véritablement autonomes du parti socialiste. On nous dit : « Que

seriez-vous s'il y avait une crise ? » Obligeant l'histoire à prendre parti entre l'U.R.S.S. et les États-Unis ?

« Bon, c'est vrai, il y a un problème ; aujourd'hui, personne ne peut répondre à la question. Même à l'intérieur du parti, tout le monde n'est probablement pas encore acquis à la ligne de l'autonomie totale. Mais la seule chance de son enrôlement et de ses capacités d'action qui en découlent, c'est de miser d'abord sur la progression du processus de détente entre les blocs, tels qu'ils sont, puis de contribuer à une Europe occidentale plus cohérente, plus soudée autour d'un mouvement qui rassemblerait les catholiques, les communistes, les socialistes. Dans dix ans, et même avant, la réponse à la question ne sera pas de doute. »

Les vieux militants « les plus symboliques » figurent dans la direction du parti, ils en incarnent l'histoire, la discutent inlassablement, polémiquent entre eux en conservant toujours le souci d'une référence à la ligne actuelle.

La vivacité de leurs arguments donne à qu'on lise le journal de la campagne électorale de Giancarlo Pajetta dans *Rinascita*, l'hebdomadaire du parti. Il y met à jour les débats avec les vieux militants et sa franchise rouillarde en fait un précieux recueil en paraissant les signaler.

Encore qu'il déteste tout ce qui l'individualise, Enrico Berlinguer incarne aujourd'hui le parti communiste italien. En huit ans, il a imposé sa marque, mis en place les hommes de sa génération, qui étaient avec lui aux « Jeunesses » du mouvement ouvrier après-guerre, considérablement rajeunis l'après-guerre, courant le risque d'incorporer des militants venus de l'extrême gauche. Il maîtrise les mouvements internes d'une direction et des différents de génération ne coïncident pas nécessairement avec ceux de l'hypothèse d'action, et dont les dissensions éventuelles s'expriment à l'extérieur, prudemment mais clairement. L'accord sur la ligne, certes, mais dans la souplesse.

Les solutions des communistes

Cette ligne, quelle est-elle ? Elle se lit dans la pratique d'une « opposition gouvernementale » plus que dans les textes théoriques. La gestion de cette situation apparaît souvent comme détachée de son inspiration idéologique. Celle-ci reste un point d'appui, non une référence dogmatique qui servirait à tordre les faits. Tout emportement vers une utopie est bien étranger au P.C.I.

La pratique de cette opposition, on en connaît un exemple essentiel : la législation depuis trente ans a été votée pour 70 %, avec l'appui des groupes parlementaires communistes. Les politologues ont fait à dessein des diagnostics probants. Autant dire qu'au Parlement, et par conséquent entre les sommets des grands partis, le compromis historique a été l'accord d'une tradition. Ce à quoi la démocratie chrétienne s'oppose aujourd'hui, en refusant le compromis historique, c'est à ériger cette tradition en système théorique où elle courrait le risque d'être captée, non par une idéologie, mais par une stratégie à long terme.

Le P.C.I., en effet, n'est pas moins empirique que la D.C., mais à l'intérieur d'une rationalisation de la vie politique, d'une réflexion méthodique, d'un projet relativement articulé. Voilà des années que, à travers le CSEPE (Centre d'études sociales, politiques et économiques), il convoque régulièrement des comités de réflexion, des représentants de tous les parlements sociaux, pour débattre des troubles de croissance de l'économie. Ces colloques ont fini par remplacer le fameux Conseil économique et social. Sous l'égide communiste, des consensus s'établissent.

Est-il question de la Communauté européenne ? Le groupe communiste au Parlement de Strasbourg, est connu pour la quantité de travail qu'il fournit à ses membres italiens, dirigés par M. Amendola. Le soutien à la C.E.E. dépasse le programme électoral ; c'est la conséquence logique et étudiée d'une évolution politique progressive. L'inscription d'Altiero Spinelli comme indépendant sur les listes du P.C.I. en est le témoignage.

Parlent-ils de l'armée, de son destin, de ses problèmes ? Le P.C.I. est le seul à en avoir compris l'importance, abandonnant les socialistes à la pudeur aveugle de l'antimilitarisme de gauche. Et si le général Pastri se présente sur ses listes, on doute qu'il soit animé par les humeurs maussades d'une collette de peau à la retraite.

L'Université, le développement de la recherche scientifique, l'équilibre entre le pouvoir central et les régions, autant de thèmes qui des communistes, des organismes marginaux du P.C.I. ont travaillé.

De tout cela est-il sorti un programme précis ? L'étouffant,

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

Elle explique à la fois les sollicitations répétées du P.C.I. auprès de personnalités extérieures pour figurer sur ses listes, et les réponses positives qui lui ont été données. Ces indépendants viennent soutenir la chance d'un centre-gauche de type nouveau, centralisateur et éclairé. Leur analyse ne rejoint en rien celle de leurs prédécesseurs « indépendants de gauche » aux élections antérieures. Ces derniers n'étaient-ils pas cependant plus cohérents, en particulier ces catholiques qui, parlementaires ou non, s'inscrivaient franchement au P.C.I. pour exprimer l'absolu d'un choix politique ?

Reste à jouer la carte de l'application du même texte dans le sens d'une république sociale, ré-

gionaliste, à l'économie planifiée par des instruments existants qui n'échapperaient plus au contrôle de l'État. C'est en fait l'hypothèse qui s'inscrit logiquement derrière le compromis historique : communistes, socialistes, chrétiens, auteurs de cette orientation de la Constitution.

**ÉLÉGANCE MASCULINE et FÉMININE**  
Prêt-à-porter et sur mesures  
**Starbeck**  
27, rue du Déport PARIS (14)  
324-21-33  
Face à la Tour Montparnasse

**Rivages**  
vous propose pour le même prix un vol à dates fixes des prestations minimum sur place pour l'organisation des premiers jours un séjour libre plus ou moins long selon vos désirs et la validité du billet

**GRECE**  
6 formules dont un séjour dans les îles

**TURQUIE**  
8 formules dont une odyssée en bateau

**TUNISIE**  
7 formules dont le festival de TABARKA

Bon à retourner à RIVAGES  
330 rue Saint-Jacques  
75005 PARIS  
Tél. 325.43.99 - lic. A.669  
Nom .....  
Adresse .....

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES  
**TRECA EPEDA SIMMONS**  
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE  
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI  
**CAPELOU**  
DISTRIBUTEUR  
Seule adresse de vente  
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE  
PARIS XI, 92.57.46.55

**ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE**  
Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres. Cours généraux de formation EN ADMINISTRATION D'ENTREPRISE, réservés à de futurs cadres polyvalents, durée environ 9 mois, études à plein temps ou à temps partiel (pas d'enseignement par correspondance). Début de la prochaine session : 16 octobre 1976. Conditions d'admission (sur dossier) : en principe 21 ans minimum, études secondaires (baccalauréat ou diplôme équivalent). Langue de travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens (dirigeants, cadres ou conseils). Contrôle continu et systématique des connaissances.  
L'ECL organise également un "Cours supérieur Préparation à la Direction des Entreprises", réservé aux cadres déjà en fonction.  
Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne ECL, chemin de Moras 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92, en précisant la référence MF

**RIDEAUX VOILAGES**  
**Marcel SELGER**  
Maître Artisan Tapisier  
1, Impasse Druiot  
Paris-12 628.35.30

**Breguet**  
UN NOUVEAU DOMAINE EN LISIÈRE DE LA FORÊT DE MONTMORENCY  
"Cytise", 139 m<sup>2</sup>, 6 pièces, garage. Autres modèles plain-pied, ou à étage et terrasse.  
**Domaine de Bouffémont**  
Superbement situé en lisière de la forêt de Montmorency, la plus belle forêt domaniale proche de Paris : le pittoresque village de Bouffémont, ses sapins, ses champs, ses vergers. Nous y construisons un "Domaine" à 1 km d'une gare que 40 trains par jour relient à la gare du Nord et très facile d'accès depuis Paris par la route, le périphérique, la Porte de la Chapelle, l'Autoroute Nord, la N.1. Le Domaine : un groupe scolaire, un centre commercial et administratif et des maisons. Des maisons de 121 à 156 m<sup>2</sup> identiquement belles, luxueuses et élégantes. Des maisons comme Breguet sait les construire dans de grands jardins. De construction traditionnelle, dotées de tous les avantages du progrès. Grâce à nos crédits vous pouvez demain être propriétaire d'une maison idéale, dans un endroit admirable aux environs immédiats de Paris.  
VISITE DES MAISONS MODELES TOUS LES JOURS DE 10 A 19H.  
A 21 KM DE PARIS PAR L'AUTOROUTE NORD ET LA N.1  
VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER 4 MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR ALESSANDRA ORSINI NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE 95570 BOUFFÉMONT (Tél. 951.35.59 & 36.85)

**NT LES ÉLECTIONS**  
**ibune internationale**  
**dangereuse polarisation**  
par GIUSEPPE TAMBURRANO (1)  
Le plus grave des dangers du 20<sup>ème</sup> siècle est que les hommes ne soient plus unis. C'est la menace qui pèse sur la civilisation : la démocratie chrétienne et le parti communiste.  
Le D.C. perpétuerait une politique vieille de trente ans. Quant au succès du P.C.I., il pourrait marquer un tournant décisif. En Europe, avec le développement économique du pays, si le choix se polarise sur le D.C. et le P.C.I., il est probable que ces deux partis en bénéficieront davantage. Ce n'est pas le danger. En Italie, il y a seulement le D.C. et le P.C.I. touchés par les dirigeants démocratiques-chrétiens.  
Le D.C. qui rassure et modère, le parti communiste qui se mesure de l'assurer à lui seul la confiance de la nation italienne. D'ici l'importance du P.C.I. et du vote national.  
Le vote fait de grands progrès économiques. Elle réclame à la fois les communistes. Il n'est pas toujours évident de savoir si les communistes de la République, en 1963, les communistes bénéficiaires de deux points (20 % de la population) et du P.C.I., ont pu se faire entendre. Le vote fait de grands progrès économiques. Elle réclame à la fois les communistes. Il n'est pas toujours évident de savoir si les communistes de la République, en 1963, les communistes bénéficiaires de deux points (20 % de la population) et du P.C.I., ont pu se faire entendre.  
Le vote fait de grands progrès économiques. Elle réclame à la fois les communistes. Il n'est pas toujours évident de savoir si les communistes de la République, en 1963, les communistes bénéficiaires de deux points (20 % de la population) et du P.C.I., ont pu se faire entendre.  
Le vote fait de grands progrès économiques. Elle réclame à la fois les communistes. Il n'est pas toujours évident de savoir si les communistes de la République, en 1963, les communistes bénéficiaires de deux points (20 % de la population) et du P.C.I., ont pu se faire entendre.  
Le vote fait de grands progrès économiques. Elle réclame à la fois les communistes. Il n'est pas toujours évident de savoir si les communistes de la République, en 1963, les communistes bénéficiaires de deux points (20 % de la population) et du P.C.I., ont pu se faire entendre.  
Le vote fait de grands progrès économiques. Elle réclame à la fois les communistes. Il n'est pas toujours évident de savoir si les communistes de la République, en 1963, les communistes bénéficiaires de deux points (20 % de la population) et du P.C.I., ont pu se faire entendre.  
Le vote fait de grands progrès économiques. Elle réclame à la fois les communistes. Il n'est pas toujours évident de savoir si les communistes de la République, en 1963, les communistes bénéficiaires de deux points (20 % de la population) et du P.C.I., ont pu se faire entendre.  
Le vote fait de grands progrès économiques. Elle réclame à la fois les communistes. Il n'est pas toujours évident de savoir si les communistes de la République, en 1963, les communistes bénéficiaires de deux points (20 % de la population) et du P.C.I., ont pu se faire entendre.  
Le vote fait de grands progrès économiques. Elle réclame à la fois les communistes. Il n'est pas toujours évident de savoir



# EUROPE

## Italie

### A LA VEILLE DU SCRUTIN

**M. POHER : un changement fondamental aurait des conséquences graves pour l'union de l'Europe.**

M. Alain Poher, président du Sénat, a fait, le 17 juin, à l'agence italienne Ansa, la déclaration suivante : « Le résultat des élections au Parlement italien représente un enjeu important pour l'Europe unie. »

« Si la Communauté européenne ne restait pas un ensemble cohérent de régimes politiques compatibles, son avenir serait certainement en péril. Il est clair qu'un changement fondamental de la politique en Italie entraînerait des conséquences graves pour l'union de l'Europe. »

« Je suis persuadé qu'il résultera de la 20<sup>ème</sup> législature qu'il ne choisira pas l'adversité. »

Répondant à M. Mitterrand

« L'HUMANITÉ » : les faits méritent plus de considérations.

M. Laurent Salvi revient dans l'Humanité du 18 juin sur le discours prononcé à Florence par M. François Mitterrand (le Monde du 18 juin). Il note : « D'après lui, nous aurions enfin rejoint le parti socialiste dans sa fidélité aux libertés publiques. »

« L'histoire et les faits méritent plus de considérations que cela. »

« C'est peu de dire que nous n'avons jamais tenu la main sur les libertés démocratiques. Le parti communiste est le seul — le seul — qui, dans tous les cas et singulièrement aux heures difficiles, s'est battu pour la liberté. Des tanks contre les grèves à la prison pour ceux qui s'opposaient aux guerres coloniales, le parti socialiste a pris une assez grande part à la répression, une part qui devrait le porter à plus de modestie et à plus de rigueur dans l'examen de conscience. »

**M. PIERRE BERNARD-REYMOND (C.D.S.) : si les démocrates gagnent un répit...**

M. Pierre Bernard-Reymond, député réformateur des Hautes-Alpes, secrétaire général adjoint du Centre des démocrates sociaux (dont le président est M. Jean Lecanuet), écrit dans le numéro du 18 juin de Démocratie moderne à propos des élections en Italie : « Lorsque presque tous les démocrates se partagent alternativement le pouvoir en étant leur impuissance, la tentation vient d'un côté des citoyens de s'en remettre par lassitude à ceux qui sont dans l'opposition. »

« Si les élections de dimanche laissent un répit aux démocrates italiens, ils seraient certainement bien tentés de le mettre à profit pour se donner des institutions solides, capables de dégager un pouvoir exécutif fort et une répartition des forces politiques qui assure la stabilité. »

## Espagne

**M. CALVO SERER EST LIBRE**

Madrid (A.F.P.). — Le tribunal d'ordre public de Madrid a ordonné le vendredi 18 juin la mise en liberté du professeur Rafael Calvo Serer, membre de la Coordination démocratique, assortie d'une caution de 300 000 pesetas. Le professeur Calvo Serer avait été arrêté le 3 juin à son arrivée à Madrid venant de Paris, après cinq ans d'exil.

M. Calvo Serer avait été incarcéré en 1972 pour « diffamation » des institutions de l'Etat espagnol. Il publiait depuis son exil par le biais de nombreuses critiques contre le régime franquiste. Jadis lié à l'Ogus Del, conseiller de Don Juan, père du roi Juan Carlos, M. Calvo Serer appartenait pendant la guerre civile à un camp nationaliste. Battu aux élections démocratiques, il a été, en 1974, l'un des fondateurs de la Junta démocratique, aux côtés des communistes et de personnalités indépendantes.

## Je veux qu'on laisse partir mon fils avant qu'il ne soit trop tard nous déclare la mère de M. Vladimir Boukovski

Moscou. — Qui se souvient encore de Vladimir Boukovski, ce jeune dissident (il n'a que trente-trois ans, mais il a déjà passé une dizaine d'années soit en prison, soit en camp, soit en asile psychiatrique), condamné le 5 janvier 1972 à sept ans de détention et à cinq ans d'exil ? Peu de monde sans doute, en Union soviétique comme à l'étranger. Boukovski a commencé à militer pour le respect des libertés « formelles » en U.R.S.S. avant de se faire un nom dans la littérature. Ses premiers ennemis avec la justice de son pays datent d'une époque où il fréquentait encore l'école secondaire. Il avait osé publier une petite feuille satirique dans son établissement.

Boukovski, dont la dernière arrestation remonte à 1971, à la veille du XXIV<sup>ème</sup> congrès du parti communiste soviétique, a été condamné officiellement pour diffamation de l'U.R.S.S. et tentative d'introduction dans le pays d'appareils à polycopier. En fait, les autorités ne lui ont jamais pardonné d'avoir été l'un des premiers — sinon le premier — à révéler la pratique des internements arbitraires dans les asiles psychiatriques. C'est lui qui avait réuni le dossier publié en 1972 par les Editions du Seuil sous le titre : « Une nouvelle maladie mentale en U.R.S.S. : l'opposition ».

Boukovski, qui est détenu à la prison de Vladimir, un établissement pénitentiaire situé non loin de Moscou mais qui a la réputation d'être l'un des plus durs d'Union soviétique, poursuit sa lutte derrière les barreaux. A ses risques et périls. C'est ce qu'explique sa mère dans les déclarations que nous publions ci-dessous.

### De notre correspondant

— Au premier refus de travail, à quinze jours de cachot. C'est un régime très dur : pain et eau un jour sur deux ; les autres jours, 60 grammes de poisson salé, soupe claire et 250 grammes de kacha (1). Ensuite, régime sévère très dur, entre quatre et six mois. Le premier mois est le plus dur, car, là encore, l'alimentation est strictement limitée : 60 grammes de poisson salé au petit déjeuner, un bol de soupe claire au déjeuner, et le soir kacha à l'eau et 450 grammes de pain d'ob blétre à l'estomac, maladie de foie. Mon fils a les deux. En novembre dernier, il n'a pas pu terminer une peine de quinze jours de cachot au bout de douze jours. Il a fallu le conduire à l'infirmerie de la prison, où il est resté deux semaines. Puis il a terminé sa peine. En février dernier, il a de nouveau été condamné à six mois de régime strict pour refus de travailler.

« Maintenant, je crains pour sa vie ! Il lui reste encore treize mois à faire à Vladimir où l'on applique ce régime de famine systématique. Toutes mes plaintes sont restées sans résultat. J'ai beau écrire au procureur en chef de l'U.R.S.S., de la fédération de Russie, au ministre de l'Intérieur, au directeur du Goukrou (2), mes lettres aboutissent invariablement au parquet de la région de Vladimir qui me répond non moins

invariablement que mon fils va très bien, qu'il n'a pas besoin d'être soigné, que tout se déroule conformément à la loi. C'est comme si on se bapait la tête contre les murs. Le gouvernement veut que mon fils impute sa culpabilité ; mais ça, je sais qu'il ne le fera jamais. »

« J'ai aussi écrit à d'innombrables personnalités étrangères : MM. Nixon, Kissinger, Meany, Wilson, Schmidt, Giscard d'Estaing, Marchais. Le seul à m'avoir répondu est M. Meany. Quant aux autres, vous connaissez notre dicton : la lettre dans laquelle tu me demandes de l'argent, je ne l'ai jamais reçue. »

« Je continue pourtant mes démarches. Je veux qu'on laisse partir mon fils avant qu'il ne soit trop tard, soit en Israël, soit aux Pays-Bas puisqu'il a été invité par l'université de Leyde. Et tous les six mois en attendant, je paie 72 roubles (quelque 450 francs) à la prison de Vladimir. »

— Pourquoi ces 72 roubles ?

— Comme mon fils ne veut pas travailler, je dois payer pour son entretien en prison. C'est le règlement. »

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC

(1) Bouillie de graines de sarrasin.  
(2) Abbréviation pour le département général des institutions de rééducation par le travail ; c'est, depuis 1954, la nouvelle appellation du Goulag (administration principale des camps).

## Allemagne fédérale

### L'OUVERTURE DU CONGRÈS DU S.P.D.

**L'amélioration de la situation économique renforce la position du chancelier Schmidt**

### De notre correspondant

Bonn. — Le congrès du parti social-démocrate, qui a lieu ce vendredi 18 et samedi 19 juin à Dortmund, est la série des congrès démocratiques du nouveau mouvement du Bundestag le 3 octobre prochain.

Le S.P.D. a tout lieu d'être satisfait. Depuis quelques semaines, les sondages d'opinion sont de nouveau favorables à la coalition libérale-socialiste. La C.D.U.-C.S.U. s'est essouffée au cours des derniers mois. La diminution du chômage liée à l'amélioration indiscutable de la situation économique a privé d'un de ses principaux thèmes électoraux. Les sociaux-démocrates espèrent qu'à leur retour de vacances, les Allemands seront convaincus de la sagesse de la politique économique du chancelier Schmidt.

Sans doute est-ce la première fois dans l'histoire de la République fédérale qu'un chancelier doit aller à la bataille électorale avec plusieurs centaines de milliers de chômeurs. Pour un social-démocrate, la tâche est particulièrement difficile, mais le S.P.D. insiste beaucoup sur la situation des autres pays industriels, et la comparaison est rarement désavantageuse pour la R.F.A.

Le S.P.D. va mener une campagne très orientée sur la personne du chancelier. Les stratèges du parti considèrent que les Allemands ont avant tout besoin d'éprouver un sentiment de sécurité et que M. Schmidt est le mieux à même de le leur inspirer. Par son autorité et par sa compétence, il a su mener la R.F.A. à travers la crise économique « la plus grave depuis la récession des années 30 ».

Le chancelier et son parti ne tracent certes pas de grandes perspectives comme en 1969 ou même en 1972. « Les réformes exigent du souffle », déclare le programme du parti social-démocrate, et tout le monde sent bien que la pause commencée après la démission du chancelier Brandt continuera. Quelques sociaux-démocrates reprochent leur prudence aux dirigeants du parti. Ils regrettent que des concessions aient déjà été consenties aux libéraux dans le programme électoral du S.P.D., alors qu'il faudra passer de nouveaux compromis au moment de la discussion du programme gouvernemental après les élections.

Il reproche à M. Schmidt d'être resté bien en-deça des décisions des congrès du S.P.D. et du « cadre d'orientation 85 » adopté au congrès de Mannheim.

La semaine dernière, ce mécontentement s'est largement exprimé au cours d'une conférence organisée par les jeunes socialistes. Les « Jusos » ont eu droit à une nouvelle semonce de la part de leurs

ancêtres parce qu'ils ont réclamé à nouveau un contrôle des investissements et une socialisation des banques et des industries clés. Les dirigeants du S.P.D. considèrent que de telles déclarations sont particulièrement maladroites au moment où la démocratie chrétienne oppose dans son élan électoral la liberté au socialisme.

Pourtant, le congrès de Dortmund devrait se terminer sur une démonstration d'unité, car l'enjeu n'est autre que le pouvoir. La gauche social-démocrate estime qu'il faut mieux être minoritaire dans un parti qu'à la majorité que majoritaire dans un parti en minorité.

DANIEL VERNET.

## A travers le monde

### Argentine

● L'ANCIENNE PRÉSIDENTE ISABEL PERON, déjà pour suivie pour détournement de fonds privés, a été incriminée le 17 juin de détournement de fonds publics.

### Grande-Bretagne

● DES MILITANTS D'EXTRÊME DROITE ont jeté, jeudi soir 17 juin, un pot de peinture rouge sur la porte noire du 10 Downing Street, résidence du premier ministre britannique, pour protester contre l'emprisonnement de M. Robert Red, accusé de racisme. Celui-ci avait posé une pancarte discriminatoire : « A vendre à une famille anglaise » sur sa maison située en plein quartier asiatique de la rue de Leamington (centre de l'Angleterre). — (A.F.P.)

### Roumanie

● UN ECRIVAIN ROUMAIN émigré en Occident, M. Ilie Paunescu, annonce, dans un communiqué remis jeudi 17 juin à la presse, les « pressions » exercées à Bucarest sur sa famille (à laquelle les autorités roumaines refusent de délivrer un visa de sortie), à la suite de la publication, au début de juin, de sa lettre ouverte à MM. Georges Marchais, Enrico Berlinguer et Santiago Carrillo. L'écrivain avait demandé aux trois leaders communistes d'intervenir en faveur de la réunion de sa famille. — (A.F.P.)

## A vendre : intéressant complexe industriel en Suisse

Le complexe se trouve en pleine ville de Bienne (près de Berne).

**Communications :**  
Liaisons routières et ferroviaires de premier ordre.  
Propre raccordement ferroviaire.  
Aéroports :  
Genève, Zurich, Bâle, Berne.  
Port rhénan de Bâle.

**Utilisation :**  
Tout genre de fabrication, spécialement dans le secteur des machines ; magasinage, trans-

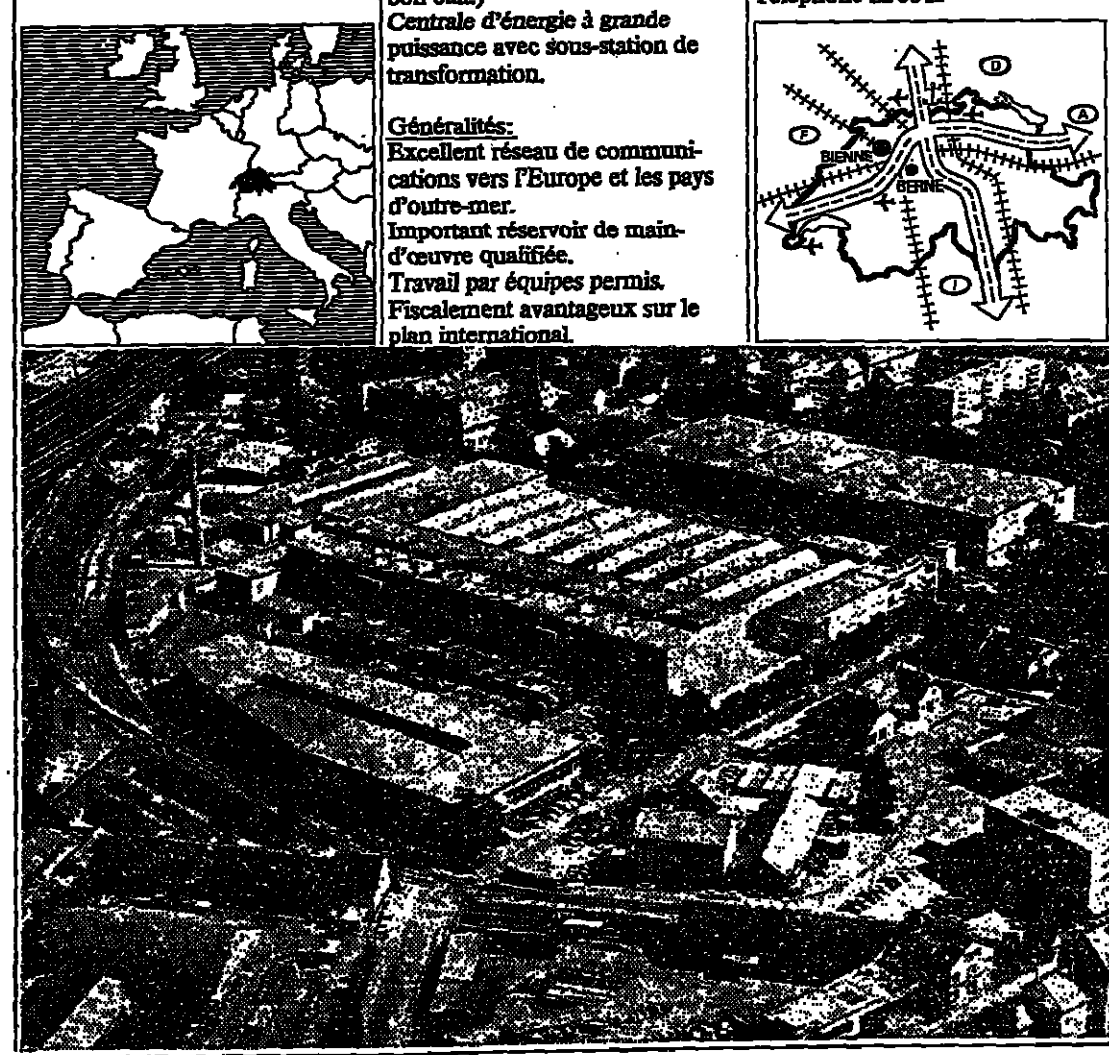
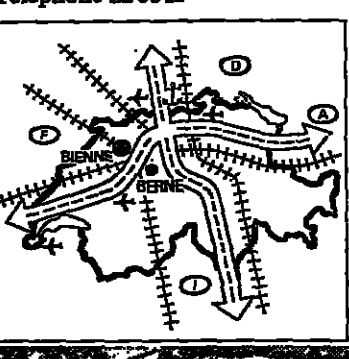
bordement (également avec containers), commerce, etc.

**Etendue du complexe :**  
Surface du terrain 50 000 m<sup>2</sup>  
Surface des bureaux 5 800 m<sup>2</sup>  
Surface d'exploitation 50 500 m<sup>2</sup>  
dont :  
Surface de production 39 000 m<sup>2</sup>  
Surface de stockage 11 500 m<sup>2</sup>  
(= Volume d'emmagasinage 40 000 m<sup>3</sup>)  
Surface de trafic et de stockage en plein air 18 000 m<sup>2</sup>  
(Tous les bâtiments sont en très bon état.)  
Centrale d'énergie à grande puissance avec sous-station de transformation.

**Généralités :**  
Excellent réseau de communications vers l'Europe et les pays d'outre-mer.  
Important réservoir de main-d'œuvre qualifiée.  
Travail par équipes permis.  
Fiscalement avantageux sur le plan international.

Au bénéfice d'une très bonne infrastructure, Bienne est située dans une région d'expression française.  
Les autorités locales encouragent l'implantation de nouvelles entreprises.

**Renseignements :**  
Suter & Suter SA  
Géarances immobilières  
Länggassengasse 23  
CH-4010 Bâle  
Téléphone 22 66 11



## Des divergences apparemment soutiennent la candidature

Le 17 juin, le Congrès du parti social-démocrate de l'Argentine a élu à la présidence le général Juan Peron, ancien président de la République, qui avait été réélu en 1973. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Peron, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la vice-présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

Le Congrès a également élu à la présidence le général Carlos Menem, ancien ministre de la Défense. Cette élection a été précédée d'une campagne électorale marquée par des divergences apparentes entre les différents courants du parti. Cependant, ces divergences ont finalement soutenu la candidature de Menem, qui a obtenu la majorité des voix.

حکومت اسلامی







# AFRIQUE

République Sud-Africaine

## Les émeutes raciales s'étendent

(Suite de la première page.)

M. Buthezi a demandé à M. Vorster de réunir une « table ronde » de dirigeants blancs et noirs pour examiner la cause des émeutes et discuter de l'avenir du pays. Toutefois, le premier ministre attribue les désordres aux « menées communistes ».

« Vous, les Blancs, pouvez-vous nous entendre ? Voulez-vous nous entendre ? Ou est-ce sur votre terre que vous voulez nous soumettre ? Ces mots, prononcés d'un ton anglois par le doyen noir de l'Eglise anglicane de Johannesburg, le révérend Desmond Tutu, devant un groupe de journalistes,



(Dessin de CHENEZ.)

et publiés jeudi par toute la presse, ont pris une actualité brûlante. Alors que la police et les forces de l'ordre affrontaient les émeutiers, des manifestations hostiles à la politique du pouvoir, où l'on remarquait des étudiants blancs de l'université de Witwatersrand, se déroulaient dans les rues de Johannesburg. Les Sud-Africains blancs ne sont réveillés ce vendredi matin en redoutant que ces émeutes ne soient ce qu'ils attendaient depuis longtemps : une explosion de violence urbaine et de terrorisme qui peut faire voler en éclats le fragile équilibre des relations raciales. Dans les milieux politiques, on craint que le pays ne soit à la veille d'un désastre au moment où naissait l'espoir qu'il parviendrait à sortir de l'isolement international dans lequel la politique d'apartheid le tenait coincé depuis un quart de siècle.

### IL Y A SEIZE ANS A SHARPEVILLE

Le 21 mars 1960, le Congrès panafricain, organisation nationaliste noire qui comprenait alors une trentaine de milliers de membres, lançait une campagne contre les restrictions imposées aux déplacements des Noirs d'Afrique du Sud. Ceux-ci étaient invités à laisser chez eux leur « pass » — carte d'identité dont un Noir ne doit jamais se séparer — et à aller se faire arrêter de leur plein gré dans le plus proche commissariat de police en se rendant à leur travail.

Dans plusieurs villes d'Afrique du Sud, le même jour, des manifestations étaient organisées. Dans le Transvaal du centre, à Vereeniging et à Sharpeville — deux villes noires — la police, ne jugeant déborder, ouvrit le feu contre les manifestants bantous. Il y eut soixante-dix morts. Quelques jours plus tard, le gouvernement de M. Vorster annonça l'abolition provisoire des laissez-passer pour les Africains et décréta l'état d'urgence. Il s'agissait d'arrêter quelques mois pour rétablir le principe du « pass », qui est toujours en vigueur.

A ses lecteurs qui vivent hors de France  
**Le Monde**  
présente une  
**Sélection**  
hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.

tradition de préjugés de pratiques discriminatoires et de peur qu'il considère comme essentielles non seulement la survie de l'homme blanc en Afrique du Sud, mais, ce qui est beaucoup plus important pour lui, la survie de l'Afrique.

La première préoccupation des

### L'O.U.A. dénonce les « assassinats d'innocentes victimes »

Les événements de Soweto ont suscité de nombreuses réactions :

● M. KURT WALDHEIM, secrétaire général des Nations unies, a fait savoir qu'« il déplore les pertes de vies humaines innocentes ». « La tension et l'agitation continuent en Afrique du Sud, a-t-il ajouté, soulignant une nouvelle fois la nécessité de mettre fin à la politique d'apartheid et de discrimination raciale ».

● L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE (O.U.A.) dénonce, dans un communiqué, « les répressions inhumaines et les assassinats d'innocentes victimes ». Elle souligne que « la force des armes ne peut pas freiner la marche de la libération en Afrique du Sud et invite la communauté internationale à condamner sans réserve le régime de l'apartheid, responsable d'assassinats quotidiens contre les populations noires ».

● A LONDRES, le gouvernement britannique a appris « avec inquiétude » les événements d'Afrique du Sud, a déclaré un porte-parole du Foreign Office. « Le gouvernement britannique a exprimé maintes fois son hostilité à l'apartheid, a-t-il ajouté. Des événements tragiques comme ceux-ci mettent en valeur la validité de notre point de vue ».

● STOCKHOLM, M. Olof Palme, premier ministre suédois,

Blancs est, bien entendu, de reprendre le contrôle de la situation. Ils en ont les moyens. La police et l'armée sont fortes, très bien équipées et une attention toute particulière a été portée à l'organisation d'unités anti-émeutes. Mais ces moyens ne suffiront pas toujours.

a exprimé « sa colère et son désespoir ». « L'initiative de la police sud-africaine d'ouvrir le feu sur une manifestation pacifique d'enfants est l'expression atroce de la brutalité dans une société injuste », a-t-il dit.

● EN ALLEMAGNE FEDERALE, le parti social démocrate (S.P.D.) a condamné en ces termes la politique sud-africaine : « Nous souffrons avec les Noirs d'Afrique que le gouvernement sud-africain poursuive une politique qui opprime la majorité du peuple et bafoue une discrimination raciale incompatible avec notre conception des droits de l'homme ».

● A MOSCOU, l'agence Tass, dans un commentaire, estime que « les piliers de mensonges établis ces dernières années par Pretoria se sont effondrés avec fracas. L'incendie de Soweto remet tout à sa place, démasquant Vorster et sa clique et montrant au monde qu'il est et combien l'Afrique du Sud est un enfer pour la vaste majorité de son peuple ».

● A PARIS, l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (A.F.A.S.P.A.) et le Mouvement contre le racisme et pour la paix (M.R.A.P.) appellent à une manifestation le 21 juin à 17 h. 30 devant l'ambassade d'Afrique du Sud.

Algérie

## Le débat sur la Charte nationale a mobilisé tout le pays pendant un mois

De notre correspondant

Le président Boumediène a ouvert jeudi 17 juin, au Palais des nations à Alger, la conférence nationale consacrée au projet de charte nationale, dont le texte doit être définitivement arrêté.

Participent à cette conférence, outre les membres du Conseil de la révolution et du gouvernement, les responsables du parti et de l'Etat et les représentants des organisations de masse.

Alger. — La commission de la charte nationale met au point le projet définitif qui sera soumis à référendum le 27 juin, en tenant compte d'une centaine de rapports de synthèses présentés par les commissions des treize et une vingtaine des organisations de masse dépendant du parti, les sociétés nationales, ainsi que des nombreuses opinions formulées par des citoyens à titre individuel dans la presse. En attendant d'examiner les modifications qui auront été apportées à l'avant-projet, quels enseignements peut-on tirer d'un débat qui a mobilisé tout le pays (Le Monde du 29 avril et du 30 mai) pendant plus d'un mois ?

La discussion ouverte, le ton très libre, voire audacieux — même si, à mi-course, les responsables du parti ont tenté de reprendre les choses en main pour ne pas être déborder — ont montré que les Algériens ont conservé leur esprit critique, et qu'ils s'intéressent passionnément à la chose publique.

Le débat a aussi prouvé que de nombreux citoyens, surtout parmi les jeunes, souhaitent participer à la rénovation du P.N. et en faire un véritable parti d'avant-garde. Mais ces militants en puissance ne se contenteront pas du rôle de fonctionnaires appointés ou de simple courroie de transmission. Ils se s'engageront que si les oh-

jectifs idéologiques sont clairement définis, et si des garanties sont données quant à leur réalisation.

En dépit de quelques résumés de comptes personnels, le débat a été de bonne tenue. C'est la première fois depuis l'indépendance que le peuple algérien a été convié à se prononcer sur son passé, son présent et son avenir.

L'option socialiste a été approuvée par la très grande majorité. Mais les Algériens qui sont intervenus dans le débat ont, dans leur ensemble, dénoncé quelques lacunes et réclamé des garanties fondamentales, notamment en ce qui concerne la Constitution et l'indépendance de la justice, qui a été fort malmenée. Ils ont demandé des moyens de recours face aux représentants du pouvoir et des sociétés nationales, des garanties quant à l'application réelle et équitable des lois et des grands principes proclamés par l'Etat, et une meilleure information. Ils ont souligné que toutes ces revendications supposent une participation accrue de la population aux décisions, et un contrôle populaire plus grand.

Pour ce qui est du passé, beaucoup ont regretté que l'histoire récente du pays soit traitée plus succinctement que dans les précédentes chartes, en particulier celle d'Alger (1964). En revanche, l'avant-projet assume plus nettement que les autres textes l'ensemble du passé national.

Nombre d'orateurs, kabyles et arabes, ont regretté que le substrat berbère n'ait pas été mentionné. On cite souvent cette phrase du penseur Ben Badis : « L'Algérie est ma patrie, l'arabe est ma langue, l'islam ma religion », mais on oublie cette autre, que d'aucuns se sont chargés de rappeler : « La personnalité algérienne repose sur un trépied, l'ethnie berbère, la

langue arabe et la religion musulmane. » La lutte contre un régionalisme anachronique et le renforcement du sentiment national seront plus efficaces si les « apports de toutes sortes » sont ouvertement reconnus. Ruser avec des réalités ne peut que faire naître d'inutiles frustrations et alimenter des malaises, ont expliqué en substance nombre de participants.

Pour ce qui est du présent, les sujets abordés ont foisonné. Beaucoup ont trouvé disproportionnée la place accordée à l'économie dans l'avant-projet. Sur deux cent soixante-dix-neuf pages, cent huit sont consacrées aux titres VI et VII (les orientations principales de la politique de développement : les grands objectifs du développement). Si l'on tient compte d'une partie du titre III (les grands axes de l'éducation du socialisme) c'est près de la moitié du document qui est consacrée à l'économie, alors que la politique étrangère est traitée en treize pages. Or les discussions ont surtout porté sur les questions idéologiques figurant dans le titre I (l'édification de la société socialiste) qui traite de l'islam et de la femme, et dans le titre II intitulé « Le parti et l'Etat ».

Quatre tendances se sont dégagées à propos de l'islam. Les deux premières regroupent principalement des marxistes et des hommes de gauche : pour les uns, il s'agit d'un faux problème, mais ils ont émis de le dire pour ne pas tomber dans la polémique ; pour les autres, la religion relevant de la conscience individuelle, l'Etat ne doit pas y être impliqué. La troisième tendance estime que le rituel ne peut être ignoré, que le socialisme est non seulement compatible avec la foi mais qu'il en est la meilleure expression. Les traditionalistes, pour qui l'islam est la foi « rationnelle, l'élément de développement et projet social », constituent la quatrième tendance.

### Les rapports

entre le parti et l'Etat

Le peu de place accordée par l'avant-projet à la femme et à des préoccupations qui l'intéressent au premier chef, qu'il s'agisse de son statut social ou de l'espacement des naissances, a provoqué une vigoureuse réaction de l'U.N.F.A. (Union nationale des femmes algériennes). Les femmes, et pas seulement les militantes, ont été déçues par le déroulement du débat d'elles ont d'ailleurs participé aux réunions publiques, en raison de l'opposition des maris. Celles qui ont néanmoins pris la parole ont affirmé et souvent brillamment défendu leurs droits et dénoncé le « style paternaliste » des hommes qui, confondant trop facilement « liberté » et « libération », confèrent aux femmes le droit à la liberté, « mais dans des limites ».

Les rapports entre le parti et l'Etat ont donné lieu à l'examen le plus large et sans doute le plus fécond. La majorité a affirmé la prééminence du parti, qui doit jouer un triple rôle de conception, d'animation et de contrôle. Si certains ont jugé qu'il suffisait de procéder à une sorte de ravalement, « l'injection » d'hommes nouveaux devant redonner une vitalité au P.N., les plus militants ont été d'un avis différent. A leurs yeux, une véritable régénération suppose à la fois l'épuration des cadres, des parades et des arrivistes, une définition claire de l'idéologie et des objectifs du parti, et la volonté d'entreprendre une action continue de longue haleine ayant sa propre dynamique.

Les principes sur lesquels repose la double révolution industrielle et agricole n'ont pas été mis en cause, mais les modalités d'application ont été souvent critiquées. Le « base » a parfois reproché aux technocrates d'être ombrés par la technologie importée, et de négliger, par contre, le génie local et la créativité, son esprit d'initiative. La gauche a regretté que les questions concernant le type de société à édifier n'aient pas été plus approfondies. A travers les échanges et les polémiques, trois questions fondamentales ont été posées : la révolution socialiste a-t-elle pour principal objectif un développement intensif pour tenter de rattraper le niveau de vie occidental ? Doit-elle surtout permettre d'édifier un Etat fort et une sorte de capitalisme d'Etat ? Est-elle conçue pour les hommes en vue de leur permettre de vivre plus harmonieusement en développant une société moderne, mais néanmoins conforme à leur culture ?

Le bouillonnement d'idées qui s'est produit depuis fin avril, la large participation de la population, la vigueur des contestations qui se sont exprimées au sujet des privilèges, de la corruption, de la débauche, ont évidemment provoqué une réaction d'auto-défense chez ceux qui étaient les plus visés ou les plus vulnérables. Certaines motions de synthèse publiées ont paru très en deçà du bon général. Pourtant, la grande masse ne comprendrait pas que le texte qui lui sera soumis ne soit pas à la mesure des espoirs soulevés par le débat. — F. B.

## JUSQU'AU 26 JUIN SUR TOUS LES VEHICULES EUROCASION 1<sup>ère</sup> MENSUALITE APRES LES VACANCES\*

- ★ DES VOITURES D'OCCASION DE TOUS LES PAYS A TOUS LES PRIX
- ★ CREDIT EXPRESS
- ★ REPRISE EXCEPTIONNELLE ET INSTANTANEE DE VOTRE VOITURE
- ★ GARANTIE SPECIALE EUROCASION 6 ETOILES\*\*

Il y a près de 70 centres Eurocasion à Paris et dans la Région Parisienne.



PARCE QUE BEAUCOUP DE GENS N'ONT PAS BESOIN D'UNE VOITURE NEUVE

\* 1<sup>ère</sup> mensualité 3 mois après acceptation du dossier.

\*\* Supplique à des véhicules sélectionnés.

# Des Fran

Des Français... (The rest of the page content is too blurry to transcribe accurately, but it appears to be a continuation of the article or a separate section.)

حکومت الاصل



# ENQUÊTE

## Des Français « de » et « à » l'étranger

### II. - A qui s'adresser ?

par PAUL BALTA

Après avoir décrit les mille et un visages des Français « de » et « à » l'étranger (I. le Monde - du 17 juin), Paul Balta passe en revue les institutions et les associations susceptibles de les aider et de défendre leurs intérêts dans la métropole et hors de France.

La France a été longtemps le seul Etat à s'être doté d'un instrument original : le Conseil supérieur des Français de l'étranger (1). Les communautés expatriées de pays à forte immigration, comme le Portugal, la Grèce, l'Espagne, l'Allemagne, la Belgique, etc., souhaitent bénéficier d'une institution analogue. Jusqu'à présent, seuls les Italiens, qui avaient déjà un ministre de l'émigration, ont obtenu, récemment, la création d'un conseil supérieur comparable au nôtre.

Créé par un décret du 7 juillet 1948 à la suite de vœux émis par l'Union des Français de l'étranger (UFE), sur laquelle nous reviendrons, le Conseil est un organisme consultatif auprès du ministre des affaires étrangères, président de droit. Composée de cent dix-huit délégués (représentant cent trente-huit pays élus pour trois ans par les associations françaises à l'étranger et de dix membres désignés par le ministre, il comprend également onze membres de droit : six sénateurs représentant les Français établis hors de France, le président et le directeur de l'Union des Français de l'étranger, le président de la Fédération des anciens combattants résidant hors de France, le président de l'Union des chambres de commerce françaises de l'étranger et le président de la Fédération des professeurs résidant hors de France.

Les sondages que nous avons faits auprès des intéressés confirment l'impression qu'ont certains responsables à Paris selon qui trop d'expatriés, surtout parmi les « nouveaux », ignorent le fonctionnement et souvent même l'existence de ces organismes. Quand ils les connaissent, nombreux sont ceux qui s'en désolent. « Tout cela est trop lointain, trop abstrait. Nous ne savons pas avec qui établir le contact, alors nous nous limitons à des cercles professionnels restreints », nous ont déclaré ceux que nous avons interrogés. Il est vrai que les autorités compétentes n'ont pas fait un effort d'information suffisant. Trop souvent, l'administration attend que le citoyen s'adresse à elle alors qu'elle devrait aller vers lui. Ne pourrait-on imaginer, par exemple, que les renseignements nécessaires soient fournis gratuitement, dans un document imprimé ou ronéotypé, à tous ceux qui partent ou tout au moins à ceux qui, une fois rendus sur place, vont se faire immatriculer dans les consulats de France ? Pourquoi un ouvrage comme le *Mémento du Français de l'étranger*, édité par l'UFE, n'est-il pas mieux signalé ?

Par quel miracle, sinon, l'émigré dériverait-il l'adresse des institutions et des associations qui peuvent l'aider ? Comment saurait-il qu'il n'est pas directement les cent dix-huit délégués du Conseil supérieur, mais que ceux-ci sont désignés par

les associations locales ? Qu'est-ce qui, a priori, l'incite à y adhérer pour éviter que ses représentants et délégués ne soient désignés par un groupe restreint, voire par une coterie ? Qui lui a jamais dit qu'il peut être candidat non seulement s'il a sa résidence principale dans la circonscription électorale où il vit, mais encore, dans le cas contraire, à la seule condition d'y avoir été immatriculé pendant au moins deux ans ? L'émigré de base ignore, généralement, que le Conseil supérieur est divisé en deux sections électoralement distinctes (reste du monde) comprenant chacune trois sénateurs élus par tranches de deux lors du renouvellement triennal du Sénat. Il ignore d'autant plus le rôle de ces élus et le travail souvent considérable fourni par le Conseil supérieur (interventions auprès des administrations, propositions de lois, réflexion sur le sort des Français « de » et « à » l'étranger, etc.) que l'information circule mal sur ces sujets aussi bien dans le pays où il s'est installé que dans l'Hexagone : les journaux n'en parlent guère ou succinctement, la radio et la télévision encore moins.

L'Union des Français de l'étranger (2) n'a pas les mêmes fonctions que le Conseil supérieur, même si ses buts sont analogues. Créée en 1927 et reconnue d'utilité publique, elle se propose de maintenir le contact entre les associations françaises à l'étranger et la métropole, de renseigner ceux qui désirent émigrer et ceux qui l'ont déjà fait sur toutes les questions qui les concernent vis-à-vis des lois françaises et de défendre leurs intérêts moraux et matériels vis-à-vis de ces mêmes lois. Elle publie une revue mensuelle, la *Voix de France*, qui, écrit M. Léon Clément, est à la fois le journal officiel des Français de l'étranger, donnant une information et une documentation sans cesse remises à jour sur l'évolution de la législation et de la réglementation, une tribune pour l'exposé et l'étude de leurs problèmes et un journal d'information sur la vie des collectivités françaises de l'étranger (3). Malheureusement, rares sont ceux qui connaissent cette publication. Il arrive qu'on la trouve dans les salons d'attente des institutions françaises à l'étranger, mais elle n'y demeure pas longtemps, les visiteurs s'empressant de l'emporter subrepticement, ce qui, en un sens, est bon signe.

Une plus large diffusion de cette revue serait d'autant plus souhaitable que l'Union a eu une action concrète et efficace dans de nombreux domaines : indemnisation des dommages subis par des concitoyens durant la deuxième guerre mondiale dans les pays de l'Europe de l'Est et ailleurs, accueil et réinsertion des rapatriés à la suite de la décolonisation en Afrique et en Asie, adaptation de la législation fiscale française dans son application aux Français de l'étranger, etc. Elle bénéficierait, en outre, de collaborations bénévoles accrues qui contribueraient à en diversifier le contenu et à en faire un véritable organe de liaison.

#### Plusieurs associations

L'Union des chambres de commerce françaises à l'étranger (4), fondée en 1907 et reconnue d'utilité publique, a pour but de défendre les intérêts des chambres françaises résidant à l'étranger et de coordonner leurs efforts avec les chambres de la métropole, le ministère de l'économie et des finances et le Centre national du commerce extérieur, en vue de favoriser et de développer les exportations françaises. L'expansion de notre commerce est également soutenue par le Comité national des conseillers du commerce extérieur de la France (5) qui publie une revue mensuelle, le *Conseiller du commerce extérieur*.

Jamais ces organismes n'ont eu un rôle aussi important qu'en cette période où la nécessité d'exporter est devenue vitale et donne lieu à une concurrence acharnée. Il est toutefois regrettable que les instances nationales et régionales ne tirent pas un plus grand parti de l'expérience accumulée par les chambres à l'étranger pour intéresser les petits et les moyens industriels et les artisans à l'exportation, domaine qui leur est peu familier. Cela suppose que les uns et les autres, y compris au niveau des grandes entreprises, apprennent à connaître l'étranger, les habitudes commerciales et même les mentalités qui varient selon les régions et les pays. C'est un secteur dans lequel il reste encore beaucoup à faire.

La Fédération des anciens combattants résidant hors de France (6), créée en 1927, souffrait du vieillissement et d'une certaine sclérose, dans la mesure où elle regroupait des associations exclusivement réservées aux participants aux deux guerres mondiales. En septembre 1975, son président, le sénateur Jacques Habert, qui est également premier vice-président du Conseil supérieur des Français de l'étranger, a revigoré et

rejoint la Fédération par une refonte des statuts et en faisant admettre les associations de résistants et de Français libres ainsi que les anciens des guerres du Vietnam et d'Algérie.

Enfin, la Fédération des professeurs français résidant à l'étranger (7), créée en 1932, groupe les différentes associations locales. Elle assume un double rôle : la défense des intérêts des enseignants, le développement de la culture française dans le monde. Leur formation, la vie syndicale en métropole, le fait qu'ils soient en contact sur les lieux du travail, les préoccupations de carrière, sont autant de raisons qui incitent les coopérants à adhérer aux associations professionnelles ou à maintenir un lien avec elles, et à être, par là même, informés.

En revanche, les V.S.N.A. (Volontaires du service national actif) — dont la compétence ne se limite pas à l'enseignement mais s'étend aux secteurs techniques et scientifiques — se sentent souvent perdus, en particulier quand ils sont affectés dans un pays qu'ils n'ont pas choisi. En général, les uns et les autres sont insuffisamment informés, et parfois pas du tout, des réalités de la population au milieu de laquelle ils vont vivre pendant quelques années. Certaines ambassades ou des missions culturelles mettent à leur disposition un instrument pratique et utile, tel le *Guide du coopérant français en Algérie*, mais il arrive aussi que les responsables n'aient rien prévu.

Bien qu'elle ne soit plus exigée depuis 1961, la première formalité que devrait accomplir à son arrivée le Français qui émigre est de se faire immatriculer au consulat pour recevoir gratuitement une carte d'identité consulaire. Celle-ci offre de grands avantages : elle permet aux autorités diplomatiques et consulaires d'intervenir plus rapidement s'il est fait appel à leur assistance

ou à leur protection : elle donne la possibilité à l'intéressé d'obtenir facilement et à moindre frais les actes administratifs (renouvellement de titres de voyage, visas, légalisations, actes d'état civil, attestations diverses, etc.) : elle l'autorise aussi à effectuer des achats hors taxes — à condition de les exporter dans les trois mois — à partir d'une somme de 400 francs (500 francs s'il réside dans un pays de la C.E.E.).

La carte consulaire est valable trois ans. Nombre de Français oublient d'autant plus facilement de demander son renouvellement que la validité du passeport a été portée de trois à cinq ans. Pour que les consulats n'adressent-ils pas, quelques mois avant l'échéance, une note de rappel aux intéressés ? Ces derniers pourraient déposer une enveloppe timbrée au moment de l'établissement de leur carte, ce qui réduirait les contraintes administratives. Quant à la notice qui devrait leur être remise avec la liste des institutions s'occupant des Français de l'étranger ayant leur siège en France, elle devrait comporter également l'adresse des associations et des organisations locales auxquelles le nouvel arrivant pourrait adhérer ou s'adresser.

#### Structures d'accueil

Il existe en effet dans le monde tout un réseau — inégalement réparti. Il est vrai — de plus de cinq cents institutions qui, selon les cas, peuvent rendre de précieux services, constituer des structures d'accueil ou être des lieux de rencontre pour l'expatrié. Les plus anciennes, dont quelques-unes sont plus que centenaires, avaient été créées pour venir en aide aux nécessiteux et aux malades, comme les sociétés de bienfaisance et les hôpitaux français. On peut encore citer le Comité catholique des amitiés françaises dans le monde (8) et le Comité protestant des amitiés françaises à l'étranger (9), tous deux fondés en 1915, ainsi que l'Alliance israélite universelle (10), dont la naissance remonte à 1860. A ces vénérables mais non moins actives associations s'ajoutent celles constituées plus récemment. Elles couvrent une vaste gamme d'activités ou répondent à des intérêts variés dans les domaines culturels, sportifs, professionnels.

Dans le secteur de l'éducation et de la culture, une œuvre considérable a été accomplie par la direction générale des affaires culturelles, scientifiques et techniques du Quai d'Orsay. Que l'on se rappelle : dix lycées, collèges ou centres d'enseignement dépendant d'elle, de la Mission laïque française (11) fonctionnant sur tous les continents. Il faut y ajouter à peu près autant d'écoles primaires et secondaires sans parler de celles qui appartiennent à des congrégations religieuses. Enfin, on peut aussi s'adresser au C.N.T.E. (Centre national de télé-enseignement) (12).

Le Quai d'Orsay finance également plus de deux cent cinquante instituts et centres culturels : si tous ne sont pas prestigieux, ils manifestent une même dynamique, on peut donc dépendant affirmer quand on les a vus fonctionner qu'ils méritent bien leurs subventions — souvent insuffisantes — et que l'argent des contribuables n'a pas été gaspillé. Enfin, l'Alliance française (13), fondée en 1883, a mis en place mille deux cents centres. Certes, plusieurs de ces institutions, dont l'objectif est de propager la langue et la culture françaises dans le monde, s'adressent en priorité aux étrangers, mais elles ne sont nullement fermées aux Français.

L'évolution des échanges commerciaux, les besoins croissants des pays en développement et les exigences de la coopération imposent désormais à une nation comme la France d'envoyer de plus en plus de ses citoyens à l'étranger, et pas des médecins. Or les meilleurs sont en droit d'être exigeants. En outre, ces émigrés temporaires ne sont pas seulement des « ambassadeurs » de la culture et de la technique française, ils sont aussi, pour la France, en particulier à leur retour, une source d'enrichissement dans tous les domaines.

C'est que, du Siècle des lumières

- (1) 37, quai d'Orsay, Paris-7e.
- (2) 22, avenue F.-D. Roosevelt, Paris-8e.
- (3) Les Français établis à l'étranger : notes et études documentaires, la Documentation française, Paris, 28 mars 1973.
- (4) 2, rue de Vienne, Paris-1er.
- (5) 22, avenue F.-D. Roosevelt, Paris-8e.
- (6) 12, rue de Valenciennes, Paris-10e.
- (7) 63, rue de Paris, Charenton-le-Pont.
- (8) 59, rue de Rennes, Paris-6e.
- (9) 47, rue de Clugny, Paris-15e.
- (10) 45, rue de la Vierge, Paris-2e.
- (11) 3, rue du Général-Clément, Paris-7e.
- (12) 60, boulevard du Lycée, 92171 Vanves.
- (13) 101, bd Raspail, Paris-6e.

au second empire colonial, les Français ont eu tendance à se considérer comme les porteurs de la civilisation universelle. Ils ont ensuite vécu sur leur lancée en regardant leur nombre, sans toujours voir que le monde changeait et vite, qu'ils n'étaient pas nécessairement les plus cultivés ni les plus inventifs. Des Français « de » l'étranger, rapatriés d'Egypte, d'Afrique du Nord, d'Afrique noire, d'Asie, contribuent à faire prendre conscience, souvent dans le déchirement, des changements qui surviennent dans le monde. Ils ne furent pas toujours bien accueillis parce qu'ils bousculaient des habitudes.

Mais qui niera leur apport dans les domaines du commerce et de l'agriculture et dans celui de la culture, pour ceux qui venaient d'Egypte ? Quant aux Français « à » l'étranger, ils représentent un « ballon d'oxygène », une ouverture sur des civilisations et des cultures anciennes souvent en pleine renaissance.

Toutes ces raisons font que des situations jugées autrefois normales et donc acceptées sont devenues insupportables pour les nouvelles générations d'expatriés. Leur malaise a fini par être perçu par le Conseil supérieur et l'Union, alertées par les associations, par la C.G.C., aiguillonnée par ses adhérents, par le C.N.P.F., talonné par les nécessités

de l'exportation et qui ne trouve pas toujours des volontaires à l'émigration : par l'Etat, enfin, qui souhaite équilibrer la balance commerciale du pays et entend maintenir les traditions de la France dans le monde tout en s'adaptant aux évolutions.

Les questions à résoudre dans les domaines culturels, sociaux, politiques et économiques dépassaient par leur diversité et leur ampleur les possibilités des institutions existantes. Elles supposaient aussi qu'un préalable ait été une large consultation qui défriche le terrain. Ce travail est en cours.

Prochain article :

DES CITOYENS SUR UN STRAPONTIN

## JUIN : LE MOIS DE LA PHOTO A AUCHAN.

NIKON F2 DP2 boîtier nu **3.195 F**  
Téléobjectif NIKKOR auto - 4,5/300 mm **1.890 F**

CANON 814 E autofocus **2.336 F**

SANKYO sonore 25 XL **1.295 F**

CANON FTB objectif 1,8/50, avec sac **1.350 F**

- FUJICA 801 avec sac **1636,00 F**
- CANON EF automatique noir objectif 1,8/50 mm avec sac **2404,00 F**
- NIKKORMAT FT 2 chromé objectif 2/50 mm sans sac **1640,00 F**
- ASAHI PENTAX KM chromé objectif 1,8/55 mm avec sac **1290,00 F**
- ZENITH E Hélios avec sac **399,00 F**
- Film super 8 couleur KODACHROME 40 **24,50 F**

Et toutes les grandes marques - Canon, Minolta, Asahi Pentax, Olympus, Nikon, Nikkormat, Fujica, Sankyo, Bolex, Bauer... - aux meilleurs prix!

**FONTENAY-S/BOIS - VAL DE FONTENAY**  
Av. du Maréchal-Joffre - Tél. 876 47-95

**PLAISIR - LES CLAYES**  
CD 161, à 10 km de Versailles - Tél. 055 80-35

**MANTES - BUCHELAY**  
CD 110 - Tél. 092 42-00

**ORLEANS - Saint-Jean-de-la-Ruelle**  
Tél 15 (38) 88.02.58

**AUCHAN. Un défi permanent: les prix les plus bas.**



Autres



# POLITIQUE

## Les députés refusent l'exonération du napoléon et décident que la moitié

Les députés ont mis un point final à l'examen des modalités d'application du projet d'imposition des plus-values. Reste que le principe même de cette imposition n'a pas encore été approuvé, l'article premier qui le pose ayant été réservé. L'Assemblée nationale l'examinera mardi 22 juin, de même que l'amendement de M. Bignon — cette « épée de Damoclès » — dont l'adoption aboutirait à effectuer pratiquement deux semaines de travail parlementaire, puisqu'il confie à un comité le soin d'étudier les dispositions d'une imposition sur les profits spéculatifs et sur les enrichissements sans cause.

Si le ministre de l'économie et des finances s'estimait satisfait de voir « maintenue l'architecture générale du texte », au terme de la séance de nuit, dans les couloirs du Palais-Bourbon, il n'en soulignait pas moins la nécessité qu'il y aurait à procéder à une seconde délibération. Totale ou partielle ? M. Fourcade s'est contenté d'indiquer qu'il était d'avis à la semaine prochaine, sous l'angle de la « cohérence », les modifications votées.

A celles déjà apportées sont venues s'en ajouter d'autres non moins nombreuses, non moins importantes que les précédentes.

Ainsi malgré le soutien apporté un instant au gouvernement par les députés de l'opposition et — il est vrai — quelques représentants de la majorité, M. Fourcade n'a pas réussi à empêcher une réduction de 50 % dans le calcul de l'impôt sur les plus-values mobilières. En revanche, il n'a pu que se réjouir du refus d'exonérer le napoléon manifesté par les députés, ce qui, a-t-il souligné, rapporterait environ 80 millions au Trésor.

ANNE CHAUSSEBOURG.

### Le Parlement adopte le collectif budgétaire 1976

Jeu 17 juin, l'Assemblée nationale examine les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire sur les six articles restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976.

M. PAPON (U.D.R.), rapporteur, indique que la commission a adopté la rédaction du Sénat pour quatre de ces articles (les articles 3, 4, 5 et 6) ; à l'article 3 bis (taxe d'habitation dans les communes urbaines) elle a adopté le texte du Sénat en élargissant toutefois le report de date prévu pour les communes urbaines (1<sup>er</sup> janvier 1978) aux districts à fiscalité propre.

A l'article 7 ter, qui inclut la valeur du droit de chasse dans le calcul de la valeur locative servant de base à la taxe foncière des propriétés non bâties, la commission a également adopté le texte du Sénat, mais en excluant du champ d'application de la disposition nouvelle, d'une part les terres appartenant à des communes et, d'autre part, celles pour lesquelles le droit de chasse ne fait pas l'objet d'une location effective.

M. FOURCADE, ministre de l'économie et des finances, exprime son accord et annonce à cette occasion que le montant de la régularisation du V.R.T.S. (taxes sur les salaires) pour l'exercice 1975 sera de 1 milliard

Jeu 17 juin, l'Assemblée nationale poursuit, sous la présidence de M. BECK (P.S.), l'examen du projet de loi imposant les plus-values. A l'article 7 (obligations des contribuables), interviennent M.M. M. A. R. E. (U.D.R., Pyrénées-Atlantiques) qui évoque les sociétés non cotées et DUTARD (P.C., Dordogne) qui vote dans le paragraphe 3 de cet article (cas des non-résidents) un encouragement à la spéculation. L'Assemblée examine ensuite un amendement de la commission supprimant le paragraphe 2 de l'article, paragraphe destiné à faire connaître les transactions intervenues sur les titres non cotés en bourse. M. PAPON, comme M. MARIE, souligne l'indétermination et les dangers du dispositif envisagé pour les sociétés à capitaux.

Il souhaite que le gouvernement fasse de nouvelles propositions et conteste que l'on puisse modifier par décret la législation commerciale. Le ministre se partage pas cette opinion et estime la solution préconisée « ni compliquée ni ingratifiante ». L'Assemblée adopte cependant les amendements de suppression. Le deuxième paragraphe de l'article 7 est donc supprimé.

Est ensuite examiné un amendement de la commission destiné à exonérer les plus-values mobilières réalisées par les non-résidents. Ces derniers seront soumis à un prélèvement d'un tiers sur les plus-values résultant de la cession d'immeubles, de droits immobiliers ou d'actions et parts de sociétés non cotées en bourse dont l'actif est constitué principalement par de tels biens et droits. L'article 7 ainsi modifié est adopté.

A l'article 8 (cas particuliers), l'Assemblée adopte : M. CHAUVIN (U.D.R., Cantal) réintégrant dans le prix d'acquisition des actions les droits de souscription et d'attribution cédés après la promulgation de la loi, et à majorer pour les titres reçus à l'occasion d'augmentation du capital la valeur de souscriptions et des droits acquis de celle de la prime éventuellement servie.

Un amendement de la commission précisant que, en cas de cession partielle d'une série de titres de même nature, le prix d'acquisition retenu pour le calcul de la plus-value sera le prix moyen d'acquisition des titres de même nature et non le prix du premier achat.

Il est précisé que l'option exercée vaut pour l'ensemble du portefeuille acquis avant l'entrée en vigueur de la loi. Cet amendement permet en outre aux contribuables d'opter, à compter de la deuxième année de possession des titres, pour un système d'imposition ne retenant dans les bases de l'impôt que la moitié de la plus-value réalisée sur valeurs mobilières à revenu variable ou sur obligations. M. FOURCADE s'oppose à cette dernière disposition (M. COT y voit « un privilège extraordinaire ») qu'il propose de supprimer. L'Assemblée s'y refuse par 257 voix contre 204 sur 463 votants. Le scrutin public avait été demandé par M. Labbé, président du groupe U.D.R.

Au scrutin public, demandé par le groupe socialiste, l'Assemblée adopte l'amendement de la commission par 286 voix contre 181 sur 476 votants.

Une longue discussion s'engage ensuite sur un amendement de la commission tendant à modifier le calcul de l'impôt sur les plus-values d'investissement : « Les personnes physiques peuvent constituer un compte alimenté par des versements en espèces, par des

### LE P.C.F. SAISIT LA COMMISSION DES LIBERTÉS DE LA SITUATION DANS LES ENTREPRISES

M. Paul Laurent, membre du bureau politique du P.C.F., député de Paris, et plusieurs de ses collègues ont adressé, jeudi 17 juin, à M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale et président de la commission spéciale des libertés, une lettre dans laquelle ils estiment que « le problème des libertés dans l'entreprise est grave, ample, et réclame un examen d'urgence ».

« Devant ce qu'il faut bien appeler jusqu'à la fin de non-recvoir opposé à notre proposition d'acquiesces sur place par les commissions de la majorité présidentielle, ajoutent les parlementaires, notre groupe a organisé une conférence de presse ce jeudi, au cours de laquelle trente témoins (ouvriers, employés, cadres, fonctionnaires, enseignants, femmes et hommes Français et étrangers) ont raconté comment dans les entreprises la liberté était, sous de multiples formes, bafouée aujourd'hui ».

« Tout cela justifie notre demande de voir la commission que nous présides se rendre dans certaines entreprises et administrations pour constater les atteintes aux libertés ».

apports d'actions ou par des apports d'obligations cotées en Bourse. Il est soumis à un régime d'imposition globale.

La valeur d'entrée des titres est fixée, soit d'après le prix d'acquisition soit selon la cote en Bourse au moment de l'application de la loi.

Les retraits de titres ou les retraits d'espèces autres que ceux qui représentent des dividendes ou intérêts entraînent la constatation d'une plus-value nette ou d'une moins-value nette. Cette plus-value ou cette moins-value est calculée par différence entre le montant des titres au jour du retrait et celle des versements et apports récapitulés en fonction de l'érosion monétaire.

Les plus-values des titres figurant dans le compte spécial d'investissement ne sont pas imposables tant qu'elles sont réinvesties dans le compte. Elles ne le sont qu'à leur sortie de ce compte, à un taux forfaitaire qui varie toutefois selon la situation du contribuable sur l'échelle de l'impôt sur le revenu.

La conservation pour durée de détention est applicable si le compte est alimenté en une seule fois lors de son ouverture.

Pour M. PAPON, cette formule constitue « une incitation économique puissante » et favorisant l'investissement et l'épargne.

M. FOURCADE reconnaît que cet amendement répond à l'esprit du projet. Il l'accepte et propose d'autoriser les clubs d'investissement à bénéficier également du régime du compte spécial. L'Assemblée adopte cette proposition à l'unanimité.

Un amendement de M. MARIO BÉHARD (U.D.R.) et HAMEL (R.I.), accepté par le gouvernement, qui exclut du compte spécial les valeurs ou titres exonérés d'imposition sur les plus-values, tel l'emprunt 4,50 % 1973.

A l'initiative du gouvernement l'Assemblée adopte un amendement qui évite que le compte spécial ne soit un moyen de tourner l'article 160 du code général des impôts (taxation à 15 % des participations importantes cédées plus de dix ans après l'acquisition). La ministre précise que l'on pourra ouvrir plusieurs comptes spéciaux.

Au scrutin public demandé par le groupe des républicains indépendants, l'amendement de la commission, ainsi modifié, est adopté par 286 voix contre 20 sur 473 votants.

En séance de nuit, sous la présidence de M. BECK (P.S., Creuse), l'Assemblée examine l'article 9 instituant une taxe de 4 % sur le montant des ventes de métaux précieux et lorsque leur montant dépasse 10 000 F, sur les ventes de bijoux, d'objets d'art, de collection et d'antiquité.

Les députés repoussent tout d'abord un amendement de suppression de l'article soutenu par M. DUFFAUT (P.S., Vaucluse) qui souhaite que toutes les plus-values soient soumises à un régime commun de taxation et que les régimes particuliers, notamment ceux prévus par cet article, soient supprimés.

M. FOURCADE explique que le choix s'est porté sur une taxe forfaitaire de 4 % libératoire de l'impôt sur les revenus « afin d'éviter de retomber dans les complications entraînées par les régimes de taxation déjà examinés et qui concernent les biens immobiliers et les valeurs mobilières ».

M. MARETTE (U.D.R., Paris) défend un amendement, adopté en commission, qui supprime l'exonération prévue pour les pièces d'or de 20 F (napoléon) : « Il n'y a pas lieu, déclare-t-il, de consentir aux détenteurs de ces pièces une prime supplémentaire [qui] coûterait très cher à l'Etat, puisqu'elle serait à l'origine d'une spéculation sur le napoléon à la suite de laquelle la valeur de la reprise de l'emprunt 4,50 % 1973 ne cesserait d'augmenter ».

S'il considère que l'Etat ne peut revenir sur l'engagement qu'il a pris lors de l'émission de cet emprunt — de ne pas le taxer, en revanche, l'orateur estime que « rien ne lui interdit de taxer ce qui sert de base à la détermination de la valeur de reprise ».

Après que le ministre eut pris acte de ces remarques, et accepté l'amendement — qui est alors adopté — M. PAPON (U.D.R., Cher), rapporteur général, propose de ramener de 4 à 2 % le taux de la taxe, car, note-t-il, les transactions se déroulent à l'hôtel des ventes sont déjà frappées d'une taxe de 16 %. Un taux de 20 % risque, selon lui, d'inciter les acheteurs à désertir le marché parisien.

M. FOURCADE se déclare hostile à cette modification mais favorable toutefois à un relèvement de la franchise dont bénéficient les objets d'art.

M. BOSCHER, favorable à l'amendement de la commission, relève que « cette taxe ne s'appliquera que sur les ventes publiques aux enchères sur lesquelles pèsent déjà des droits d'enregistrement représentant 7 % de la totalité du prix de vente », et enlèvera « au commerce français d'objets d'art toute capacité concurrentielle ». A son tour, M. MARCUS (U.D.R., Paris) soutient l'amendement.

## La fête de l'été jusqu'au 24 juin.

tee-shirt imprimé,  
100 % coton le 2 à 6 ans  
12,50 f

bermuda madras  
100 % coton le 6 à 16 ans  
35 f

parasol Ø 180 cm  
inclinable  
uni avec galon  
85 f

robe,  
65 % polyester,  
35 % coton  
le 6 à 16 ans  
35 f

tee-shirt, 100 % coton  
25 f

bain de soleil,  
100 % coton  
35 f

short,  
100 % coton  
50 f

tee-shirt,  
100 % coton  
9 f

jupe,  
100 % coton  
30 f

espadrilles salomé  
9 coloris  
50 f

**Nos prix arrivent  
au bon moment.**

**Galerias Lafayette**

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

valise,  
osier blanc naturel  
35 f

lunettes, verres trempés  
filtrants, bordure plastique  
bleu, blanc, rouge  
15 f

vélo "galfa"  
3 vitesses  
420 f

cloche,  
coton à pois  
20 f

## les plus-values mobilières

Après avoir été...  
M. FOURCADE...  
L'Assemblée nationale...  
Le projet de loi...  
Les députés...  
M. BECK...  
M. DUFFAUT...  
M. MARETTE...  
M. PAPON...  
M. BOSCHER...  
M. MARCUS...  
L'Assemblée nationale...  
Le projet de loi...  
Les députés...  
M. BECK...  
M. DUFFAUT...  
M. MARETTE...  
M. PAPON...  
M. BOSCHER...  
M. MARCUS...

## Oubliez

c'est trop d'...

سكز امين الاحول



صحة من الامم

nationale

POLITIQUE

des plus-values mobilières sera prise en compte dans le calcul de l'impôt

En affirmant qu'une telle disposition ferait courir « un danger » au patrimoine français, M. ICART (R.I., Alpes-Maritimes), président de la commission des finances, propose que le taux soit de 2 % pour les ventes publiques lorsque leur montant excède 20 000 F, et de 3 % pour toutes les autres formes de transaction. Se ralliant à cette dernière proposition, le ministre précise que les intérêts gardent la possibilité de rentrer dans le cadre général de la loi et de ne pas être taxés, s'ils ne réalisent pas de plus-values. M. BOSCHER conteste cette augmentation puis, que, dit-il, il faudra apporter la preuve de la date d'acquisition et du montant. Il se demande s'il est sage de mettre en péril le marché d'art de Paris pour une taxe qui ne rapporterait au Trésor qu'une dizaine de millions de francs. M. COT (P.S., Savoie) estime que réduite à 2 ou 3 %, la taxe « équivaudrait presque à une exonération », alors qu'il s'agit d'un « marché hautement spéculatif ».

En réponse à M. MARCUS, qui souhaitait que l'on étende à l'ensemble du commerce patenté, la taxe minime de 2 %, M. FOURCADE déclare que « la frontière doit passer entre ce qui est vendu aux enchères et ce qui l'est dans le secteur commercial ».

Les députés repoussent les trois amendements qui abaissaient de 4 à 2 % la taxe.

M. BAS (U.D.R., Paris) propose d'exonérer les ventes de bijoux et d'objets précieux inférieures à 30 000 francs (et non 10 000 comme l'indiquait le projet). M. PAPON propose que ce chiffre soit de 20 000 francs, représentant le montant du prix par objet.

M. KASPERETT (U.D.R., Paris) souhaite instituer une décade progressive pour les ventes comprises entre 20 000 et 30 000 F, de manière à ne pas soumettre au taux plein les ventes dont leur montant excède le seuil d'exonération.

Acceptées par le gouvernement, ces dispositions sont adoptées par l'Assemblée, qui avait auparavant refusé de suivre M. BOSCHER, approuvé par M. FREDERIC-DUPONT (R.I., Paris), qui souhaitait l'imputation sur le montant de la taxe, du droit d'enregistrement de 7 % dans le cas de ventes aux enchères publiques.

Les députés, en votant ces amendements, décident de taxer à 4 % les ventes de métaux précieux et à 3 % les ventes de bijoux, étant entendu que ce taux est ramené à 2 % dans le cas de ventes aux enchères publiques.

M. FOURCADE accepte l'exonération, proposée par M. MARIE, pour les ventes faites à un musée national ou classé ou contrôlé par l'Etat. Repoussé par le ministre, un amendement de M. PAPON qui stipule que « la limite de 20 000 francs est révisée par décret sur rapport du ministre de l'économie et des finances proportionnellement à l'évolution de l'indice moyen annuel du prix à la consommation » est adopté.

De même, sont approuvées, à l'initiative de M. BOSCHER, l'exonération de la vente par enchères publiques, lorsque le vendeur n'a pas sa résidence habituelle en France, et une disposition proposée par M. Papon, et prévoyant que l'exportation n'est pas assujettie à une vente, et donc n'est pas taxée, lorsque le propriétaire d'un bien importé et ne résidant pas habituellement en France est en mesure de justifier d'une importation antérieure.

Après avoir adopté l'article 9, les députés examinent l'article 10, relatif aux plus-values professionnelles. M. CHAUVET propose que la loi ne s'applique pas aux plus-values visées par l'article 160 du code général des impôts, en raison de la similitude avec les plus-values de caractère professionnel. Il considère qu'« il est peu logique que le nouveau régime s'applique pendant les dix premières années, et que l'on revienne ensuite à l'ancien système ».

Rappelant qu'il avait accepté de limiter à dix ans la durée d'imposition des plus-values sur les valeurs mobilières et les cessions de blocs de titres, et, au-delà, de leur appliquer le régime de l'article 160, M. FOURCADE note que « la cession de valeurs mobilières et de blocs de titres constitue l'une des sources les plus importantes de plus-values ».

Après une intervention de M. PAPON, MARIE et COILLARD (M.I., Meurthe-et-Moselle), l'Assemblée repousse par 257 voix contre 30, sur 473 votants, l'amendement de M. CHAUVET. Le système adopté stipule qu'en cas de plus-values professionnelles, le bénéfice est taxé au taux de 50 % s'il est réalisé en moins de deux ans et 15 % au-delà (régime actuel des bénéfices agricoles).

M. FOURCADE accepte un amendement de M. VOISIN (app. U.D.R., Indre-et-Loire), qui,

indique-t-il toutefois, devrait être remplacé à l'article 5, ultérieurement. Cet amendement stipule que les dispositions de la présente loi ne s'appliqueraient pas aux peuplements forestiers.

Proposé par M. MARIE et soutenu également par M. GERBET (R.I., Eure-et-Loire), le maintien de l'article 200 du code général des impôts est approuvé malgré l'avis défavorable émis par la commission et le ministre. C'est ainsi que certaines plus-values réalisées dans le cadre d'une profession non commerciale continueront d'être imposées au taux de 6 %. Le projet serait conduit à un taux de 15 %, M. Fourcade ayant, au cours de la discussion, proposé malgré tout de le ramener à 10 %.

Quatre amendements défendus par M. DUTARD (P.C., MAURICE CORNETTE (U.D.R.), PARTRAT (réf.) et BOURBON (réf.), et un cinquième, accepté par M. COT (P.S.), ajouteraient, aux cas d'exonération des plus-values, réalisées dans le domaine de l'activité agricole, celui des contribuables qui, au cours de la discussion, ont été retirés après les assurances données par M. Fourcade.

Avant d'approuver l'article 10 ainsi modifié, M. GLON (app. U.D.R., Côtes-du-Nord) déplore que le texte reste par trop défavorable aux petites entreprises, que l'on s'en tienne « à un texte qui pénalise les spéculateurs et non pas les entrepreneurs qui procèdent à des investissements productifs ». M. EIGNON regrette que l'on s'en tienne « à un texte qui va interdire aux petits et moyens entrepreneurs de cesser leur activité une fois venu l'âge normal de la retraite » et empêcher ainsi des créations d'entreprises. « Le projet n'a pas pour seul objet de taxer les spéculateurs, il tend également à améliorer les bases de l'impôt sur le revenu », rappelle M. FOURCADE, qui assure que les dispositions votées permettront aux chefs d'entreprise d'échapper à l'imposition au bout de dix ans.

A l'article 11, qui édicte des dispositions en matière de différé d'imposition, des sanctions contre les infractions et des mesures d'abrogation de textes actuellement en vigueur, les députés ont approuvé un amendement d'harmonisation suppri-

mant les sanctions prévues en cas d'infraction à l'article 7 concernant les obligations des sociétés de capitaux dont les titres négociables ne sont pas cotés en Bourse, un amendement précédent ayant supprimé ces obligations. Puis ils suppriment, pour des raisons identiques, de la liste des articles du code général des impôts, l'article 160.

Le gouvernement propose de rétablir l'article 92-2, comme le prévoyait initialement le projet, aligné premier de ce code (relatif aux produits des opérations de Bourse effectuées à titre habituel par les particuliers, classées comme bénéfices imposables des professions non commerciales). A l'occasion de la discussion qui s'instaura, M. FOURCADE, qui justifie cette demande par les amendements votés précédemment, notamment par l'institution du compte spécial d'investissement, est amené à déclarer que « l'inclusion des obligations dans le champ d'application de la loi sera dommageable pour le marché financier. Il y a des arguments pour et contre, et je n'arrêterai de position définitive qu'au début de la semaine prochaine, après avoir reçu l'ensemble du texte ».

En réponse à M. BOULLOCHE (P.S., Doubs), qui propose d'envisager des mesures transitoires pour les souscriptions du 4,5 % 1973 dont « les privilèges ne sub-

sisteront pas indéfiniment », le ministre estime que ce serait « une manière anormale de traiter l'épargne » que de supprimer les avantages accordés par la loi.

Après adoption de l'article 11, et malgré un rappel au règlement de M. GERBET, qui proposait de reporter le vote sur l'article 12, une fois l'article premier approuvé, le dernier article du projet, qui prévoit l'entrée en vigueur de la loi le 1<sup>er</sup> janvier suivant la date de sa publication, est voté.

A la demande du ministre, la séance est levée à 1 h. 30 vendredi 18 juin.

P. Fr. et A. Ch.

Pour obtenir une consultation sur l'autonomie en Polynésie

M. Francis Sanford démissionne

M. Francis Sanford, député réformateur de Polynésie (autonomiste), a annoncé, jeudi 17 juin à Papeete, sa démission immédiate de l'Assemblée nationale.

Le 8 juin dernier, M. Sanford avait fait savoir qu'il serait démissionnaire à compter du 1<sup>er</sup> août 1976 « afin d'obtenir la disposition immédiate de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française » (Le Monde du 11 juin).

Cette décision résultait d'un accord conclu avec M. Gaston Flosse, chef de file de l'U.D.R. locale, qui s'était engagé, selon M. Sanford, à demander, lui aussi, la dissolution de l'Assemblée territoriale. Mais le 10 juin, M. Flosse, élu président d'un nouveau bureau de l'Assemblée, avait renoncé à la dissolution, conduisant le député à reconsidérer son projet de démission (Le Monde du 12 juin).

Le 8 juin, M. Sanford avait fait savoir qu'il serait démissionnaire à compter du 1<sup>er</sup> août 1976 « afin d'obtenir la disposition immédiate de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française » (Le Monde du 11 juin).

Cette décision résultait d'un accord conclu avec M. Gaston Flosse, chef de file de l'U.D.R. locale, qui s'était engagé, selon M. Sanford, à demander, lui aussi, la dissolution de l'Assemblée territoriale. Mais le 10 juin, M. Flosse, élu président d'un nouveau bureau de l'Assemblée, avait renoncé à la dissolution, conduisant le député à reconsidérer son projet de démission (Le Monde du 12 juin).

Au Sénat  
PROLONGATION  
DU DEMI-ENTRACTE  
LÉGISLATIF


Le Sénat a tenu, jeudi 17 juin, une brève séance pour adopter plusieurs textes en seconde lecture. Il a aussi approuvé les décisions de sa conférence des présidents fixant l'ordre du jour des prochaines séances. Le seul texte en première lecture qui pourra venir en discussion la semaine prochaine est le projet de loi sur les plus-values ne déboutant que le mardi 6 juillet.

En seconde lecture, les sénateurs ont adopté, jeudi, le projet de loi relatif à la répression de certaines infractions à la réglementation des transports, dont le rapporteur était M. FOUILLE (ind., Meurthe-et-Moselle). Ce projet tend à alléger les procédures et les pénalités en décorréolant les infractions bénignes.

Le Sénat a enfin approuvé en seconde lecture le projet relatif à la protection de la nature. Sur l'initiative du rapporteur, M. VALON (non-inscrit, Rhône), un amendement a été voté, qui précise les conditions de la chasse aux oiseaux d'élevage. — A. G.

# Oubliez Paris

c'est trop cher, trop bruyant, trop pollué.



## Vivez plutôt à Parly 2

c'est très proche, très vert, très organisé.

Studios et appartements de 3 à 6 pièces dans des petits immeubles autour d'un club-piscine privé  
Centre commercial de Parly 2 • 5 salles de cinéma • 8 piscines-club • tennis • écoles et collèges

### Parly 2

Les appartements-modèles sont ouverts tous les jours de 10 à 20 heures

Renseignements :  
Tél. 954.54.54

Antenne de l'Ouest, deuxième sortie et à gauche sur la N 184.

Quelques appartements livrables rapidement.

Envoyez ce bon ou votre carte de visite au CPH, av. Charles-de-Gaulle Parly 2, 78150 Le Chesnay

Veuillez m'adresser, sans engagement de ma part, une documentation PARLY 2

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TEL. \_\_\_\_\_







# ocialismo

# Ancien Régime

ANTOINE RUFENACHT (C)

[illegible][illegible]

**ÉLIMINEZ**  
**SANS POLLUER**

**MOUSTIQUES**  
**INSECTES VOLANTS INDESIRABLES**

**THIEBAUT**

Élaborateur de produits de lutte contre les insectes  
2, rue LA MARQUINE, 75002 PARIS, Tél. 01.54.44.11.11

APRÈS L'ENTRETIEN TÉLÉVISÉ DU CHEF DE L'ÉTAT

L'U.D.R.  
AVE LES PROPOS  
ISCARD D'ESTAING

Le bureau exécutif de l'U.D.R., qui a siégé jusqu'au 17 juin, a adopté une résolution qui déclare :

« 1) Nous approuvons les propos du président et nous estimons (tous) qu'il s'agit d'un « affaiblissement » des institutions dont chacun sait l'importance qu'elles recèlent à nos yeux ».

« 2) Le bureau exécutif remercie le groupe parlementaire pour l'action qu'il a menée dans la discussion du projet de loi sur les « décrets d'urgence », et sur les « textes d'application », et sans préjuger le suite de la discussion, il répond mieux à notre objectif de justice, notamment en ce qui concerne la spéculation et l'épargne, que nos modestes :

« 3) Notre mouvement est et restera un mouvement qui se présente à notre ministre et au président de la République. Il est fidèle à ses options gaullistes, sur lesquelles il n'y a aucune concession possible, notamment en ce qui concerne la défense et l'indépendance nationale ».

« 4) Nous soulignons la valeur du projet de loi, qui a obtenu, jusqu'aujourd'hui, 386 000 adhérents (contre 248 000 au 31 décembre 1975). Depuis l'élection présidentielle, nous sommes 50 % d'adhérents nouveaux ».

L'U.D.R. a, en outre, décidé de mobiliser ses adhérents, « en procédant à des réunions de proximité échelonnées dans les départements ».

En ce qui concerne la discussion du projet de loi sur les plus-values M. Yves Guéna, secrétaire général de la formation gaulliste, a indiqué que le parti n'est pas optimiste, c'est même le troisième mauvais texte, et il ne sera jamais excellent, mais nous pouvons parler d'un « texte très contenu ». Il a également précisé à propos des futures élections législatives : « Nous avons l'ambition que la majorité des députés de la III<sup>e</sup> législature dans l'U.D.R. Pour ces élections il y a une double possibilité : la désignation des candidats de la majorité, ou bien l'investiture donnée par la majorité à un candidat d'un système plus ou moins large de primaires. Dans les cas où il y aurait des primaires, il va de soi, dans mon esprit, que tous les candidats seraient soumis à la conquête générale, de la majorité ».

**M. JEAN CHARBONNEL : sauver le gaullisme.**

M. Jean Charbonnel, maître de la tribune, ancien député U.D.R. de Corrèze :

« M. Giscard d'Estaing (...) a été parfaitement clair sur un point majeur : c'est qu'il veut que les fonctionnaires ne puissent imposer à lui ou son gouvernement des décisions qu'il n'aurait pas prises. »

« Tous ceux qui souhaitent que les institutions soient appliquées ne peuvent que se réjouir. Mais, si les fonctionnaires ne respectent pas les décisions du président de la République apparaissent en même temps très graves. Car il ne s'agit pas de régression, mais d'un dévoiement des prévisions des chefs de l'U.D.R. et, à travers eux, du premier ministre, et peser sur ses décisions : il a répété qu'il ne pouvait pas donner de prévisions avec une assurance qu'il avait rarement manifestée. »

« Il ne reste donc plus aux fonctionnaires qu'à refuser de se soumettre à la loi de la République, à la centralisation intégrale qu'il quitte une majorité où il n'a ni manifestation plus et à rejoindre les autres, cherchant à faire deux ans, cherchant à faire deux ans pour sauver le gaullisme. »

**M. MITTERRAND :** nous assistons au déclin de la majorité.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a déclaré jeudi 17 juin, sur Antenne 2, dans le cadre de l'émission « La parole au Parlement », qu'il n'y avait « rien de tel » au principe d'une rencontre avec le président de la République.

Seulement, a-t-il noté, ce débat doit servir à quelque chose. Une rencontre de cette importance doit être en mesure d'apporter des réponses aux angoisses des Français.

Parlons ces réponses, M. Mitterrand a cité le problème de l'alternance au pouvoir. Il a demandé : « Pourquoi le peuple français est-il disposé à jouer pleinement le jeu démocratique le jour où la gauche l'emportera et à ne pas jouer le jeu démocratique le jour où la droite l'emportera ? »

Il a appliqué son programme : « L'invitation du chef de l'Etat à l'opposition constitue un jeu d'attente, la mesure où les affaires de la France se débattent au Parlement ».

Le premier secrétaire a également évoqué la « concurrence » et les « rivalités » qui opposent les deux groupes de la gauche.

M. Mitterrand a cité comme « meilleur exemple » du déséquilibre de la majorité : « On manque de la séduction de l'exemple ».

Il a critiqué le projet de taxation des plus-values. Il a noté à ce propos : « Bonne idée, bon principe, mais très mauvais projet. Au lieu de discuter du Plan, qui engage l'avenir des Français pour cinq ans, on discute de la loi de finances de l'Assemblée nationale et on engage depuis trois semaines dans des disputes mesquines et misérables. Le régime se traine dans des discussions mineures. Nous, nous, nous sommes perdus aux Français de choses précieuses ».

**LE P.S. ORGANISE A PARIS  
UNE « FÊTE DE L'UNITÉ  
POUR LE SOCIALISME »**

La fédération de Paris du parti  
socialiste organisera, samedi 26 et  
dimanche 27 juin, à l'ancienne

gare de la Bastille, une « fête de l'unité pour le socialisme », et des « états généraux du peuple de Paris », au cours desquels le P.S.

présenter son programme municipal, sous le capot de la candidature de M. Christian Pierre, premier secrétaire de la fédération des Artistes, a noté qu'il s'agit de la première grande manifestation du P.S. à Paris depuis plus de vingt ans. La fête réunira, dit-il, « forums », « ateliers », « ateliers de la créativité populaire » en 1986, divers spectacles de théâtre et de variété (avec la participation notamment de Colette Magny et Guy Bedos) et un bal populaire.

Suivent, la fédération de Paris du 15 au 17, la fédération de la Seine du 18 au 20, la fédération de la région parisienne du 21 au 23, la fédération de la région de Paris du 24 au 26, la fédération de la région de Paris du 27 au 29, la fédération de la région de Paris du 30 au 31.

Le 18 juin, un moment reprenant le thème de l'ancien organe de la S.F.P.O. : le Populaire de Paris.

● Pour l'élection des conseillers régionaux d'Ile-de-France, c'est M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C. et député du Val-de-Marne, qui conduira la liste de la gauche devant le collège des députés. Devant celui des sénateurs, la liste sera conduite par M. Aubry (P.C., Hauts-de-Seine). Le scrutin doit avoir lieu mardi 23 juin selon le système de la représentation proportionnelle.

**Chadwell Campbell Estate**

**En 1912, il fallait  
Depuis nous**

C'était en 1912, que  
Etats-Unis. Les stylos St

## DÉBATS ET RÉUNIONS

- **LES CÉRÈSES** (Centre d'études, de recherches et d'actions politiques) organise samedi 19 et dimanche 20 juin au théâtre Jean-Villar, à Suresnes, son dixième colloque annuel sur le thème : « Le communisme géographique, transition au socialisme et indépendance ». Seuls, les débats du dimanche 20 juin sont ouverts au public.
- **LE FRONT PROGRESSISTE** (gauchistes d'opposition) organise samedi 19 et dimanche 20 juin, à l'hôtel Lutétia, 43, boulevard Raspail, un colloque sur le thème : « La solidarité méditerranéenne ».
- **LE GROUPE DÉMOCRATIQUE** (gauchistes) organise samedi 19 et dimanche 20 juin, au Palais de la Culture, 11, rue de la République, son assemblée nationale samedi après-midi 19 juin et dimanche matin 20 juin, 33, rue d'Alger-Nôve, Paris (14<sup>e</sup>), sur les thèmes : « L'Europe » et « L'Afrique » et « Le front de classe ».

## Scission au Mouvement des démocrates de M. Jobert

Trois des membres fondateurs du mouvement des démocrates, qu'animait une même volonté, dirigeaient la fédération de la Gironde de cette formation, venant de faire connaître leur accord avec le ministre.

On s'est décidé de se rapprocher de M. Jacques Chaban-Delmas.

A la suite des élections cantonales, M. Joubert avait notamment été élu conseiller municipal de la fédération de la Gironde leurs bonnes relations avec le maire de Bordeaux. Il a récemment nommé son fils, Jean-Louis, secrétaire général de la fédération sans que les responsables locaux — selon leurs dires — en aient été prévenus.

M. Gilles Lottredre, président de la fédération de la Gironde, a été élu le 4 février 1976, Marc Fouquet, vice-président, et Jean-Jacques Berton, membre du bureau exécutif, ont publié le communiqué suivant :

« Nous affirmons notre profond désaccord avec l'orientation nationale du mouvement des démocrates, et nous avons pris la décision de quitter avec nous une partie du Mouvement des démocrates.

» Le refus du partage de la France en deux camps opposés à la gauche et à la droite nous a menés à une ligne politique ambiguë.

» M. Michel Jobert concentre toutes ses critiques en direction de la majorité, en épargnant les partisans du programme commun de la gauche.

» Nous alertons l'opinion sur cette évolution, qui transforme l'« ailleurs » en « ailleurs que dans la majorité ».

» De plus, les méthodes visant à imposer à Bordeaux des responsables non élus par la base, alors que le bureau exécutif n'a pas démissionné, sont profondément choquantes et contraires à la « démocratie vivante » prônée par l'ancien ministre de Georges Pompidou.

» En conséquence, nous appelons instamment tous les sympathisants du Mouvement des démocrates de la Gironda à ne pas collaborer avec la nouvelle équipe imposée par les instances parisiennes, et nous réaffirmons notre attachement à la nouvelle équipe définie au cours de l'été 1969, et qui peut mieux qu'un rêve, surmonter l'opposition entre libéralisme et totalitarisme. »

## EN BREF...

● **M. Jacques Chirac** s'est rendu vendredi matin 18 juin à Colombey-les-Deux-Églises, où il s'est incliné devant la tombe de son père, le général de Gaulle et au pied du mémorial.

● **L'Union des Jeunes** pour le grand public, que préside M. Bernard Lohé, et le Front progressiste, que dirige M. Dominique Gallet, publient une déclaration commune pour affirmer la dimension de gauche du mouvement du 18 juin, « leur volonté de contribuer au développement du gaullisme populaire ». Ils indiquent : « Nous ne sommes pas aujourd'hui, pour demain, l'abandon par le pouvoir des grands principes du gaullisme et de la Résistance, en particulier la poursuite de la politique nationale, au profit d'un retour à l'antianisme et d'une réhabilitation du vichisme. Nous déplorons le sectarisme de certains courants qui réduisent le gaullisme à une dimension progressiste du gaullisme ».

● **M. Bernard Loth**, président national de l'Union des jeunes pour le progrès (jeunes gaullistes), se félicite de l'appel aux gaullistes lancé par M. Jean-Pierre Chevenement, député socialiste de Belfort, dans la revue *l'Appel* (le Monde du 16 juin), et il note :

« Le dialogue est toujours possible, des actions communes sont envisageables, avec, en particulier, le P.S., mais dans le respect de la personnalité des mouvements.

*Les jeunes gaullistes, qui ont su faire la preuve de leur rigueur politique, n'entendent pas s'entêtrer, fût-ce sous la forme d'une authentique troisième composante, à l'union socialo-communiste. Ils s'assignent pour tâche de contribuer au rassemblement de tous ceux qui se réclament de la pensée et de l'action du général de Gaulle. »*

● **M. Alain Simon**, directeur du cabinet de M. Jean Lecanuet, a reçu en audience M. Jean François, sénateur des Bouches-du-Rhône, secrétaire national du Centre des démocrates sociaux, et le doyen Viard, président de l'ANFANOMA, venus une nouvelle fois appeler l'attention du ministre de la justice sur l'ensemble des problèmes touchant les harkis, et plus particulièrement sur la situation de M. Laradji, maintenu en détention provisoire depuis bientôt un an.

● La Fédération mondiale des villes jumelées organise, les 18 et 19 juin, au Sénat (salle Médicis), un colloque sur « l'engagement social des femmes aux responsabilités municipales ». La FMVJ souligne : « Les Françaises représentent 52 % du corps électoral, mais ne figurent que pour 4,4 % dans l'ensemble des élus municipaux. Seulement 1,8 % des maires de France sont des femmes, encore que 80 % d'entre elles soient maires de villes de moins de mille habitants. »

**autrement**

Après les fascicules dossiers, n° 3 (*Finis, la Rémény?*) et n° 4 (*Gaudi pour normalisés*) — qui viennent d'être réédités — voici un numéro... différent ? axé sur des expériences concrètes. Inédites, dans le domaine culturel et social.

collaborateurs de

**Innovations sociales**

Pour une réflexion de questions ?

N° 5

• Des cas : un bouillonnement d'expérimentations, de la base  
• Un débat : avec J. Aizai, F. Guazal, P. Chabreau de Lauze, E. Morin, S. Maccioni...  
Vente uniquement en librairie (215 F) ou par abonnement (France : 90 F - Étranger : 110 F) 120 bd. St. Germain - Paris 75006

# KABUL

Charmante capitale d'Afghanistan

| Départ                | Retour   |
|-----------------------|----------|
| 2 Juil.               | 30 Juil. |
| 2 Juil.               | 9 Août   |
| 14 Juil.              | 13 Août  |
| 30 Juil.              | 30 Août  |
| 2 Août                | 27 Août  |
| 4 Août                | 3 Sept.  |
| 4 Août                | 15 Sept. |
| 6 Août                | 30 Août  |
| 13 Août               | 10 Sept. |
| 1 <sup>er</sup> Sept. | 29 Sept. |
| 1 <sup>er</sup> Oct.  | 29 Oct.  |

**2.100 F et 2.200 F**

**ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR**

à Paris - Bourget Paris F

13, rue de Valenciennes - Paris 55  
 Tél. 74-74-20-21 - 74-74-20-23

**bon**

**pour recevoir gratuitement**

**notre brochure 76**

**3111**

Nom

Adresse

Ville

**MEME SI VOUS MESUREZ 2 M**  
**NOUS VOUS BAILLONS EN PRET-A-PORTER**

**IMPERS**  
**COSTUMES**  
**JEANS**  
**CHEMISES**  
**PULLS**

**berdy**

79, av. des Ternes - 75017 Paris  
 tél. : 380.35.13 - Parking gratuit

**vosre cuisine**

**SAINT-LAURENT**

**standard ou sur mesure**

Formule économique pour enlèvement direct en dépôt.  
Stock important d'éviers INOX soldés au tiers de leur prix.

26, rue des Sorins 93100 Montreuil. Tél. 287.43.89 et 98.68

Châtelain Compagnie Paris

## En 1912, il fallait 15 heures pour faire un Sheaffer. Depuis nous avons réussi à gagner 9 minutes.

C'était en 1912, quelque part aux Etats-Unis. Les stylos Sheaffer étaient assemblés entièrement à la main. La plume sertie à la loupe oculaire. Il fallait deux ans pour mettre au point un nouveau modèle, et on faisait le moule à la main.

En 1976, les stylos Sheaffer sont assemblés entièrement à la main. La plume est sertie à la loupe oculaire. Il faut deux ans pour mettre au point un nouveau modèle, et on fait le moule à la main.

Alors, voyez-vous, nous ne sommes pas peu fiers d'avoir tout de même réussi à gagner 9 minutes.

Gamme complète de 19 modèles, à plume, à bille, à mine ou marqueur. Le Sheaffer monté plume or : à partir de 125 F.

• Les stylos Sheaffer "point blanc" vendus en France sont garantis dans le monde entier.

Ce point blanc appartient qu'à Sheaffer®

Sheaffer Information. Tél. 024.89.52 - 024.89.54



« Nous nous sentions extrêmement à l'aise et proches de la pensée du président. Il a, en effet, confirmé sa volonté de poursuivre la politique de réformes et il a condamné le retour à la politique des partis. Si cette politique de changement de société est bien perçue par l'opinion publique, alors la majorité nouvelle et rajeunie restera la majorité aux prochaines élections législatives. »

● La convention fiscale franco-polonaise a été adoptée le 16 juin de manière définitive par l'Assemblée nationale.

« Alors que, dans nos communes, nous luttons chaque jour en responsables que nous sommes, pour le mieux-être de nos populations, nous apparaissions sur le plan national comme une association vaine, étrangement passive devant le mépris en lequel l'État nous tient. C'est pourquoi les élus appartenant au

« Il ne nous paraît pas concevable qu'on puisse continuer tout à la fois à condamner la politique du gouvernement à l'égard des communes, et à voter les budgets de l'Etat et se réclamer de la majorité gouvernementale. C'est de cette ambivalence fondamentale que souffre l'Association des maires de France à différents niveaux, et notamment à

En fin d'après-midi, les résultats suivants sont proclamés : inscrits, 11 541 ; votants, 10 336 ; exprimés, 10 343. M. Aïsin Pohar, président sortant, président du Sénat, maire

● *M. Jean Bonhomme*, député apparenté U.D.R. du Tarn-et-Garonne, maire de Caussade, a donné, jeudi 17 juin, sa démission de l'Association des maires de son département. Il estime, en effet, que celle-ci subit « une politisation contraire à ses statuts » : le 29 mai dernier, cette association a voté en assemblée générale une motion favorable à l'application du programme commun.

**Celui qui ose ouvrir le dialogue mérite votre confiance.**

[illegible][illegible]

**nouvelles frontières**

xelles/ ar  
 v-York 1330f  
 ntreal 1350f  
 embourg/  
 xico 2180f  
 ombo 2350f

VELLES FRONTIÈRES  
Saint-Rocherou Paris 14e  
01.57.51.01.03 (333.98.48)  
re recevoir votre document

L'ADMINISTRA

**PHILIPPE MARINI**  
**BRUNO REMOND**  
Directeurs de conférences à l'I.E.P. de  
la place de Monsieur Olier **GUICH**  
**Spéculation et**  
**politique foncière**

au-delà de la loi Galley.  
Un ouvrage qui fournit  
libérale les éléments de  
1 vol. 85 F

Directeur  
**L'imprimé**  
de  
« cet ouvrage »  
ceux qui

BERGER-I

1

هكذا من الاصل



صحة من الامم

POLITIQUE

Déontologie et fonction publique

(Suite de la première page.)

Astrotendre les fonctionnaires de l'Etat à la discrétion professionnelle en un temps où l'information déferle jusqu'à l'élément le plus humble de la société, jusqu'au plus humble des citoyens, jusqu'au plus humble des salariés, jusqu'au plus humble des étudiants.

d'une conception aussi stricte qui, respectant la liberté d'opinion, l'acceptation pas la liberté d'expression. Mais il y a pour autant admettre pour les fonctionnaires une liberté de comportement qui serait de nature à semer le trouble dans l'esprit des administrés ou des usagers, en droit alors de se demander si le fonctionnaire lui-même ne se livre pas à une sorte de double jeu.

En dehors du service, le fonctionnaire est assurément, comme tous les autres citoyens, libre d'exprimer ses opinions propres. Cependant, les liens privilégiés qu'il entretient avec la puissance publique lui imposent de modérer l'expression de ses convictions et, dans tous les cas, d'éviter de leur donner une forme agressive. Le principe de neutralité serait en effet compromis si les fonctionnaires, lorsqu'ils prennent légitimement part aux débats publics, n'y apportent cette nuance de retenue et de sagesse qui doit caractériser le comportement des responsables publics.

L'obligation de discrétion professionnelle garde donc sa pleine actualité. Elle consiste en une interdiction faite aux agents d'utiliser les informations qu'ils détiennent à des fins étrangères au service.

L'attitude recommandée ne concerne plus les informations que détiennent un fonctionnaire, mais les opinions, les convictions auxquelles il adhère. Il s'agit là de préserver, au-delà de l'objectivité des fonctionnaires, leur neutralité à l'égard des opinions et des convictions des citoyens au service desquels ils se trouvent placés.

Ajoutons que les fonctionnaires ont naturellement le droit de participer à des activités politiques en dehors du service et d'apporter, le cas échéant, un soutien actif aux candidats de leur choix. Mais une jurisprudence constante précise qu'en de telles circonstances les fonctionnaires, magistrats ou militaires ne peuvent faire référence à leur qualité de serviteurs de l'Etat.

Cette interdiction est rigoureuse. Elle concerne la transmission d'une information orale, ou du support de cette information, c'est-à-dire des documents sur lesquels elle figure. C'est en effet au ministre, chef de l'administration et politiquement responsable, que revient le soin exclusif de faire part au Parlement de la politique du gouvernement et de traduire celle-ci en termes publics lorsqu'il l'explique à l'opinion ; dans ce dernier cas, il peut aussi, s'il le juge utile, relever le fonctionnaire de l'obligation de discrétion.

Le devoir de réserve se traduit de façon différente selon que le fonctionnaire est ou non en service. Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents publics doivent s'abstenir de manifester par des paroles ou par des actes une opinion quelconque. La neutralité du service public interdit aux fonctionnaires de faire usage de leurs fonctions en les mettant au service d'une propagande quelconque. L'on ne saurait trop insister sur l'importance d'une obligation en dehors de laquelle il n'est plus de liberté pour les administrés et les usagers des services publics. Pour mesurer combien une telle liberté est fondamentale, il suffit de constater qu'il ne saurait plus y avoir de véritable démocratie si ceux qui détiennent une parcelle de la puissance publique pouvaient en user pour exercer un prosélytisme politique. Par le relais des fonctionnaires, l'Etat pourrait alors imposer une attitude commune à toute la nation : cela s'appelle le totalitarisme, quelle que soit la référence idéologique invoquée.

Le débat qui s'est ouvert sur ces problèmes permet de souligner que, dans l'interdépendance des droits de chacun, le statut général des fonctionnaires est un des plus libéraux qui soient ; il répond d'ailleurs à une longue tradition d'impartialité de l'administration, dont aucun membre n'accepte que des excès viennent ternir l'image.

Ceux qui attaquent la fonction publique ne sont pas, en effet, ceux qui rappellent les règles auxquelles obéit son fonctionnement démocratique, mais bien plutôt ceux qui tenteraient de la compromettre aux yeux de la nation en entraînant certains dans des attitudes contraires à la tradition républicaine.

GABRIEL PÉRONNET.

**alfa romeo**  
"La voiture de vos prochaines vacances"  
**GAP** 122 R. VAILLANT-COUTURIER  
93130 NOISY-le-SEC  
PANTIN 845-97-67

**NOS MEILLEURS ESSAYEURS.**



Voilà près d'un siècle que nous fabriquons des vélos. Tous aussi solides. Pour les sportifs et ceux qui le sont moins. Nous prenons le vélo au sérieux. Une nouvelle preuve : nous avons même édité un Guide du Vélo. Avec des astuces et, en plus cette année, 12 circuits pour vous faire découvrir la France à vélo.

Demandez le Guide du Vélo dans votre magasin Manufrance.

**HIRONDELLE DE MANUFRAANCE : DES VELOS A TOUTE EPREUVE.**

Paris : 42, rue du Louvre, 75001 Cedex 01. Tél. 231.71.43

**MAJORITÉ**  
**Association des maires de France**  
Le rapport que cette constatation met en lumière...  
Le rapport que cette constatation met en lumière...  
Le rapport que cette constatation met en lumière...

**Remplacement**  
**part par Darty**  
**organisations**  
**consommateurs**  
**et à l'INC**

**LA FEDERATION**  
**DES FAIBLES DE FRANCE PERD**  
Depuis le début de la saison...  
Depuis le début de la saison...  
Depuis le début de la saison...

**nouvelles frontières**  
TOUR AVANTURE  
DECOUVERTE INDIVIDUELLE  
**Bruxelles/ ar**  
**New-York 1330f**  
**Montréal 1350f**  
**Luxembourg/**  
**Mexico 2180f**  
**Colombo 2350f**  
vois à dates fixes

**LA BAGAGERIE**  
"Prix Vacances"  
la valise 55 ou 60 cm 350F  
la valise 65/70 ou 75 cm 395F  
les 2 valises (1 petite + 1 grande) 595F  
Peau de Porc ultra-léger  
Paris : 13, rue Tranchet 75008  
41, rue du Four 75006 - 74, rue de Passy 75008  
Tour Maine-Montparnasse 75005  
Lyon : La Part Dieu  
Envi contre remboursement  
13, rue Tranchet 75008 Paris

**L'ADMINISTRATION NOUVELLE**  
**PHILIPPE MARINI**  
**BRUNO REMOND**  
Maîtres de conférences à l'IEP de Paris  
Professeurs de Monsieur Olivier GUICHARD  
**Spéculation et**  
**politique foncière**  
Au-delà de la loi Galley...  
Un ouvrage qui fournit sur ce « défi à la société libérale » les éléments de réflexion nécessaires.  
1 vol. 85 F  
**JACQUES GROSCLAUDE**  
Directeur des études à l'IEP de Strasbourg  
**L'impôt sur la fortune**  
Défense et illustration de l'impôt sur le capital...  
« cet ouvrage, peut-être le meilleur de ceux qui ont été écrits sur le sujet... »  
A. Sauvy. « Le Monde » du 11 mai 1976.  
1 vol. 53 F  
**BERGER-LEVRAULT**

**"15<sup>e</sup> Avenue"**  
46 à 62, rue Cambronne dans le nouveau 15<sup>e</sup>.



**Nous sommes plus chers.**  
**Vous voyez pourquoi.**

Soyez juge. En visitant l'appartement modèle. En appréciant sur pièce le luxe des appartements, l'exceptionnelle qualité des agencements et des prestations. En découvrant enfin, les vrais raffinements du confort d'aujourd'hui. Après vous nous direz si nous sommes vraiment chers.

Réalisation Lamarre S.A. - U.F.I.C. - Ventes Gefie, A.L.M. 98.98.



# ÉDUCATION

## La réforme Haby ne sera pas appliquée avant 1978 dans les classes de seconde

L'application de la réforme Haby dans le second cycle de l'enseignement secondaire (lycéen), qui devait en principe commencer à la rentrée de 1977 en classe de seconde, sera reportée d'un an.

M. René Haby, ministre de l'éducation, a annoncé cette décision, le jeudi 17 juin, dans une interview à Radio-France, à la suite d'une réunion de travail avec les doyens de l'inspection générale et les directeurs de manuels scolaires.

De ce fait la mise en place de la nouvelle formule du baccalauréat sera aussi reportée d'un an, c'est-à-dire en 1980 pour la première partie et en 1981 pour la seconde.

En janvier dernier le ministre avait déjà précisé que les difficultés de révision des contenus à ce niveau rendaient impossible l'application de la réforme dès la rentrée de 1977 pour la classe de seconde.

Le projet de décret relatif au second cycle prévoit une organisation pédagogique tout à fait différente de celle qui existe aujourd'hui. En classe de seconde et de première six enseignements seraient obligatoires : langue française, langue vivante étrangère, mathématiques, sciences humaines et économiques, sciences physiques et naturelles, éducation physique et sportive. D'autre part, une série d'options sont offertes au choix des élèves. La classe terminale serait « optionnelle » à l'exception de la philosophie et de l'éducation physique, seuls enseignements obligatoires.

Dans son intervention à Radio-

## LES ÉPREUVES DU BACCALAURÉAT Les sujets de philosophie en province

Voici les sujets de philosophie proposés aux candidats du baccalauréat dans un certain nombre d'académies de province :

### ● CLERMONT-FERRAND

#### SERIE A :

- 1) L'enfance est-elle pour l'homme ce qui doit être surmonté ?
- 2) Y a-t-il une science de l'individu ?
- 3) Dégager l'intérêt d'un texte de Kierkegaard concernant la définition de Socrate : « Pécher c'est ignorer ».

Les candidats des séries C et D ont eu à traiter l'un des sujets suivants :

- 1) A quelles conditions une machine peut-elle être considérée comme un organisme ?
- 2) La connaissance de l'inconscient est-elle nécessaire à la connaissance de l'homme ?
- 3) Étude d'un texte de Merleau-Ponty sur les diverses formes d'expression de l'homme par l'homme.

### ● AMIENS

#### SERIE A :

- 1) Quels problèmes pose l'existence du temps ?
- 2) L'Etat doit-il être un moyen ou une fin ?
- 3) Commentaire d'un texte de Nietzsche sur le « tyran » : « On ne donne sa vie pour une cause ? »

#### SERIE C ET D :

- 1) De l'inconscient au conscient, y a-t-il continuité ou rupture ?
- 2) Pourquoi une science ne peut-elle être considérée comme un ensemble d'opinions ?
- 3) Commentaire d'un texte de Montesquieu sur la liberté.

### ● ORLÈANS

#### SERIE A :

- 1) Désire-t-on cela seul qui a du prix pour les autres ?
- 2) Qu'est-ce qu'un tyran ?
- 3) Explication d'un texte extrait de la Critique de la raison pure, de Kant, sur la morale.

#### SERIE C ET D :

- 1) Une théorie scientifique peut-elle être fautive ?
- 2) Y a-t-il bonheur sans conscience du bonheur ?
- 3) Explication d'un texte extrait de l'Humanisme et Terreur, de Merleau-Ponty.

### ● LILLE

#### SERIE A :

- 1) Le droit n'existe-t-il que par convention ?
- 2) L'exercice de la liberté doit-il être l'objet d'un apprentissage ?
- 3) Explication d'un texte de la Critique de la raison pure, de Kant, sur la morale.

#### SERIE C ET D :

- 1) Une théorie scientifique antérieure et dépassée mérite-t-elle d'être appelée encore « scientifique » ?
- 2) Qu'est-ce qu'un citoyen libre ?
- 3) Texte : extrait des Dialogues de Platon, dans lequel il donne la parole à un adversaire de la philosophie.

### ● MONTPELLIER

#### SERIE A :

- 1) L'imagination est-elle le contraire de la raison ?
- 2) L'homme peut-il être heureux, sachant qu'il doit mourir ?
- 3) Étude d'un texte de Kant.

#### SERIE C ET D :

- 1) A-t-on le droit de changer d'avis ?
- 2) Quelles conditions une autorité est-elle légitime ?
- 3) Étude d'un texte de Pascal.

### ● NANTES

#### SERIE A :

- 1) Le temps est-il ce par quoi toute chose devient périssable ou la dimension même dans laquelle les choses surviennent à l'accomplissement ?
- 2) Étude d'un texte de Pascal.

### ● CLERMONT-FERRAND

#### SERIE C ET D :

- 1) L'homme peut-il être heureux, sachant qu'il doit mourir ?
- 2) Étude d'un texte de Kant.

### ● AMIENS

#### SERIE A :

- 1) L'homme peut-il être heureux, sachant qu'il doit mourir ?
- 2) Étude d'un texte de Kant.

### ● ORLÈANS

#### SERIE A :

- 1) Désire-t-on cela seul qui a du prix pour les autres ?
- 2) Qu'est-ce qu'un tyran ?
- 3) Explication d'un texte extrait de la Critique de la raison pure, de Kant, sur la morale.

#### SERIE C ET D :

- 1) Une théorie scientifique antérieure et dépassée mérite-t-elle d'être appelée encore « scientifique » ?
- 2) Qu'est-ce qu'un citoyen libre ?
- 3) Texte : extrait des Dialogues de Platon, dans lequel il donne la parole à un adversaire de la philosophie.

### ● MONTPELLIER

#### SERIE A :

- 1) L'imagination est-elle le contraire de la raison ?
- 2) L'homme peut-il être heureux, sachant qu'il doit mourir ?
- 3) Étude d'un texte de Kant.

## L'usine du savoir

Quatre bâtiments de sept étages disposés en croix : quatre cages de métal et de verre, bordant la ligne de Soaux, ainsi se présente la « maison des examens (Hauts-de-Seine) à Arcueil ou, depuis 1970, on célèbre le culte de la mémoire.

Jusqu'à 17 et vendredi 18 juin, mille six cents jeunes gens et jeunes filles y passeront leur baccalauréat. Répartis dans huit vastes ateliers de répartition du savoir, comprenant chacun deux cents tables parfaitement alignées et séparées par de larges allées.

Il faut montrer patte blanche pour pénétrer dans cet antre. Etre, en l'occurrence, possesseur d'une convocation ou... d'une caméra de télévision (1). Des vigiles, ceux-là mêmes qui, ordinairement et en tenue de grève, surveillent les universités, filent les entrées.

Jusqu'à 17 et vendredi 18 juin, mille six cents jeunes gens et jeunes filles y passeront leur baccalauréat. Répartis dans huit vastes ateliers de répartition du savoir, comprenant chacun deux cents tables parfaitement alignées et séparées par de larges allées.

Il faut montrer patte blanche pour pénétrer dans cet antre. Etre, en l'occurrence, possesseur d'une convocation ou... d'une caméra de télévision (1). Des vigiles, ceux-là mêmes qui, ordinairement et en tenue de grève, surveillent les universités, filent les entrées.

Jusqu'à 17 et vendredi 18 juin, mille six cents jeunes gens et jeunes filles y passeront leur baccalauréat. Répartis dans huit vastes ateliers de répartition du savoir, comprenant chacun deux cents tables parfaitement alignées et séparées par de larges allées.

Il faut montrer patte blanche pour pénétrer dans cet antre. Etre, en l'occurrence, possesseur d'une convocation ou... d'une caméra de télévision (1). Des vigiles, ceux-là mêmes qui, ordinairement et en tenue de grève, surveillent les universités, filent les entrées.

Jusqu'à 17 et vendredi 18 juin, mille six cents jeunes gens et jeunes filles y passeront leur baccalauréat. Répartis dans huit vastes ateliers de répartition du savoir, comprenant chacun deux cents tables parfaitement alignées et séparées par de larges allées.

Il faut montrer patte blanche pour pénétrer dans cet antre. Etre, en l'occurrence, possesseur d'une convocation ou... d'une caméra de télévision (1). Des vigiles, ceux-là mêmes qui, ordinairement et en tenue de grève, surveillent les universités, filent les entrées.

Jusqu'à 17 et vendredi 18 juin, mille six cents jeunes gens et jeunes filles y passeront leur baccalauréat. Répartis dans huit vastes ateliers de répartition du savoir, comprenant chacun deux cents tables parfaitement alignées et séparées par de larges allées.

Il faut montrer patte blanche pour pénétrer dans cet antre. Etre, en l'occurrence, possesseur d'une convocation ou... d'une caméra de télévision (1). Des vigiles, ceux-là mêmes qui, ordinairement et en tenue de grève, surveillent les universités, filent les entrées.

Jusqu'à 17 et vendredi 18 juin, mille six cents jeunes gens et jeunes filles y passeront leur baccalauréat. Répartis dans huit vastes ateliers de répartition du savoir, comprenant chacun deux cents tables parfaitement alignées et séparées par de larges allées.

Il faut montrer patte blanche pour pénétrer dans cet antre. Etre, en l'occurrence, possesseur d'une convocation ou... d'une caméra de télévision (1). Des vigiles, ceux-là mêmes qui, ordinairement et en tenue de grève, surveillent les universités, filent les entrées.

Jusqu'à 17 et vendredi 18 juin, mille six cents jeunes gens et jeunes filles y passeront leur baccalauréat. Répartis dans huit vastes ateliers de répartition du savoir, comprenant chacun deux cents tables parfaitement alignées et séparées par de larges allées.

Il faut montrer patte blanche pour pénétrer dans cet antre. Etre, en l'occurrence, possesseur d'une convocation ou... d'une caméra de télévision (1). Des vigiles, ceux-là mêmes qui, ordinairement et en tenue de grève, surveillent les universités, filent les entrées.

Jusqu'à 17 et vendredi 18 juin, mille six cents jeunes gens et jeunes filles y passeront leur baccalauréat. Répartis dans huit vastes ateliers de répartition du savoir, comprenant chacun deux cents tables parfaitement alignées et séparées par de larges allées.

Il faut montrer patte blanche pour pénétrer dans cet antre. Etre, en l'occurrence, possesseur d'une convocation ou... d'une caméra de télévision (1). Des vigiles, ceux-là mêmes qui, ordinairement et en tenue de grève, surveillent les universités, filent les entrées.

Jusqu'à 17 et vendredi 18 juin, mille six cents jeunes gens et jeunes filles y passeront leur baccalauréat. Répartis dans huit vastes ateliers de répartition du savoir, comprenant chacun deux cents tables parfaitement alignées et séparées par de larges allées.

Il faut montrer patte blanche pour pénétrer dans cet antre. Etre, en l'occurrence, possesseur d'une convocation ou... d'une caméra de télévision (1). Des vigiles, ceux-là mêmes qui, ordinairement et en tenue de grève, surveillent les universités, filent les entrées.

Jusqu'à 17 et vendredi 18 juin, mille six cents jeunes gens et jeunes filles y passeront leur baccalauréat. Répartis dans huit vastes ateliers de répartition du savoir, comprenant chacun deux cents tables parfaitement alignées et séparées par de larges allées.

Il faut montrer patte blanche pour pénétrer dans cet antre. Etre, en l'occurrence, possesseur d'une convocation ou... d'une caméra de télévision (1). Des vigiles, ceux-là mêmes qui, ordinairement et en tenue de grève, surveillent les universités, filent les entrées.

Jusqu'à 17 et vendredi 18 juin, mille six cents jeunes gens et jeunes filles y passeront leur baccalauréat. Répartis dans huit vastes ateliers de répartition du savoir, comprenant chacun deux cents tables parfaitement alignées et séparées par de larges allées.

Il faut montrer patte blanche pour pénétrer dans cet antre. Etre, en l'occurrence, possesseur d'une convocation ou... d'une caméra de télévision (1). Des vigiles, ceux-là mêmes qui, ordinairement et en tenue de grève, surveillent les universités, filent les entrées.

Jusqu'à 17 et vendredi 18 juin, mille six cents jeunes gens et jeunes filles y passeront leur baccalauréat. Répartis dans huit vastes ateliers de répartition du savoir, comprenant chacun deux cents tables parfaitement alignées et séparées par de larges allées.

Il faut montrer patte blanche pour pénétrer dans cet antre. Etre, en l'occurrence, possesseur d'une convocation ou... d'une caméra de télévision (1). Des vigiles, ceux-là mêmes qui, ordinairement et en tenue de grève, surveillent les universités, filent les entrées.

Jusqu'à 17 et vendredi 18 juin, mille six cents jeunes gens et jeunes filles y passeront leur baccalauréat. Répartis dans huit vastes ateliers de répartition du savoir, comprenant chacun deux cents tables parfaitement alignées et séparées par de larges allées.

Il faut montrer patte blanche pour pénétrer dans cet antre. Etre, en l'occurrence, possesseur d'une convocation ou... d'une caméra de télévision (1). Des vigiles, ceux-là mêmes qui, ordinairement et en tenue de grève, surveillent les universités, filent les entrées.

Jusqu'à 17 et vendredi 18 juin, mille six cents jeunes gens et jeunes filles y passeront leur baccalauréat. Répartis dans huit vastes ateliers de répartition du savoir, comprenant chacun deux cents tables parfaitement alignées et séparées par de larges allées.

Il faut montrer patte blanche pour pénétrer dans cet antre. Etre, en l'occurrence, possesseur d'une convocation ou... d'une caméra de télévision (1). Des vigiles, ceux-là mêmes qui, ordinairement et en tenue de grève, surveillent les universités, filent les entrées.

Jusqu'à 17 et vendredi 18 juin, mille six cents jeunes gens et jeunes filles y passeront leur baccalauréat. Répartis dans huit vastes ateliers de répartition du savoir, comprenant chacun deux cents tables parfaitement alignées et séparées par de larges allées.

Il faut montrer patte blanche pour pénétrer dans cet antre. Etre, en l'occurrence, possesseur d'une convocation ou... d'une caméra de télévision (1). Des vigiles, ceux-là mêmes qui, ordinairement et en tenue de grève, surveillent les universités, filent les entrées.

## SOCIÉTÉ

### Un manifeste demande l'adoucissement de la législation sur le cannabis

Le quotidien Libération du 18 juin publie le texte d'un appel signé par cent cinquante personnes qui déclarent « avoir déjà fumé du cannabis » et en réclament la « dépénalisation » en France. Les signataires de cet appel — baptisé « Du 18 juin » — écrivent notamment :

« Cigarettes, pastis, aspirine, café, gros rouge, calmants font partie de notre vie quotidienne. En revanche, un simple « joint » de cannabis (sous ses différentes formes : « hashish », « gaufrette », « kif », « huile ») peut vous conduire en prison ou chez un psychiatre. (...) Dans de nombreux pays déjà, États-Unis (Californie, Oregon, Alaska), Pays-Bas, Canada, la législation sur le cannabis a été considérablement adoucie. En France, on continue d'entretenir la confusion entre drogues dures et drogues douces, gros trafic, petits intermédiaires et simples usagers. Cela permet de maintenir et renforcer une répression de plus en plus lourde (...).

« Or des milliers et des milliers de personnes fument du cannabis aujourd'hui en France, dans les bureaux, les lycées, les facultés, les bureaux, les usines, les ministères les casernes, les concerts, les congrès politiques, chez elles, dans la rue. Tout le monde le sait. C'est pour lever ce silence hypocrite que nous déclarons publiquement avoir déjà fumé du cannabis en diverses occasions et avoir, éventuellement, l'intention de récidiver. (...) »

Les signataires demandent « la dépénalisation totale du cannabis » et « y compris pour son introduction sur le territoire français en quantités de consommation courante » et l'ouverture de « centres d'information sur les substances psychotropes », de l'Alcool à l'héroïne en passant par les médicaments. Ils précisent, enfin, qu'ils ne lancent pas « un appel à la consommation » mais que leur texte « vise seulement à mettre fin à une situation absurde ».

Fautes de signature, on relève les noms de : Jean-François Biot, François Biot, Romain Bouteille, Pierre Boudier, Jacques Laurent, Jean-François Chastel, Copi, Pierre Clémenti, Emile Coperman, docteur Jean Carpentier, Gilles Delmas, David, Philippe Drille, Patrick Font, Bernard de Fréminville, André Glucksmann, Alain Guérin, Félix Guattari, Gédéon, Gél, Isabelle Huppert, Alain Jaurès, Jean-Marc Lévy-Leblond, Maxime Le Forestier, Jean-François Liotard, Valérie Lagrange, Bernadette Laiton, Henri Lelièvre, Mandryka, Colette Menet, Nicole Michols, Edgar Morin, M. Marceau-Ponty, Pierre-Jean Oswald, Bulle Ogier, Marcelin, Pignat, Christiane Rochefort, Denis Roche, Philippe Solers, Jérôme Savary, Topor...

« Les signataires demandent « la dépénalisation totale du cannabis » et « y compris pour son introduction sur le territoire français en quantités de consommation courante » et l'ouverture de « centres d'information sur les substances psychotropes », de l'Alcool à l'héroïne en passant par les médicaments. Ils précisent, enfin, qu'ils ne lancent pas « un appel à la consommation » mais que leur texte « vise seulement à mettre fin à une situation absurde ».

Fautes de signature, on relève les noms de : Jean-François Biot, François Biot, Romain Bouteille, Pierre Boudier, Jacques Laurent, Jean-François Chastel, Copi, Pierre Clémenti, Emile Coperman, docteur Jean Carpentier, Gilles Delmas, David, Philippe Drille, Patrick Font, Bernard de Fréminville, André Glucksmann, Alain Guérin, Félix Guattari, Gédéon, Gél, Isabelle Huppert, Alain Jaurès, Jean-Marc Lévy-Leblond, Maxime Le Forestier, Jean-François Liotard, Valérie Lagrange, Bernadette Laiton, Henri Lelièvre, Mandryka, Colette Menet, Nicole Michols, Edgar Morin, M. Marceau-Ponty, Pierre-Jean Oswald, Bulle Ogier, Marcelin, Pignat, Christiane Rochefort, Denis Roche, Philippe Solers, Jérôme Savary, Topor...

« Les signataires demandent « la dépénalisation totale du cannabis » et « y compris pour son introduction sur le territoire français en quantités de consommation courante » et l'ouverture de « centres d'information sur les substances psychotropes », de l'Alcool à l'héroïne en passant par les médicaments. Ils précisent, enfin, qu'ils ne lancent pas « un appel à la consommation » mais que leur texte « vise seulement à mettre fin à une situation absurde ».

Fautes de signature, on relève les noms de : Jean-François Biot, François Biot, Romain Bouteille, Pierre Boudier, Jacques Laurent, Jean-François Chastel, Copi, Pierre Clémenti, Emile Coperman, docteur Jean Carpentier, Gilles Delmas, David, Philippe Drille, Patrick Font, Bernard de Fréminville, André Glucksmann, Alain Guérin, Félix Guattari, Gédéon, Gél, Isabelle Huppert, Alain Jaurès, Jean-Marc Lévy-Leblond, Maxime Le Forestier, Jean-François Liotard, Valérie Lagrange, Bernadette Laiton, Henri Lelièvre, Mandryka, Colette Menet, Nicole Michols, Edgar Morin, M. Marceau-Ponty, Pierre-Jean Oswald, Bulle Ogier, Marcelin, Pignat, Christiane Rochefort, Denis Roche, Philippe Solers, Jérôme Savary, Topor...

« Les signataires demandent « la dépénalisation totale du cannabis » et « y compris pour son introduction sur le territoire français en quantités de consommation courante » et l'ouverture de « centres d'information sur les substances psychotropes », de l'Alcool à l'héroïne en passant par les médicaments. Ils précisent, enfin, qu'ils ne lancent pas « un appel à la consommation » mais que leur texte « vise seulement à mettre fin à une situation absurde ».

Fautes de signature, on relève les noms de : Jean-François Biot, François Biot, Romain Bouteille, Pierre Boudier, Jacques Laurent, Jean-François Chastel, Copi, Pierre Clémenti, Emile Coperman, docteur Jean Carpentier, Gilles Delmas, David, Philippe Drille, Patrick Font, Bernard de Fréminville, André Glucksmann, Alain Guérin, Félix Guattari, Gédéon, Gél, Isabelle Huppert, Alain Jaurès, Jean-Marc Lévy-Leblond, Maxime Le Forestier, Jean-François Liotard, Valérie Lagrange, Bernadette Laiton, Henri Lelièvre, Mandryka, Colette Menet, Nicole Michols, Edgar Morin, M. Marceau-Ponty, Pierre-Jean Oswald, Bulle Ogier, Marcelin, Pignat, Christiane Rochefort, Denis Roche, Philippe Solers, Jérôme Savary, Topor...

« Les signataires demandent « la dépénalisation totale du cannabis » et « y compris pour son introduction sur le territoire français en quantités de consommation courante » et l'ouverture de « centres d'information sur les substances psychotropes », de l'Alcool à l'héroïne en passant par les médicaments. Ils précisent, enfin, qu'ils ne lancent pas « un appel à la consommation » mais que leur texte « vise seulement à mettre fin à une situation absurde ».

Fautes de signature, on relève les noms de : Jean-François Biot, François Biot, Romain Bouteille, Pierre Boudier, Jacques Laurent, Jean-François Chastel, Copi, Pierre Clémenti, Emile Coperman, docteur Jean Carpentier, Gilles Delmas, David, Philippe Drille, Patrick Font, Bernard de Fréminville, André Glucksmann, Alain Guérin, Félix Guattari, Gédéon, Gél, Isabelle Huppert, Alain Jaurès, Jean-Marc Lévy-Leblond, Maxime Le Forestier, Jean-François Liotard, Valérie Lagrange, Bernadette Laiton, Henri Lelièvre, Mandryka, Colette Menet, Nicole Michols, Edgar Morin, M. Marceau-Ponty, Pierre-Jean Oswald, Bulle Ogier, Marcelin, Pignat, Christiane Rochefort, Denis Roche, Philippe Solers, Jérôme Savary, Topor...

« Les signataires demandent « la dépénalisation totale du cannabis » et « y compris pour son introduction sur le territoire français en quantités de consommation courante » et l'ouverture de « centres d'information sur les substances psychotropes », de l'Alcool à l'héroïne en passant par les médicaments. Ils précisent, enfin, qu'ils ne lancent pas « un appel à la consommation » mais que leur texte « vise seulement à mettre fin à une situation absurde ».

Fautes de signature, on relève les noms de : Jean-François Biot, François Biot, Romain Bouteille, Pierre Boudier, Jacques Laurent, Jean-François Chastel, Copi, Pierre Clémenti, Emile Coperman, docteur Jean Carpentier, Gilles Delmas, David, Philippe Drille, Patrick Font, Bernard de Fréminville, André Glucksmann, Alain Guérin, Félix Guattari, Gédéon, Gél, Isabelle Huppert, Alain Jaurès, Jean-Marc Lévy-Leblond, Maxime Le Forestier, Jean-François Liotard, Valérie Lagrange, Bernadette Laiton, Henri Lelièvre, Mandryka, Colette Menet, Nicole Michols, Edgar Morin, M. Marceau-Ponty, Pierre-Jean Oswald, Bulle Ogier, Marcelin, Pignat, Christiane Rochefort, Denis Roche, Philippe Solers, Jérôme Savary, Topor...

« Les signataires demandent « la dépénalisation totale du cannabis » et « y compris pour son introduction sur le territoire français en quantités de consommation courante » et l'ouverture de « centres d'information sur les substances psychotropes », de l'Alcool à l'héroïne en passant par les médicaments. Ils précisent, enfin, qu'ils ne lancent pas « un appel à la consommation » mais que leur texte « vise seulement à mettre fin à une situation absurde ».

Fautes de signature, on relève les noms de : Jean-François Biot, François Biot, Romain Bouteille, Pierre Boudier, Jacques Laurent, Jean-François Chastel, Copi, Pierre Clémenti, Emile Coperman, docteur Jean Carpentier, Gilles Delmas, David, Philippe Drille, Patrick Font, Bernard de Fréminville, André Glucksmann, Alain Guérin, Félix Guattari, Gédéon, Gél, Isabelle Huppert, Alain Jaurès, Jean-Marc Lévy-Leblond, Maxime Le Forestier, Jean-François Liotard, Valérie Lagrange, Bernadette Laiton, Henri Lelièvre, Mandryka, Colette Menet, Nicole Michols, Edgar Morin, M. Marceau-Ponty, Pierre-Jean Oswald, Bulle Ogier, Marcelin, Pignat, Christiane Rochefort, Denis Roche, Philippe Solers, Jérôme Savary, Topor...

« Les signataires demandent « la dépénalisation totale du cannabis » et « y compris pour son introduction sur le territoire français en quantités de consommation courante » et l'ouverture de « centres d'information sur les substances psychotropes », de l'Alcool à l'héroïne en passant par les médicaments. Ils précisent, enfin, qu'ils ne lancent pas « un appel à la consommation » mais que leur texte « vise seulement à mettre fin à une situation absurde ».

Fautes de signature, on relève les noms de : Jean-François Biot, François Biot, Romain Bouteille, Pierre Boudier, Jacques Laurent, Jean-François Chastel, Copi, Pierre Clémenti, Emile Coperman, docteur Jean Carpentier, Gilles Delmas, David, Philippe Drille, Patrick Font, Bernard de Fréminville, André Glucksmann, Alain Guérin, Félix Guattari, Gédéon, Gél, Isabelle Huppert, Alain Jaurès, Jean-Marc Lévy-Leblond, Maxime Le Forestier, Jean-François Liotard, Valérie Lagrange, Bernadette Laiton, Henri Lelièvre, Mandryka, Colette Menet, Nicole Michols, Edgar Morin, M. Marceau-Ponty, Pierre-Jean Oswald, Bulle Ogier, Marcelin, Pignat, Christiane Rochefort, Denis Roche, Philippe Solers, Jérôme Savary, Topor...

« Les signataires demandent « la dépénalisation totale du cannabis » et « y compris pour son introduction sur le territoire français en quantités de consommation courante » et l'ouverture de « centres d'information sur les substances psychotropes », de l'Alcool à l'héroïne en passant par les médicaments. Ils précisent, enfin, qu'ils ne lancent pas « un appel à la consommation » mais que leur texte « vise seulement à mettre fin à une situation absurde ».

Fautes de signature, on relève les noms de : Jean-François Biot, François Biot, Romain Bouteille, Pierre Boudier, Jacques Laurent, Jean-François Chastel, Copi, Pierre Clémenti, Emile Coperman, docteur Jean Carpentier, Gilles Delmas, David, Philippe Drille, Patrick Font, Bernard de Fréminville, André Glucksmann, Alain Guérin, Félix Guattari, Gédéon, Gél, Isabelle Huppert, Alain Jaurès, Jean-Marc Lévy-Leblond, Maxime Le Forestier, Jean-François Liotard, Valérie Lagrange, Bernadette Laiton, Henri Lelièvre, Mandryka, Colette Menet, Nicole Michols, Edgar Morin, M. Marceau-Ponty, Pierre-Jean Oswald, Bulle Ogier, Marcelin, Pignat, Christiane Rochefort, Denis Roche, Philippe Solers, Jérôme Savary, Topor...

« Les signataires demandent « la dépénalisation totale du cannabis » et « y compris pour son introduction sur le territoire français en quantités de consommation courante » et l'ouverture de « centres d'information sur les substances psychotropes », de l'Alcool à l'héroïne en passant par les médicaments. Ils précisent, enfin, qu'ils ne lancent pas « un appel à la consommation » mais que leur texte « vise seulement à mettre fin à une situation absurde ».

Fautes de signature, on relève les noms de : Jean-François Biot, François Biot, Romain Bouteille, Pierre Boudier, Jacques Laurent, Jean-François Chastel, Copi, Pierre Clémenti, Emile Coperman, docteur Jean Carpentier, Gilles Delmas, David, Philippe Drille, Patrick Font, Bernard de Fréminville, André Glucksmann, Alain Guérin, Félix Guattari, Gédéon, Gél, Isabelle Huppert, Alain Jaurès, Jean-Marc Lévy-Leblond, Maxime Le Forestier, Jean-François Liotard, Valérie Lagrange, Bernadette Laiton, Henri Lelièvre, Mandryka, Colette Menet, Nicole Michols, Edgar Morin, M. Marceau-Ponty, Pierre-Jean Oswald, Bulle Ogier, Marcelin, Pignat, Christiane Rochefort, Denis Roche, Philippe Solers, Jérôme Savary, Topor...

« Les signataires demandent « la dépénalisation totale du cannabis » et « y compris pour son introduction sur le territoire français en quantités de consommation courante » et l'ouverture de « centres d'information sur les substances psychotropes », de l'Alcool à l'héroïne en passant par les médicaments. Ils précisent, enfin, qu'ils ne lancent pas « un appel à la consommation » mais que leur texte « vise seulement à mettre fin à une situation absurde ».

Fautes de signature, on relève les noms de : Jean-François Biot, François Biot, Romain Bouteille, Pierre Boudier, Jacques Laurent, Jean-François Chastel, Copi, Pierre Clémenti, Emile Coperman, docteur Jean Carpentier, Gilles Delmas, David, Philippe Drille, Patrick Font, Bernard de Fréminville, André Glucksmann, Alain Guérin, Félix Guattari, Gédéon, Gél, Isabelle Huppert, Alain Jaurès, Jean-Marc Lévy-Leblond, Maxime Le Forestier, Jean-François Liotard, Valérie Lagrange, Bernadette Laiton, Henri Lelièvre, Mandryka, Colette Menet, Nicole Michols, Edgar Morin, M. Marceau-Ponty, Pierre-Jean Oswald, Bulle Ogier, Marcelin, Pignat, Christiane Rochefort, Denis Roche, Philippe Solers, Jérôme Savary, Topor...

« Les signataires demandent « la dépénalisation totale du cannabis » et « y compris pour son introduction sur le territoire français en quantités de consommation courante » et l'ouverture de « centres d'information sur les substances psychotropes », de l'Alcool à l'héroïne en passant par les médicaments. Ils précisent, enfin, qu'ils ne lancent pas « un appel à la consommation » mais que leur texte « vise seulement à mettre fin à une situation absurde ».

Fautes de signature, on relève les noms de : Jean-François Biot, François Biot, Romain Bouteille, Pierre Boudier, Jacques Laurent, Jean-François Chastel, Copi, Pierre Clémenti, Emile Coperman, docteur Jean Carpentier, Gilles Delmas, David, Philippe Drille, Patrick Font, Bernard de Fréminville, André Glucksmann, Alain Guérin, Félix Guattari, Gédéon, Gél, Isabelle Huppert, Alain Jaurès, Jean-Marc Lévy-Leblond, Maxime Le Forestier, Jean-François Liotard, Valérie Lagrange, Bernadette Laiton, Henri Lelièvre, Mandryka, Colette Menet, Nicole Michols, Edgar Morin, M. Marceau-Ponty, Pierre-Jean Oswald, Bulle Ogier, Marcelin, Pignat, Christiane Rochefort, Denis Roche, Philippe Solers, Jérôme Savary, Topor...

« Les signataires demandent « la dépénalisation totale du cannabis » et « y compris pour son introduction sur le territoire français en quantités de consommation courante » et l'ouverture de « centres d'information sur les substances psychotropes », de l'Alcool à l'héroïne en passant par les médicaments. Ils précisent, enfin, qu'ils ne lancent pas « un appel à la consommation » mais que leur texte « vise seulement à mettre fin à une situation absurde ».



# Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

## Les difficultés d'« un autre Portugal »

### LA RÉVOLUTION dans la course aux devises

« Éviter les pays « troubles », explique M. Manuel Rocha, directeur des études et des programmes à la Direction générale du tourisme. Pour lui, le seul avantage évident du tourisme c'est de rapporter des devises. « Il ne s'agit, pour l'instant, que d'une politique du court terme », explique le ministre du commerce extérieur et du tourisme, M. Jorge Campinos, « par la suite, nous réorienterons le secteur en le diversifiant, mais il faut d'abord rentabiliser ce qui existe et terminer ce qui a été commencé ».

À la Direction générale, on met ainsi tout en œuvre pour effacer les « mauvais souvenirs » de l'an dernier. Le slogan « La liberté d'est contigieux » a été remplacé par « Un autre Portugal » plus ambigu, plus rassurant aussi. Aux États-Unis, on a lancé dans les écoles un grand concours pour « sensibiliser » les enfants et leur apprendre à aimer le pays. On vend le soleil à pleins rayons, et là où l'an dernier on voyait des collégiés et des tulleils on affiche à présent des touristes. On construit deux mille cinq cents lits pour l'immédiat. Le Club Méditerranée est arrivé. Déjà on enregistre en avril une augmentation des visiteurs de 41 % par rapport à l'an dernier, et l'on attendra vraisemblablement pour l'ensemble de l'année les chiffres de 1974. Des raisons donc d'être optimistes malgré les obstacles, conséquences des acquis sociaux ou de la décolonisation.

La situation de l'hôtellerie n'est pas florissante en effet : un personnel pléthorique, des établissements sous-occupés, des menaces de grève, ont fait reculer le pouvoir à la veille de la saison des vacances, mais cela ne fait que remettre à plus tard la nécessaire reorganisation du secteur. Ce n'est que grâce à la présence des « retournés » (rapatriés) dans les établissements qu'on a pu éviter d'aggraver le déficit de l'été 1975.

Aujourd'hui, ces réfugiés d'Angola ou du Mozambique, hébergés et nourris depuis des mois par l'État et qui mènent là, tant bien que mal, leur vie de famille, pendant leur linge aux fenêtres des « quatre étoiles » et poursuivant leurs enfants turbulents dans les piscines, ne risquent-ils pas de faire

de suite reconvertir le secteur. Le tourisme de luxe n'a plus de raison d'être au Portugal. « Puis ce professeur d'économie à l'allure modeste, le tourisme n'est pas une manne : il est cause de la montée des prix, des déséquilibres régionaux, il transforme rapidement les mœurs des habitants. On reproche surtout à M. de Moura d'avoir, alors qu'il était au gouvernement, rapporté les propos d'un ami : « Le tourisme, c'est la prostitution du peuple. » Une idée que ne partagent évidemment pas les dirigeants actuels.

On peut s'étonner cependant qu'un tel débat soit si souvent esquivé dans ce pays où l'on veut tout refaire, et l'on peut s'interroger sur ce que M. Jorge Campinos veut dire quand il déclare : « Nous devons gagner la bataille du tourisme pour gagner la révolution. » Aussi, pour M. Teotonio Pereira, membre du MES (Mouvement de la gauche socialiste), la politique du tourisme est-elle un bon exemple de l'action du gouvernement provisoire qui « cherche à s'intégrer dans la petite Europe capitaliste ».

#### Sortir des rails

Pouvait-on et aisément sortir des rails de ce réalisme si décevant pour certains ? Un véritable projet de tourisme dans l'intérêt des Portugais pouvait-il voir le jour, étant donné l'indifférence générale où le secteur est tenu ? Seuls les travailleurs de la branche hôtelière ont fait des propositions au gouvernement : elles n'ont pas été acceptées. Les ministres qui, sous Vasco Gonçalves, ont pris des initiatives audacieuses n'ont pas trouvé un appui populaire suffisant et passent aujourd'hui, au nom des réalités, pour des idéalistes.

Les dirigeants actuels donnent l'impression de ne pas vouloir s'écarter du schéma classique : touristes = rentrées de devises. Mais, le Portugal qui sort à peine d'une ère de colonisation qui le laisse sous-équipé et affaibli devra-t-il, une fois encore, se tourner vers l'extérieur pour trouver son équilibre économique ? Le réalisme peut bien résoudre ce problème, mais doit-il pour autant s'expliquer les différences ? N'est-il pas inattendu qu'un ancien sous-secrétaire au tourisme sous Salazar dise à qui veut l'entendre : « Quant à moi, je suis très satisfait de l'actuelle politique du tourisme. Nous ne faisons pas autrement. » Il n'est pas vrai que rien ne soit changé : socialisme et tourisme de luxe peuvent même aller ensemble, mais ce sera difficile à réaliser... comme la démocratisation du golf.

CHRISTIAN COLOMBANI.

## ÉTÉ 36

Été 36 : du jour au lendemain, des centaines de milliers de Français découvrent que, grâce aux congés payés, à côté du monde du travail, il en existe un autre : celui des vacances. Rien n'était préparé pour leur permettre de le découvrir, de l'imaginer même. D'où cette immense kermesse improvisée sur les routes, sur les plages, vers les parents de province... dont ceux qui s'en souviennent parlent encore avec une lueur d'éblouissement dans les yeux. Une sorte de « scandale » : pour la première fois, on voyait les travailleurs pour ne pas travailler. Pire : on nommait un ministre pour apprendre aux Français à ne rien faire. Car il fallait le leur apprendre...

Le mouvement était lancé. Qui aujourd'hui oserait contester le droit aux loisirs ? Ces loisirs qui ont permis de voir des plus florissantes industries du monde.

Victoire trop complète. Certains s'interrogent. N'a-t-on pas, abrégé par le saut d'éclair les conquêtes sur la durée du travail et les congés payés (deux semaines, puis trois et quatre, bientôt cinq), publié ce qui faisait le véritable esprit de 36 : permettre au plus grand nombre, et, finalement, à tous de découvrir dans la parenthèse de l'été une nouvelle occasion de se rencontrer pour s'épanouir ? La « récupération » n'était pas inévitable. Les vacances devaient être organisées ; était-il nécessaire qu'elles soient commercialisées jusqu'à devenir, par ce biais, un privilège réservé à ceux qui peuvent les acheter ? Été 36. Été 76. Où est passée la générosité ?

(Lire page 19.)

## UNE ÎLE TROP REMUANTE

### LA CORSE SUR LA LISTE D'ATTENTE

UN million de touristes, dont soixante pour cent d'étrangers, ont séjourné en Corse en 1975. Combien seront-ils cette année ? A cette question que l'on se pose avec une certaine inquiétude en raison des événements mais plus encore en raison de l'écho qui leur est donné — il est impossible d'apporter une réponse à la veille de l'ouverture de la grande saison.

On se posait la même question l'an dernier à la même époque : on a finalement constaté une augmentation de la fréquentation touristique de l'ordre de 7 %, en dépit de quelques annulations en septembre, après le drame d'Aléria.

Les premières statistiques pour 1976, qui portent sur les mois de janvier à avril, font ressortir une augmentation de 11 % du trafic maritime et aérien. En mai, en revanche, la diminution est de l'ordre de 10 %, très inégalement répartie selon les régions. Elle

semble moins toucher le sud que le nord de l'île et la plaine orientale, où la clientèle allemande (un quart des étrangers en 1975) et suisse vient volontiers. Dans la région d'Alajaccio, en effet, les congrès de printemps ont été plus nombreux que les années précédentes, ainsi que les voyages organisés en faveur du troisième âge.

#### Moins d'Allemands

Pour l'ensemble de cette période, le déplacement des vacances scolaires et celui des fêtes pascales ont certainement modifié les courants touristiques. À preuve, les achats de devises étrangères, qui accusent, pour le premier trimestre, une diminution de 17 %, et, en conclusion, fait observer la Banque de France, très largement imputable à la détérioration du cours de la lire.

En mai et juin, les étrangers sont venus moins nombreux. Le fait que, sur le continent, certaines régions proposent des locations meublées à des tarifs évidemment très inférieurs à ceux de l'hôtellerie insulaire, est sans doute à prendre en considération. Les perspectives estivales demeurent toutefois encourageantes. Pour juillet, certains hôtels sont complets si d'autres ne le sont pas encore. Pour août, tous les hôtels affichent pratiquement « complet ». Quant à septembre, c'est une clientèle — tout à fait différente qui débarque dans l'île ; les réservations n'ont généralement lieu qu'au début de l'été.

À la mi-juin, les réservations du Club Méditerranée, qui possède trois villages en Corse, sont inférieures de 20 % aux prévisions. Treize mille trois cents inscriptions contre quatre mille cent l'an dernier à la même époque. « La baisse du pouvoir d'achat

autant que le poids des événements expliquent ce léger recul », indique M. Gilbert Trigano, « patron » du Club. Parmi les futurs « gentils membres », on relève beaucoup moins d'Allemands mais davantage d'Italiens.

La Financière Omnium, qui commercialise un lotissement d'une centaine d'habitations près de Porto-Vecchio — le domaine de San-Cipriano — continue d'entretenir de « bons contacts » avec sa clientèle et de nourrir de « bons espoirs ». Les responsables de cette société ne doutent pas que des ventes se concluront pendant la prochaine saison d'été.

S'il est évident que le drame d'Aléria, puis les manifestations qui ont suivi à Bastia, Ajaccio et Corte, ont pu, en 1975, laisser croire que la Corse était en état de siège ou vivait dans la gêne, il est certain également que le procès Simeoni, venant après

la nuit du 5 mai dernier, au cours de laquelle une vingtaine d'attentats au plastique furent commis par le Front national de libération (F.N.L.), a pu jeter le trouble dans les esprits. D'autant que les séquences télévisées et les titres alarmants de certains journaux ne sont guère, dans cet ordre d'idées, une invitation au voyage.

Le malaise, pourtant, se dissipe dès que l'on pose le pied en Corse. Le soleil y brille de tous ses feux ; les plages sont déjà très fréquentées ; les forêts sont paisibles ; la montagne offre de séduisantes randonnées. On s'attire à élargir les routes, et le Napoléon, un nouveau car-ferri de 155 mètres (mille huit cent quatre-vingt-seize passagers, cinq cents voitures), va effectuer sa traversée inaugurale Marseille-Ajaccio, le 22 juin.

Ceux qui nourrissent quelques craintes sont surpris de constater que la vie insulaire est celle de tous les jours, et ils observent en fin de compte que le pire n'est pas toujours sûr.

PAUL SILVANI.

Venise et la région de la Vénétie désirent informer les amis de l'Italie que le tremblement de terre qui a frappé la région du Frioul n'a pas touché la Vénétie ou la situation est parfaitement normale.

Il n'existe aucun danger du point de vue de la salubrité, ni aucune difficulté d'accueil.

Les villes d'art que les Français connaissent bien : Venise, Vérone, Padoue, Vicence, Trévise, Belluno et Rovigo ; nos stations thermales : Abano, Montégrotto, Galzignano, et notre beau littoral Adriatique de Chioggia au Lido de Venise, Jesolo, Caorle, Bibione, etc., sont, comme vous les avez connus, prêts à recevoir leurs hôtes, toujours bienvenus.

COMM. GIANCARLO GAMBARD  
ASSESSUR AU TOURISME  
REGION VENEZIE.

#### \* DÉCOUVERTE ! AVENTURE !

VOUS AIMEZ LA VIE, LA MER, LE SOLEIL, LES RENCONTRES...

### GRECE. TURQUIE

RENCONTRE 4 SEMAINES DE 1300 à 1600 F

ou à retourner pour documentation INTERNATIONAL ADVENTURE 28 rue Doucet 75014 PARIS 707 41 22

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\* \* \*

attention! plus que 5 jours avant le B.E.P.C.

chaque candidat doit se procurer le



le D.F.C. augmente les chances de réussite à l'examen

DUSSE

en Angleterre cet été ? pour ne pas patauger vite... L'ANGLETERRE DANS VOTRE POCHÉ HATIER 17,35 F

DÉCOUVREZ jsf l'Egypte c'est aussi les Egyptiens 3 semaines 2.550 F

Nombreuses autres possibilités jsf

JEUNES SANS FRONTIÈRE

## L'ANTI-CLUB

Nos petits groupes luxueux de 15 personnes vous permettent de découvrir en profondeur

LES INDES • Inde du Nord - Cashemire et Ladakh - Népal 19 j. 5.675 F ou Rajasthan - Népal 23 j. 6.480 F • Pakistan (Gilgit, Chitral, Penjab) et Inde (Cashemire) 21 j. 6.610 F

AIR ALLIANCE

4, rue de l'Échelle - 75001 Paris 3 bis rue de Valenciennes - 75006 Paris Tel. : 260 74 93 & 44 69 - 325 76 25 ou chez votre agent de voyages







L'HISTOIRE

OL OUVERT

Le monde du tourisme, en France, est en pleine mutation. Les professionnels du secteur, qui ont longtemps été considérés comme des artisans, se transforment en véritables industriels. Cette évolution s'explique par la prise de conscience de la nécessité d'offrir des services de qualité et de répondre aux attentes d'une clientèle de plus en plus exigeante. Les professionnels du tourisme ont donc dû adapter leurs pratiques et leurs offres pour rester compétitifs sur le marché. Cette adaptation a conduit à une professionnalisation accrue du secteur, avec l'apparition de nouvelles structures et de nouvelles méthodes de travail. Les professionnels du tourisme ont ainsi réussi à transformer leur image et à devenir des acteurs majeurs de l'économie française.

André JACQ.

ATHENES-CHYPRE  
A.R. tous les samedis  
Cyprus Airways  
Agent de Voyages au 226 22 93

YVES ROCHER  
100 plantes  
1000 usages  
100 plantes  
1000 usages  
100 plantes  
1000 usages

Transport de joie  
vers les Baléares,  
Pologne et le Maroc  
MASSALIA

k-end  
partez pour Munich  
Lufthansa

Il y a quarante ans, les vacances cessaient d'être un rêve

« HUIT heures de travail, huit heures de repos, huit heures d'éducation... » Nous sommes en 1886 : les syndicats américains et canadiens viennent de décider de faire des vacances de chaque 1<sup>er</sup> mai une journée d'information sur ce thème en forme de mot d'ordre. Ce n'est pas la première fois, dans l'histoire du travail, que des salariés revendiquent des horaires moins impitoyables. En 1776, à Paris, des ouvriers et des apprentis des deux sexes se sont mis en grève. Pour réclamer la journée de quatorze heures, au lieu de passer tout au long de l'année, tout au long de leur existence, seize heures d'affilée dans leurs ateliers.

En 1841, la loi du 22 mars interdit le travail aux enfants de moins de huit ans. En 1891, une loi française fixe à onze heures la journée de travail des femmes et des enfants. Mais il faudra attendre juillet 1906 pour que soit instituée enfin la journée de repos hebdomadaire. En 1919, pour que les textes officiels limitent à quarante-huit heures la durée de travail d'une semaine. En 1928, puis en 1930, de nouvelles dispositions gouvernementales instituent le principe de la retraite à soixante-cinq ans, et celui de la pension y correspondant.

Journée de huit heures, repos hebdomadaire, retraite. Trois succès. Reste encore cependant une revendication, et d'importance : les loisirs. Si certaines catégories de personnes (fonctionnaires, par exemple, ou rares privilégiés dont le patron n'a pas attendu d'être contraint pour leur octroyer des congés) peuvent déjà goûter aux

vacances, la majeure partie des Français les ignore. Mai 1936. Le Front populaire emporte aux élections législatives. Très vite, les revendications restées en suspens de longues années aboutissent. Institution des conventions collectives, augmentation des salaires, création de délégations du personnel auprès des directions d'entreprise, loi sur la

« À partir de là, la voie est ouverte... »

« Quelque chose de tout à fait extraordinaire, une affaire considérable ! » C'est de la sorte que M. Georges Hourdin, le fondateur de la Vie catholique, résume la portée de cette décision, donnée aux Français le droit aux vacances.

« Pour les gens de ma génération — j'avais trente-sept ans à l'époque — le mot « vacances », de rares exceptions près, ne signifiait rien, sinon un rêve... Mon père, un commerçant, n'en a jamais pris ! Et les quatre cinquièmes des Français non plus. Alors, imaginez un peu leurs sentiments, face à cette espèce de « miracle ». S'en aller, quitter l'usine, l'atelier, le bureau, le magasin, le tout payé par l'employeur. »

Tout le monde connaît le film que Jean Renoir entreprit aussitôt de tourner, et qu'il baptisa du seul titre qu'on pouvait lui donner : 1936. Ces couples de tandémistes, le mari et la femme vêtus de la même manière, qui se baladent de la main la caméra au passage et miment le grand brayeur, direction la Manche... Et les trains, les week-ends parisiens pour ouvriers agricoles.

semaine de quarante heures. Et la loi du 20 juin 1936 créait les congés payés. Le monde des travailleurs est en liesse. Plusieurs millions d'hommes et de femmes vont, pour la première fois de leur vie, « partir en vacances ». Quitter leur logement des faubourgs, découvrir qui la mer, qui la montagne, qui la campagne dont sa famille est originaire...

billet de faveur coté 40 % moins cher que le plein tarif, et 50 % pour les groupes.

« Avec l'occupation des usines — toutes les usines de France — l'attribution des congés payés, poursuit Georges Hourdin, restèrent à mes yeux les deux grands phénomènes de cette période de notre histoire. L'occupation des usines par leur personnel, parce que, pour la première fois, même si les choses sont autrement compliquées au plan strictement juridique, pour la première fois, les travailleurs font de leur usine leur « maison », montrant par là qu'ils ont des droits, qu'on la veuille ou non, sur la propriété d'une production à laquelle ils concourent pour une très large part, et que cette production n'est plus (ne sera plus) un monopole du patronat... »

« Les congés payés, parce que, toujours pour la première fois, les travailleurs sont admis à faire valoir leurs droits à participer au progrès de la société qu'ils contribuent à bâtir. Et, enfin, parce que 1936 marque un début : à partir de là la voie est ouverte. Irréversible depuis lors, le processus ne pourra aller désormais

qu'en s'amplifiant ! 36, c'est l'acte de la civilisation des loisirs ! C'est bien pourquoi les congés payés me semblent une étape plus importante, si l'on peut dire, que la semaine de quarante heures, plus importante que les conventions collectives... »

On sait la suite. Pour la première fois un sous-secrétariat d'Etat aux loisirs et aux sports est créé, où vient prendre place Léo Lagrange. Un homme décidé, qui batifolait sans relâche, et favorisait les initiatives dont découlaient aujourd'hui toutes celles qui débouchent sur ce qu'il est convenu d'appeler le « tourisme social ». Sous l'impulsion de Virgile Baril, député des Alpes-Maritimes, les associations de tourisme populaire, les « A.T.P. » comme on les appelle alors, se multiplient, au point qu'il leur faut songer à se fédérer : la Fédération « Partir » voit le jour. Et puis survient la guerre.

La majeure partie de tous ceux — membres d'organisations de jeunesse, d'éducation populaire, militants syndicaux, animateurs de mouvements chrétiens, etc. — qui avaient été à l'origine du « grand chambardement » de 36 se reconcentrent dans les maquis, et trouvent le temps, entre deux coups de main, de songer à un avenir meilleur, et d'y si bien songer que, dès 1944, Tourisme et travail est créé, première association qui, au sortir de quatre ans de tourmente, reprendra le flambeau.

1936, 1976. Il y a seulement quarante ans que les Français, tous les Français, ont le droit de prendre des vacances.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

POINT DE VUE Ils ont trahi Léo Lagrange

par MICHEL SAINT-MARIE (\*)

Il est des célébrations suspectes. Celle du quarantième anniversaire du Front populaire n'échappe pas à la règle. J'aurais aussi commencé, pour certains, pour les mêmes, à être grand après son assassinat. La réaction a été telle de récupérer les voix qui se sont tues, souvent qu'elle a fait laire.

En 1936, Léo Lagrange a trente-six ans. Léo Blum vient de lui confier le sous-secrétariat d'Etat aux sports et aux loisirs, au lendemain de la victoire du Front populaire aux élections législatives. Les accords Matignon ont obtenu en quatre jours, du 4 au 8 juin, ils sont ratifiés par le Parlement le 12. Quatre jours auront donc suffi à Léo Blum et à Léo Lagrange pour que soient reconnus le droit aux loisirs pour tous les travailleurs et réalisées quelques réformes fondamentales : quinze jours de congés payés par an, la semaine de quarante heures répartie en cinq journées de huit heures.

Comment ne pas évoquer loi les réformes de rien dont il est fait aujourd'hui si grand tapage, ces taxes anodines qui ne survivent même pas à l'examen d'une commission parlementaire et qui, conçus pour farder un peu le visage de la droite, accusent davantage ses traits vieillies ? Non, rien de commun avec l'œuvre de Léo Lagrange. Le cadre étant créé, il va maintenant appartenir à la petite équipe des sports et loisirs qu'il anime de son excep-

tionnel dynamisme de « meubler » ce temps libre ainsi dégagé, temps de repos certes, mais aussi temps de vivre, temps du plein air, du sport, de la culture, des vacances... C'est la campagne massive entreprise en faveur des Auberges de la jeunesse et dont les résultats — pour le seul Centre laïque des A.J., en 1935 : quatre-vingt-dix A.J. et dix mille nuitées, 1936 : deux cent vingt-neuf A.J. et vingt-six mille nuitées, — ne passent de commentaires. Ce sont les « billets Lagrange » à 40 % de réduction, qu'utilisent, dès l'été 1936, six cent mille salariés, les billets populaires de week-end, de multiples accords avec l'industrie hôtelière et les syndicats d'initiative ouvrant droit à des tarifs spéciaux, les croisières populaires en Méditerranée, les week-ends parisiens pour ouvriers agricoles.

L'œuvre sportive de Léo Lagrange se traduit par la construction de deux cent cinquante stades des 1936, la création de l'ENSEP, de l'IN.S. et du Conseil supérieur des sports, l'institution du brevet sportif populaire.

De même, des tarifs spéciaux sont largement consentis pour les organisations ouvrières et les mouvements de jeunesse des théâtres et les musées, des aides nombreuses viennent encourager la création théâtrale populaire, de grandes fêtes populaires d'un haut niveau culturel sont alors organisées. L'essentiel de l'apport de Léo Lagrange fut une formidable impulsion donnée en France aux activités de grand air, de loisirs en général.

Mais déjà Léo Lagrange percevait le grondement sourd de la montée des fascismes. Adversaire, au sein du gouvernement, de la politique de non-intervention en Espagne, il voit juste lorsqu'il déclare : « Pensez qu'entre le fascisme et nous la bataille se règlera à coups de fusil. Il faut que, dans cette bataille-là, nous soyons résolus à aller jusqu'au bout. » On connaît la suite, la guerre, la mobilisation, son engagement alors qu'il n'était pas mobilisable. Dans la nuit du 8 au 9 juin 1940, le sous-secrétaire Lagrange tombe près du village d'Evergnicourt, dans l'Aisne, alors qu'il avait un détachement et effectuait une mission de reconnaissance.

Aujourd'hui, il paraît que nous sommes dans la civilisation des loisirs. Même si 50 % des Français ne partent jamais en vacances, nous baignons dans la société artificielle d'une prétendue évasion. Le temps libre n'est plus un temps libérateur. Les successeurs de Léo Lagrange, qui n'auront été en rien ses héritiers, n'ont eu d'autre souci, pour la plupart d'entre eux, que de vider les principes de son action de son contenu social, de récupérer au profit

du capitalisme des idées et des conceptions qui furent à juste titre condamnées en 1936 comme révolutionnaires ; bref, de retourner contre les travailleurs les moyens qu'ils avaient su se donner pour échapper, du moins partiellement, à leur exploitation.

On a livré l'immense domaine du sport, des loisirs, du tourisme et des vacances au secteur commercial, ce qui a entraîné un effort particulier en direction des 7 millions de jeunes de quatorze à vingt-trois ans, chez lesquels ils ont cru déceler des aptitudes particulières à entraîner leurs parents dans la même direction. Cette vaste entreprise, que les événements de mai 1968 ont paru ébranler, ne pouvait être tentée sans la neutralité bienveillante des pouvoirs publics, quand ce n'est pas avec leur assentiment.

L'état que Léo Lagrange avait su donner au mouvement associatif est resté sans lendemain. Il faut reconnaître les immenses mérites des dirigeants des associations qui prennent en charge dans les pires conditions leurs activités éducatives, conduisant ainsi, sous l'œil fort peu coopératif en apparence, et en réalité hostile, de l'Etat, un apprentissage effectif de la démocratie et de la responsabilité limitée du fait de l'existence de leurs moyens à un nombre bien trop restreint d'usagers.

Le domaine sportif a été délibérément occupé au moment de l'élection nationale et d'une authentique pratique de masse. Le sport-spectacle que Léo Lagrange dénonçait déjà en 1936 a tout envahi, donnant à la nation l'illusion qu'elle est sportive et à une minorité sans scrupules, la réalité de bénéfices incalculables. De même, le budget de la jeunesse et des sports est ridicule (0,75 % de celui de l'Etat), pour l'ampleur des besoins à satisfaire, mais suffisant, il faut en convenir, pour contenir les activités socio-culturelles et sportives dans les limites imparties par l'idéologie dominante.

On comprend, dans ces conditions, que l'Etat reste sourd à cette exigence des socialistes de constituer un secteur sportif non commercial et non lucratif, et par conséquent de regrouper les associations et les collectivités locales en attendant que l'Etat lui-même accepte d'assurer la réussite de cette expérience.

1936 fut une cassure décisive et le premier acte d'une rupture définitive. Léo Lagrange aimait à dire qu'il n'avait d'autre but que de « recréer le sens de la joie et le sens de la dignité ». De nos jours, une certaine tristesse entoure notre jeunesse, que l'on dit volontiers désabusée. Un gouvernement de gauche aurait pour tâche essentielle de lui faire aimer la vie, une vie qu'avec son concours il a l'ambition de changer.

(\*) Député de la Gironde. Délégué national du parti socialiste aux sports et loisirs.

contredisez ou contredites ?  
VOUS vite BESCHERELLE  
dictionnaire des 8000 verbes  
HATIER 1145 F

FOIRE AUX ANTIQUAIRES  
ET ARTISANS D'ART  
les 19, 20 et 21 JUIN  
à VILLERS-COTTERETS (02)  
100 exposants sans le marché couvert et sur la place du Marché  
Ouvert de 10 h. à 20 h.

L'ANGLETERRE  
PULVERISE LES PRIX  
des affaires en or  
pour vos vacances  
profitez en...  
EMBARQUEZ !

Réviser vos projets.  
Plus que jamais, l'Angleterre est une mine d'or. En effet, le change n'a jamais été aussi favorable pour ceux qui veulent, pendant leurs vacances, joindre l'utile à l'agréable. Pour vous cet été, tout est moins cher : l'hôtellerie, le carburant et tous les articles du commerce sur lesquels vous réaliserez d'importantes économies. Avant de partir ailleurs, réfléchissez bien !

Choisissez la ligne  
qui vous convient le mieux  
TOWNSEND THORESEN vous propose un grand choix de lignes et de départs :

- CALAIS-DOUVRES
- CHERBOURG-SOUTHAMPTON
- CHERBOURG-PORTSMOUTH
- LE HAVRE-SOUTHAMPTON
- ZEEBRUGGE-FELIXSTOWE
- ZEEBRUGGE-DOUVRES.

La situation géographique des ports permet l'accès rapide aux différentes régions du Pays : Kent, littoral sud, Pays de Galles, Région Ouest, Midlands, ainsi que LONDRES bien entendu.

'Croisière-Découverte' Paquet

"La Méditerranéenne"  
13 jours/10 escales : 2 495 à 7 000 F.

Toulon/Palermo/Malte/Nauplie/Lesbros/Rhodes/Alexandrie/Haïfa/Le Pirée/Syracuse/Capri/Toulon. Départs les samedis 3, 17, 31 juillet; 14, 28 août; 11, 25 septembre; 9, 23 octobre; 6, 20 novembre; 4 décembre.

Sur un navire heureux : "Azur" — cabines confortables, solarium, piscine, volley, bowling, cinéma, danse, night-club, causeries avec projections, Luna-Park, etc., sans oublier la bonne chère !

... des croisières "décontractées" : en mer à terre, libre comme l'air ! Libre de visiter les temples grecs et les pyramides, ou de préférer la baignade ou la balade à vélo.

Renseignements et documentation : toutes agences de voyages.

CROISIÈRES  
PAQUET  
DECOUVERTE  
Prenez le large avec Paquet !

VAL D'ISERE  
c'est aussi l'été  
CAR VAL D'ISERE, L'ÉTÉ C'EST :  
LE SKI SOLEIL SUR GLACIER  
• les stages d'initiation et de perfectionnement à la compétition (vidéo - tests chronométrés)  
• le ski à pogo en toute liberté  
C'EST ÉGALEMENT LE REPOS DÉTENTE  
• (piscine, balnéothérapie, cheval, pêche, trail-trap, randonnée) et bien entendu LES SAFARI PHOTOS et les STAGES TENNIS FINE TEMPS.

TOWNSEND THORESEN  
European Ferries  
Quel que soit le port de départ, celui-ci est desservi par des autoroutes ou des routes principales.  
Pour quelques jours ?...  
Minitour TOWNSEND THORESEN  
Petite escapade de courte durée (de 48 heures jusqu'à 5 jours), le MINITOUR est la formule idéale pour ceux qui ne disposent que de quelques jours.  
Elle vous fait bénéficier de tarifs forfaitaires très avantageux.  
Avec TOWNSEND THORESEN, l'Angleterre est toute proche pour un week-end ou un court séjour « pas comme les autres ».  
Pour plus amples informations, retournez-nous le coupon ci-dessous, vous recevrez nos brochures et nos tarifs 1976.







# CHANGEMENTS D'AIR

## DES A LA MODE FAGNE

opulaire sur la côte sud de la France, le Fagne est un village de pêcheurs et de touristes. Ses maisons de bois et ses rues pavées lui donnent un charme unique. Le Fagne est un village de pêcheurs et de touristes. Ses maisons de bois et ses rues pavées lui donnent un charme unique. Le Fagne est un village de pêcheurs et de touristes. Ses maisons de bois et ses rues pavées lui donnent un charme unique.

# LE TEMPS DES ROSES

Le temps des roses est un festival qui se déroule chaque année à Saint-Quentin. Il est consacré à la culture de la rose et à la musique. Le festival attire chaque année de nombreux visiteurs. Le temps des roses est un festival qui se déroule chaque année à Saint-Quentin. Il est consacré à la culture de la rose et à la musique. Le festival attire chaque année de nombreux visiteurs.

# LES ETICHESSES ARCHEOLOGUES

Les etichesses archéologues sont des femmes qui travaillent dans le domaine de l'archéologie. Elles sont responsables de la découverte et de la conservation des vestiges du passé. Les etichesses archéologues sont des femmes qui travaillent dans le domaine de l'archéologie. Elles sont responsables de la découverte et de la conservation des vestiges du passé.

# DE L'INDE DU SUD

De l'Inde du Sud, on découvre une culture riche et variée. Les temples, les sculptures et les peintures témoignent d'une civilisation ancienne et glorieuse. De l'Inde du Sud, on découvre une culture riche et variée. Les temples, les sculptures et les peintures témoignent d'une civilisation ancienne et glorieuse.

# GARDEN-BEACH

Garden-Beach est un lieu de détente et de loisirs. On y trouve des palmiers, des chaises longues et une mer cristalline. Garden-Beach est un lieu de détente et de loisirs. On y trouve des palmiers, des chaises longues et une mer cristalline.

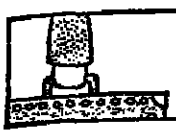
# NOËL AU SUD

Noël au Sud est une fête traditionnelle qui se déroule chaque année. Elle est marquée par des chants, des danses et des repas copieux. Noël au Sud est une fête traditionnelle qui se déroule chaque année. Elle est marquée par des chants, des danses et des repas copieux.

# PROGRES PROUE MASSALAT

Progres Proue Massalat est une entreprise spécialisée dans la construction de bateaux. Elle propose des bateaux de toutes tailles et pour tous usages. Progres Proue Massalat est une entreprise spécialisée dans la construction de bateaux. Elle propose des bateaux de toutes tailles et pour tous usages.

## DES LOISIRS



## Tourisme

### L'HOTELLERIE TIEN LE COUP

Alors que le ralentissement caractéristique des investissements productifs au plan général pour l'année 1975, l'activité du Crédit hôtelier, commercial et industriel a fortement progressé l'an dernier. Les fonds provenant de la mise en place du produit de l'emprunt national pour l'investissement et l'emploi, émis dans le cadre du plan de relance, ont permis au C.H.C.I. d'augmenter de manière sensible les concours aux P.M.E. pour 1975.

### DES PIERRES DANS VOTRE JARDIN

secondaires par lesquelles on découvre les beautés cachées du jardin peuvent offrir la liberté d'un tracé sinueux. Le charme d'une allée est d'autant plus grand qu'elle sait s'intégrer parfaitement à l'ensemble des végétaux du jardin où elle apparaît comme un élément coloré et décoratif supplémentaire. En aucun cas une allée ne doit ressembler à une frontière sévère et figée entre deux massifs pleins de fleurs.

### LE TEMPS DES ROSES

Juste au 5 juillet, le cinquième festival « Roses en Pleine » se déroule à Saint-Quentin (60). De 11 à 14 heures, exposition de roses à Don-la-Fontaine (49), l'un des plus grands centres de production de roses en France.

### CLIN D'OEIL

#### BOITE A FANTASMES

M. MIQUEL BERROCAL, né à Malaga, comme Picasso, dont il est un grand admirateur, a réussi l'alliance difficile de l'art du sculpteur, des mathématiques, de l'ajustage et de la fondrie.

### CORRESPONDANCE

#### Pas de barrage sur la Canche !

A la suite de l'article de M. Leonas Déprez, maître du Touquet (le Monde, du 24 mai 1976) plaidant pour des travaux d'aménagement sur l'estuaire de la Canche (Pas-de-Calais) nous remercions de M. G. Fachon, président du groupement pour la défense de l'environnement de Montreuil-sur-Mer les propositions suivantes :

### LES VIVACES TAPISSANTES

La pose des dalles est relativement simple pour peu que l'on respecte certaines recommandations données par les négociants en pierre et concernant le choix des éléments à utiliser. Cette précaution est particulièrement importante pour les pierres marbrées qui se tachent de façon irréversible si l'on emploie des éléments contenant des alcalis.

### LES VIVACES TAPISSANTES

La pose des dalles est relativement simple pour peu que l'on respecte certaines recommandations données par les négociants en pierre et concernant le choix des éléments à utiliser. Cette précaution est particulièrement importante pour les pierres marbrées qui se tachent de façon irréversible si l'on emploie des éléments contenant des alcalis.

### 5 siècles fastueux...

SPECTACLE CHATEAU DU LUDE du 3 juin au 5 septembre le Lude-Sarthe (pays de la Loire)

### TEXAS INSTRUMENTS ANNONCE

UNE NOUVELLE CALCULATRICE TRÈS ORIGINALE Texas Instruments, inventeur de la première calculatrice électronique (T), propose une aide efficace et quotidienne à la femme : la TI-1200 spécialement conçue et destinée pour elle.

### limousin perigord quercy

des arbres, des lacs, des rivières 20000 ans de préhistoire et d'histoire, le charme de petits villages méconnus, une gastronomie prestigieuse... vacances vertes

### LES VIVACES TAPISSANTES

La pose des dalles est relativement simple pour peu que l'on respecte certaines recommandations données par les négociants en pierre et concernant le choix des éléments à utiliser. Cette précaution est particulièrement importante pour les pierres marbrées qui se tachent de façon irréversible si l'on emploie des éléments contenant des alcalis.

### LES VIVACES TAPISSANTES

La pose des dalles est relativement simple pour peu que l'on respecte certaines recommandations données par les négociants en pierre et concernant le choix des éléments à utiliser. Cette précaution est particulièrement importante pour les pierres marbrées qui se tachent de façon irréversible si l'on emploie des éléments contenant des alcalis.

## Jardinage

### LES VIVACES TAPISSANTES

Le charme d'une allée est d'autant plus grand qu'elle sait s'intégrer parfaitement à l'ensemble des végétaux du jardin où elle apparaît comme un élément coloré et décoratif supplémentaire. En aucun cas une allée ne doit ressembler à une frontière sévère et figée entre deux massifs pleins de fleurs.

### LES VIVACES TAPISSANTES

Le charme d'une allée est d'autant plus grand qu'elle sait s'intégrer parfaitement à l'ensemble des végétaux du jardin où elle apparaît comme un élément coloré et décoratif supplémentaire. En aucun cas une allée ne doit ressembler à une frontière sévère et figée entre deux massifs pleins de fleurs.

### VOIS A FREQUENCE REGULIERE

Jusqu'à 50 % de tarif Les vols SATA du T.E.I. sont des vols à des prix réduits vers de nombreuses destinations. Pour tous les scolaires de 16 à 25 ans, et les étudiants jusqu'à 31 ans, plus les conjoints. Leur fréquence est régulière. Inscription à : Ass. loi 1901 T.E.I. (carr. No. 75000), 25, bd Saint-Nicolas, 75005 PARIS.

### VOUS êtes négligeant ou négligent ?

vite : BESCHERELLE dictionnaire des 8000 verbes HATIER 11,45 F

### PLUS VITE MOINS CHER

Pour l'Angleterre prenez l'Hoverlloyd

### En voiture

5 passages gratuits Calais - Ramsgate à partir de 180 F

### En autocar

Paris - Londres 105 F

### Passagers à pied

Calais - Ramsgate 64 F

### HOVERLOYD

Brochures, horaires et réservations : Agences de voyages ou Hoverlloyd Paris : 723.73.05 Calais : 34.67.70

### Différent, passionnant et inoubliable. le KENYA pour vos prochaines vacances.

La folie, les plages de l'Océan indien, les récifs de corail multicolores, les myriades de poissons tropicaux, la pêche au gros, les safaris-photo dans les réserves de grande faune, l'alignement, un climat de rêve, des hôtels ultra-modernes, tout pour réussir vos prochaines vacances.











# Hippisme

LE plus chaud est, pour Chantilly, le plus glorieux. Non seulement Carrière est resté maître chez soi en obtenant une victoire marquante à des visiteurs étrangers, mais la liste des trophées conquis en terre britannique est la plus fastueuse qu'il ait eue depuis les années 50, l'âge d'or des chevaux français : les Mille Guinées (*Flying Waters*), le Derby (*Emmerly*), les Oaks (*Pommery*), les Prince of Wales Stakes (*Trepan*). Encore ces lignes ont-elles été écrites avant le Gold Cup, dans laquelle *Sagaro* avait la meilleure chance, alors que *Guichet* tentait la sienne sur le parcours des Coronation Stakes et que *Rouge Sang* allait lui succéder en piste.

Les meilleurs chevaux d'Europe, cette année — peut-être les meilleurs du monde, car l'Amérique, qu'un tel frein puisse maintenant être mis en place, même si la volonté d'y recourir, qui paraît esquiver, s'affirme.

En dépit de quelques grandes

crises au plan économique — à tel point que la Société des Steeples vient de décider de stopper brusquement la rénovation d'Anteuil, — nos courses n'en continuent pas moins de former et de désigner des champions, gages d'un possible rétablissement.

En même temps, on ne peut qu'éprouver quelque regret : s'ils galopent français, la plupart de ces champions pensent à l'Amérique, au volapük. Leur carrière de courses terminée, ils s'empressent de quitter la France avec armes et bagages, c'est-à-dire avec le prestige acquis et le potentiel qu'il représente. Nos autorités hippiques, et nos autorités tout court, n'ont rien fait quand elles le pouvaient, pour freiner cette exportation continuelle, ce qui aurait été l'élémentaire sagesse. Il n'est pas certain qu'un tel frein puisse maintenant être mis en place, même si la volonté d'y recourir, qui paraît esquiver, s'affirme.

En dépit de quelques grandes

réussites, dont les champions de cette saison sont l'illustration, l'implantation d'une école de courses en France n'offre plus les mêmes attraits que voilà deux ans et demi que l'on passe. Les grands propriétaires américains, alors, n'auraient pas sourcilé devant une réglementation qui les aurait vigoureusement invités à laisser un ou deux ans au haras, en France, ceux de leurs chevaux qui s'y étaient le plus glorieusement illustrés. Maintes fois qu'à côté des réussites se profile la perspective d'une perte moyenne de quelque 15 000 F par an et par cheval, une telle réglementation pourrait être la goutte d'eau qui fait déborder le vase, c'est-à-dire l'implantation d'une retraite générale sur les positions préparées à l'avance du Kentucky ou de la Florida.

Un fait révélateur : Malcolm Parfitt a confié à *Sporting Life* qu'il envisage de faire traverser le Channel à l'écurie qu'il a implantée à Lamorlaye voilà deux

ans et qui, pourtant, y obtient d'excellents résultats.

On n'a pas fait donner l'artillerie au bon moment. Serait-il encore temps de s'en servir ?

Parmi les héros de l'été, une place particulière revient à *Pommery*. Peut-être parce qu'elle y succède à la célèbre *Allez France*, elle est un peu la mal-aimée de son écurie.

« *Allez France* était une voiture de sport, *Pommery* est une bonne berline », dit leur commun propriétaire, Daniel Wildenstein.

« *Pommery* est vulnérable », *Allez France*, dans un bon jour, ne l'était pas », renchérit leur commun jockey, Yves Saint-Martin.

Peut-être. Mais *Allez France*, pour laquelle, précisément, tous les jours n'étaient pas fastes, connaît la défaite ; *Pommery*, pour qui le temps s'écoule uniment, ne l'a pas connue cette année. Soyons justes : elle a pris beaucoup moins de risques que sa devancière, limitant en particulier ses ambi-

tions épiques aux féminines Oaks, alors que *Allez France* avait affronté les mâles dans le Derby. Du moins cette prudence lui vaut-elle de pouvoir, aujourd'hui, se prévaloir d'un palmarès plus éclatant que celui de sa devancière à son âge. Il y avait plus d'un siècle (*Fille de l'Air*, en 1864) qu'une pouliche n'avait gagné à la fois les Oaks et le prix de Diane. *La Lagune*, voilà huit ans, avait tenté ce doublé, avec l'aimable Gérard Thibout, qui par parenthèse, mal remis, dix-huit mois après, d'une terrible chute en course, a décidé, cette semaine, de raccrocher définitivement.

Vainqueur à Epsom, la fille de *Val de Loir*, très éprouvée par l'éternuement du voyage, n'avait dix jours plus tard, été à Chantilly, que l'ombre d'elle-même. Et jamais plus elle n'était revenue la grande pouliche d'avant.

Avec *Pommery*, pas de tels risques. Elle prend l'air, le

quitté, court, s'arrête, repart, voyage à nouveau, recourt, avec toujours la même bonne volonté. Même dans sa façon de courir, elle est impeccable. Elle l'a encore montré dimanche. Elle s'enfonce en tête, ralentit légèrement à mi-parcours, redouble quand les autres approchent de ses basques et se détache d'orchestre à l'entrée de la ligne droite. Certes, ce n'est pas une tactique qui fait se dresser le public dans les tribunes. Mal-aimée de son écurie, *Pommery* ne sera jamais adulée par le public. Mais à défaut de séduire, cette pouliche n'a peut-être pas fini d'étonner.

Dimanche, dans Anteuil pétrifié, où les grèves se sont arrêtées à mi-hauteur, Grand-Sleepe, si la chaleur et la sécheresse persistent, une course qui risque d'être une hécatombe, pour les cœurs et les tendons. Messieurs les propriétaires de chevaux de cinq ans, réfléchissez bien avant le dernier forfait !

LOUIS DANIÉL

# Jeux

## Échecs

### L'ODEUR DU MAT DE COULOIR

MATCH U.R.S.S.-YUGOSLAVIE 1976

(Blancs : O. ROMANCHENKO ; Noirs : K. KULAK)

Début anglais.

1. d4 c5 2. Cf3 Cc6 3. Dd2 Dd5 4. Cc3 Cc7 5. Cxd4 Cxd4 6. Dxd4 Dxd4 7. Cxd4 Dxd4 8. Cxd4 Dxd4 9. Cxd4 Dxd4 10. Cxd4 Dxd4 11. Cxd4 Dxd4 12. Cxd4 Dxd4 13. Cxd4 Dxd4 14. Cxd4 Dxd4 15. Cxd4 Dxd4 16. Cxd4 Dxd4 17. Cxd4 Dxd4 18. Cxd4 Dxd4 19. Cxd4 Dxd4 20. Cxd4 Dxd4 21. Cxd4 Dxd4 22. Cxd4 Dxd4 23. Cxd4 Dxd4 24. Cxd4 Dxd4 25. Cxd4 Dxd4 26. Cxd4 Dxd4 27. Cxd4 Dxd4 28. Cxd4 Dxd4 29. Cxd4 Dxd4 30. Cxd4 Dxd4 31. Cxd4 Dxd4 32. Cxd4 Dxd4 33. Cxd4 Dxd4 34. Cxd4 Dxd4 35. Cxd4 Dxd4 36. Cxd4 Dxd4 37. Cxd4 Dxd4 38. Cxd4 Dxd4 39. Cxd4 Dxd4 40. Cxd4 Dxd4 41. Cxd4 Dxd4 42. Cxd4 Dxd4 43. Cxd4 Dxd4 44. Cxd4 Dxd4 45. Cxd4 Dxd4 46. Cxd4 Dxd4 47. Cxd4 Dxd4 48. Cxd4 Dxd4 49. Cxd4 Dxd4 50. Cxd4 Dxd4 51. Cxd4 Dxd4 52. Cxd4 Dxd4 53. Cxd4 Dxd4 54. Cxd4 Dxd4 55. Cxd4 Dxd4 56. Cxd4 Dxd4 57. Cxd4 Dxd4 58. Cxd4 Dxd4 59. Cxd4 Dxd4 60. Cxd4 Dxd4 61. Cxd4 Dxd4 62. Cxd4 Dxd4 63. Cxd4 Dxd4 64. Cxd4 Dxd4 65. Cxd4 Dxd4 66. Cxd4 Dxd4 67. Cxd4 Dxd4 68. Cxd4 Dxd4 69. Cxd4 Dxd4 70. Cxd4 Dxd4 71. Cxd4 Dxd4 72. Cxd4 Dxd4 73. Cxd4 Dxd4 74. Cxd4 Dxd4 75. Cxd4 Dxd4 76. Cxd4 Dxd4 77. Cxd4 Dxd4 78. Cxd4 Dxd4 79. Cxd4 Dxd4 80. Cxd4 Dxd4 81. Cxd4 Dxd4 82. Cxd4 Dxd4 83. Cxd4 Dxd4 84. Cxd4 Dxd4 85. Cxd4 Dxd4 86. Cxd4 Dxd4 87. Cxd4 Dxd4 88. Cxd4 Dxd4 89. Cxd4 Dxd4 90. Cxd4 Dxd4 91. Cxd4 Dxd4 92. Cxd4 Dxd4 93. Cxd4 Dxd4 94. Cxd4 Dxd4 95. Cxd4 Dxd4 96. Cxd4 Dxd4 97. Cxd4 Dxd4 98. Cxd4 Dxd4 99. Cxd4 Dxd4 100. Cxd4 Dxd4 101. Cxd4 Dxd4 102. Cxd4 Dxd4 103. Cxd4 Dxd4 104. Cxd4 Dxd4 105. Cxd4 Dxd4 106. Cxd4 Dxd4 107. Cxd4 Dxd4 108. Cxd4 Dxd4 109. Cxd4 Dxd4 110. Cxd4 Dxd4 111. Cxd4 Dxd4 112. Cxd4 Dxd4 113. Cxd4 Dxd4 114. Cxd4 Dxd4 115. Cxd4 Dxd4 116. Cxd4 Dxd4 117. Cxd4 Dxd4 118. Cxd4 Dxd4 119. Cxd4 Dxd4 120. Cxd4 Dxd4 121. Cxd4 Dxd4 122. Cxd4 Dxd4 123. Cxd4 Dxd4 124. Cxd4 Dxd4 125. Cxd4 Dxd4 126. Cxd4 Dxd4 127. Cxd4 Dxd4 128. Cxd4 Dxd4 129. Cxd4 Dxd4 130. Cxd4 Dxd4 131. Cxd4 Dxd4 132. Cxd4 Dxd4 133. Cxd4 Dxd4 134. Cxd4 Dxd4 135. Cxd4 Dxd4 136. Cxd4 Dxd4 137. Cxd4 Dxd4 138. Cxd4 Dxd4 139. Cxd4 Dxd4 140. Cxd4 Dxd4 141. Cxd4 Dxd4 142. Cxd4 Dxd4 143. Cxd4 Dxd4 144. Cxd4 Dxd4 145. Cxd4 Dxd4 146. Cxd4 Dxd4 147. Cxd4 Dxd4 148. Cxd4 Dxd4 149. Cxd4 Dxd4 150. Cxd4 Dxd4 151. Cxd4 Dxd4 152. Cxd4 Dxd4 153. Cxd4 Dxd4 154. Cxd4 Dxd4 155. Cxd4 Dxd4 156. Cxd4 Dxd4 157. Cxd4 Dxd4 158. Cxd4 Dxd4 159. Cxd4 Dxd4 160. Cxd4 Dxd4 161. Cxd4 Dxd4 162. Cxd4 Dxd4 163. Cxd4 Dxd4 164. Cxd4 Dxd4 165. Cxd4 Dxd4 166. Cxd4 Dxd4 167. Cxd4 Dxd4 168. Cxd4 Dxd4 169. Cxd4 Dxd4 170. Cxd4 Dxd4 171. Cxd4 Dxd4 172. Cxd4 Dxd4 173. Cxd4 Dxd4 174. Cxd4 Dxd4 175. Cxd4 Dxd4 176. Cxd4 Dxd4 177. Cxd4 Dxd4 178. Cxd4 Dxd4 179. Cxd4 Dxd4 180. Cxd4 Dxd4 181. Cxd4 Dxd4 182. Cxd4 Dxd4 183. Cxd4 Dxd4 184. Cxd4 Dxd4 185. Cxd4 Dxd4 186. Cxd4 Dxd4 187. Cxd4 Dxd4 188. Cxd4 Dxd4 189. Cxd4 Dxd4 190. Cxd4 Dxd4 191. Cxd4 Dxd4 192. Cxd4 Dxd4 193. Cxd4 Dxd4 194. Cxd4 Dxd4 195. Cxd4 Dxd4 196. Cxd4 Dxd4 197. Cxd4 Dxd4 198. Cxd4 Dxd4 199. Cxd4 Dxd4 200. Cxd4 Dxd4 201. Cxd4 Dxd4 202. Cxd4 Dxd4 203. Cxd4 Dxd4 204. Cxd4 Dxd4 205. Cxd4 Dxd4 206. Cxd4 Dxd4 207. Cxd4 Dxd4 208. Cxd4 Dxd4 209. Cxd4 Dxd4 210. Cxd4 Dxd4 211. Cxd4 Dxd4 212. Cxd4 Dxd4 213. Cxd4 Dxd4 214. Cxd4 Dxd4 215. Cxd4 Dxd4 216. Cxd4 Dxd4 217. Cxd4 Dxd4 218. Cxd4 Dxd4 219. Cxd4 Dxd4 220. Cxd4 Dxd4 221. Cxd4 Dxd4 222. Cxd4 Dxd4 223. Cxd4 Dxd4 224. Cxd4 Dxd4 225. Cxd4 Dxd4 226. Cxd4 Dxd4 227. Cxd4 Dxd4 228. Cxd4 Dxd4 229. Cxd4 Dxd4 230. Cxd4 Dxd4 231. Cxd4 Dxd4 232. Cxd4 Dxd4 233. Cxd4 Dxd4 234. Cxd4 Dxd4 235. Cxd4 Dxd4 236. Cxd4 Dxd4 237. Cxd4 Dxd4 238. Cxd4 Dxd4 239. Cxd4 Dxd4 240. Cxd4 Dxd4 241. Cxd4 Dxd4 242. Cxd4 Dxd4 243. Cxd4 Dxd4 244. Cxd4 Dxd4 245. Cxd4 Dxd4 246. Cxd4 Dxd4 247. Cxd4 Dxd4 248. Cxd4 Dxd4 249. Cxd4 Dxd4 250. Cxd4 Dxd4 251. Cxd4 Dxd4 252. Cxd4 Dxd4 253. Cxd4 Dxd4 254. Cxd4 Dxd4 255. Cxd4 Dxd4 256. Cxd4 Dxd4 257. Cxd4 Dxd4 258. Cxd4 Dxd4 259. Cxd4 Dxd4 260. Cxd4 Dxd4 261. Cxd4 Dxd4 262. Cxd4 Dxd4 263. Cxd4 Dxd4 264. Cxd4 Dxd4 265. Cxd4 Dxd4 266. Cxd4 Dxd4 267. Cxd4 Dxd4 268. Cxd4 Dxd4 269. Cxd4 Dxd4 270. Cxd4 Dxd4 271. Cxd4 Dxd4 272. Cxd4 Dxd4 273. Cxd4 Dxd4 274. Cxd4 Dxd4 275. Cxd4 Dxd4 276. Cxd4 Dxd4 277. Cxd4 Dxd4 278. Cxd4 Dxd4 279. Cxd4 Dxd4 280. Cxd4 Dxd4 281. Cxd4 Dxd4 282. Cxd4 Dxd4 283. Cxd4 Dxd4 284. Cxd4 Dxd4 285. Cxd4 Dxd4 286. Cxd4 Dxd4 287. Cxd4 Dxd4 288. Cxd4 Dxd4 289. Cxd4 Dxd4 290. Cxd4 Dxd4 291. Cxd4 Dxd4 292. Cxd4 Dxd4 293. Cxd4 Dxd4 294. Cxd4 Dxd4 295. Cxd4 Dxd4 296. Cxd4 Dxd4 297. Cxd4 Dxd4 298. Cxd4 Dxd4 299. Cxd4 Dxd4 300. Cxd4 Dxd4 301. Cxd4 Dxd4 302. Cxd4 Dxd4 303. Cxd4 Dxd4 304. Cxd4 Dxd4 305. Cxd4 Dxd4 306. Cxd4 Dxd4 307. Cxd4 Dxd4 308. Cxd4 Dxd4 309. Cxd4 Dxd4 310. Cxd4 Dxd4 311. Cxd4 Dxd4 312. Cxd4 Dxd4 313. Cxd4 Dxd4 314. Cxd4 Dxd4 315. Cxd4 Dxd4 316. Cxd4 Dxd4 317. Cxd4 Dxd4 318. Cxd4 Dxd4 319. Cxd4 Dxd4 320. Cxd4 Dxd4 321. Cxd4 Dxd4 322. Cxd4 Dxd4 323. Cxd4 Dxd4 324. Cxd4 Dxd4 325. Cxd4 Dxd4 326. Cxd4 Dxd4 327. Cxd4 Dxd4 328. Cxd4 Dxd4 329. Cxd4 Dxd4 330. Cxd4 Dxd4 331. Cxd4 Dxd4 332. Cxd4 Dxd4 333. Cxd4 Dxd4 334. Cxd4 Dxd4 335. Cxd4 Dxd4 336. Cxd4 Dxd4 337. Cxd4 Dxd4 338. Cxd4 Dxd4 339. Cxd4 Dxd4 340. Cxd4 Dxd4 341. Cxd4 Dxd4 342. Cxd4 Dxd4 343. Cxd4 Dxd4 344. Cxd4 Dxd4 345. Cxd4 Dxd4 346. Cxd4 Dxd4 347. Cxd4 Dxd4 348. Cxd4 Dxd4 349. Cxd4 Dxd4 350. Cxd4 Dxd4 351. Cxd4 Dxd4 352. Cxd4 Dxd4 353. Cxd4 Dxd4 354. Cxd4 Dxd4 355. Cxd4 Dxd4 356. Cxd4 Dxd4 357. Cxd4 Dxd4 358. Cxd4 Dxd4 359. Cxd4 Dxd4 360. Cxd4 Dxd4 361. Cxd4 Dxd4 362. Cxd4 Dxd4 363. Cxd4 Dxd4 364. Cxd4 Dxd4 365. Cxd4 Dxd4 366. Cxd4 Dxd4 367. Cxd4 Dxd4 368. Cxd4 Dxd4 369. Cxd4 Dxd4 370. Cxd4 Dxd4 371. Cxd4 Dxd4 372. Cxd4 Dxd4 373. Cxd4 Dxd4 374. Cxd4 Dxd4 375. Cxd4 Dxd4 376. Cxd4 Dxd4 377. Cxd4 Dxd4 378. Cxd4 Dxd4 379. Cxd4 Dxd4 380. Cxd4 Dxd4 381. Cxd4 Dxd4 382. Cxd4 Dxd4 383. Cxd4 Dxd4 384. Cxd4 Dxd4 385. Cxd4 Dxd4 386. Cxd4 Dxd4 387. Cxd4 Dxd4 388. Cxd4 Dxd4 389. Cxd4 Dxd4 390. Cxd4 Dxd4 391. Cxd4 Dxd4 392. Cxd4 Dxd4 393. Cxd4 Dxd4 394. Cxd4 Dxd4 395. Cxd4 Dxd4 396. Cxd4 Dxd4 397. Cxd4 Dxd4 398. Cxd4 Dxd4 399. Cxd4 Dxd4 400. Cxd4 Dxd4 401. Cxd4 Dxd4 402. Cxd4 Dxd4 403. Cxd4 Dxd4 404. Cxd4 Dxd4 405. Cxd4 Dxd4 406. Cxd4 Dxd4 407. Cxd4 Dxd4 408. Cxd4 Dxd4 409. Cxd4 Dxd4 410. Cxd4 Dxd4 411. Cxd4 Dxd4 412. Cxd4 Dxd4 413. Cxd4 Dxd4 414. Cxd4 Dxd4 415. Cxd4 Dxd4 416. Cxd4 Dxd4 417. Cxd4 Dxd4 418. Cxd4 Dxd4 419. Cxd4 Dxd4 420. Cxd4 Dxd4 421. Cxd4 Dxd4 422. Cxd4 Dxd4 423. Cxd4 Dxd4 424. Cxd4 Dxd4 425. Cxd4 Dxd4 426. Cxd4 Dxd4 427. Cxd4 Dxd4 428. Cxd4 Dxd4 429. Cxd4 Dxd4 430. Cxd4 Dxd4 431. Cxd4 Dxd4 432. Cxd4 Dxd4 433. Cxd4 Dxd4 434. Cxd4 Dxd4 435. Cxd4 Dxd4 436. Cxd4 Dxd4 437. Cxd4 Dxd4 438. Cxd4 Dxd4 439. Cxd4 Dxd4 440. Cxd4 Dxd4 441. Cxd4 Dxd4 442. Cxd4 Dxd4 443. Cxd4 Dxd4 444. Cxd4 Dxd4 445. Cxd4 Dxd4 446. Cxd4 Dxd4 447. Cxd4 Dxd4 448. Cxd4 Dxd4 449. Cxd4 Dxd4 450. Cxd4 Dxd4 451. Cxd4 Dxd4 452. Cxd4 Dxd4 453. Cxd4 Dxd4 454. Cxd4 Dxd4 455. Cxd4 Dxd4 456. Cxd4 Dxd4 457. Cxd4 Dxd4 458. Cxd4 Dxd4 459. Cxd4 Dxd4 460. Cxd4 Dxd4 461. Cxd4 Dxd4 462. Cxd4 Dxd4 463. Cxd4 Dxd4 464. Cxd4 Dxd4 465. Cxd4 Dxd4 466. Cxd4 Dxd4 467. Cxd4 Dxd4 468. Cxd4 Dxd4 469. Cxd4 Dxd4 470. Cxd4 Dxd4 471. Cxd4 Dxd4 472. Cxd4 Dxd4 473. Cxd4 Dxd4 474. Cxd4 Dxd4 475. Cxd4 Dxd4 476. Cxd4 Dxd4 477. Cxd4 Dxd4 478. Cxd4 Dxd4 479. Cxd4 Dxd4 480. Cxd4 Dxd4 481. Cxd4 Dxd4 482. Cxd4 Dxd4 483. Cxd4 Dxd4 484. Cxd4 Dxd4 485. Cxd4 Dxd4 486. Cxd4 Dxd4 487. Cxd4 Dxd4 488. Cxd4 Dxd4 489. Cxd4 Dxd4 490. Cxd4 Dxd4 491. Cxd4 Dxd4 492. Cxd4 Dxd4 493. Cxd4 Dxd4 494. Cxd4 Dxd4 495. Cxd4 Dxd4 496. Cxd4 Dxd4 497. Cxd4 Dxd4 498. Cxd4 Dxd4 499. Cxd4 Dxd4 500. Cxd4 Dxd4 501. Cxd4 Dxd4 502. Cxd4 Dxd4 503. Cxd4 Dxd4 504. Cxd4 Dxd4 505. Cxd4 Dxd4 506. Cxd4 Dxd4 507. Cxd4 Dxd4 508. Cxd4 Dxd4 509. Cxd4 Dxd4 510. Cxd4 Dxd4 511. Cxd4 Dxd4 512. Cxd4 Dxd4 513. Cxd4 Dxd4 514. Cxd4 Dxd4 515. Cxd4 Dxd4 516. Cxd4 Dxd4 517. Cxd4 Dxd4 518. Cxd4 Dxd4 519. Cxd4 Dxd4 520. Cxd4 Dxd4 521. Cxd4 Dxd4 522. Cxd4 Dxd4 523. Cxd4 Dxd4 524. Cxd4 Dxd4 525. Cxd4 Dxd4 526. Cxd4 Dxd4 527. Cxd4 Dxd4 528. Cxd4 Dxd4 529. Cxd4 Dxd4 530. Cxd4 Dxd4 531. Cxd4 Dxd4 532. Cxd4 Dxd4 533. Cxd4 Dxd4 534. Cxd4 Dxd4 535. Cxd4 Dxd4 536. Cxd4 Dxd4 537. Cxd4 Dxd4 538. Cxd4 Dxd4 539. Cxd4 Dxd4 540. Cxd4 Dxd4 541. Cxd4 Dxd4 542. Cxd4 Dxd4 543. Cxd4 Dxd4 544. Cxd4 Dxd4 545. Cxd4 Dxd4 546. Cxd4 Dxd4 547. Cxd4 Dxd4 548. Cxd4 Dxd4 549. Cxd4 Dxd4 550. Cxd4 Dxd4 551. Cxd4 Dxd4 552. Cxd4 Dxd4 553. Cxd4 Dxd4 554. Cxd4 Dxd4 555. Cxd4 Dxd4 556. Cxd4 Dxd4 557. Cxd4 Dxd4 558. Cxd4 Dxd4 559. Cxd4 Dxd4 560. Cxd4 Dxd4 561. Cxd4 Dxd4 562. Cxd4 Dxd4 563. Cxd4 Dxd4 564. Cxd4 Dxd4 565. Cxd4 Dxd4 566. Cxd4 Dxd4 567. Cxd4 Dxd4 568. Cxd4 Dxd4 569. Cxd4 Dxd4 570. Cxd4 Dxd4 571. Cxd4 Dxd4 572. Cxd4 Dxd4 573. Cxd4 Dxd4 574. Cxd4 Dxd4 575. Cxd4 Dxd4 576. Cxd4 Dxd4 577. Cxd4 Dxd4 578. Cxd4 Dxd4 579. Cxd4 Dxd4 580. Cxd4 Dxd4 581. Cxd4 Dxd4 582. Cxd4 Dxd4 583. Cxd4 Dxd4 584. Cxd4 Dxd4 585. Cxd4 Dxd4 586. Cxd4 Dxd4 587. Cxd4 Dxd4 588. Cxd4 Dxd4 589. Cxd4 Dxd4 590. Cxd4 Dxd4 591. Cxd4 Dxd4 592. Cxd4 Dxd4 593. Cxd4 Dxd4 594. Cxd4 Dxd4 595. Cxd4 Dxd4 596. Cxd4 Dxd4 597. Cxd4 Dxd4 598. Cxd4 Dxd4 599. Cxd4 Dxd4 600. Cxd4 Dxd4 601. Cxd4 Dxd4 602. Cxd4 Dxd4 603. Cxd4 Dxd4 604. Cxd4 Dxd4 605. Cxd4 Dxd4 606. Cxd4 Dxd4 607. Cxd4 Dxd4 608. Cxd4 Dxd4 609. Cxd4 Dxd4 610. Cxd4 Dxd4 611. Cxd4 Dxd4 612. Cxd4 Dxd4 613. Cxd4 Dxd4 614. Cxd4 Dxd4 615. Cxd4 Dxd4 616. Cxd4 Dxd4 617. Cxd4 Dxd4 618. Cxd4 Dxd4 619. Cxd4 Dxd4 620. Cxd4 Dxd4 621. Cxd4 Dxd4 622. Cxd4 Dxd4 623. Cxd4 Dxd4 624. Cxd4 Dxd4 625. Cxd4 Dxd4 626. Cxd4 Dxd4 627. Cxd4 Dxd4 628. Cxd4 Dxd4 629. Cxd4 Dxd4 630. Cxd4 Dxd4 631. Cxd4 Dxd4 632. Cxd4 Dxd4 633. Cxd4 Dxd4 634. Cxd4 Dxd4 635. Cxd4 Dxd4 636. Cxd4 Dxd4 637. Cxd4 Dxd4 638. Cxd4 Dxd4 639. Cxd4 Dxd4 640. Cxd4 Dxd4 641. Cxd4 Dxd4 642. Cxd4 Dxd4 643. Cxd4 Dxd4 644. Cxd4 Dxd4 645. Cxd4 Dxd4 646. Cxd4 Dxd4 647. Cxd4 Dxd4 648. Cxd4 Dxd4 649. Cxd4 Dxd4 650. Cxd4 Dxd4 651. Cxd4 Dxd4 652. Cxd4 Dxd4 653. Cxd4 Dxd4 654. Cxd4 Dxd4 655. Cxd4 Dxd4 656. Cxd4 Dxd4 657. Cxd4 Dxd4 658. Cxd4 Dxd4 659. Cxd4 Dxd4 660. Cxd4 Dxd4 661. Cxd4 Dxd4 662. Cxd4 Dxd4 663. Cxd4 Dxd4 664. Cxd4 Dxd4 665. Cxd4 Dxd4 666. Cxd4 Dxd4 667. Cxd4 Dxd4 668. Cxd4 Dxd4 669. Cxd4 Dxd4 670. Cxd4 Dxd4 671. Cxd4 Dxd4 672. Cxd4 Dxd4 673. Cxd4 Dxd4 674. Cxd4 Dxd4 675. Cxd4 Dxd4 676. Cxd4 Dxd4 677. Cxd4 Dxd4 678. Cxd4 Dxd4 679. Cxd4 Dxd4 680. Cxd4 Dxd4 681. Cxd4 Dxd4 682. Cxd4 Dxd4 683. Cxd4 Dxd4 684. Cxd4 Dxd4 685. Cxd4 Dxd4 686. Cxd4 Dxd4 687. Cxd4 Dxd4 688. Cxd4 Dxd4 689. Cxd4 Dxd4 690. Cxd4 Dxd4 691. Cxd4 Dxd4 692. Cxd4 Dxd4 693. Cxd4 Dxd4 694. Cxd4 Dxd4 695. Cxd4 Dxd4 696. Cxd4 Dxd4 697. Cxd4 Dxd4 698. Cxd4 Dxd4 699. Cxd4 Dxd4 700. Cxd4 Dxd4 701. Cxd4 Dxd4 702. Cxd4 Dxd4 703. Cxd4 Dxd4 704. Cxd4 Dxd4 705. Cxd4 Dxd4 706. Cxd4 Dxd4 707. Cxd4 Dxd4 708. Cxd4 Dxd4 709. Cxd4 Dxd4 710. Cxd4 Dxd4 711. Cxd4 Dxd4 712. Cxd4 Dxd4 713. Cxd4 Dxd4 714. Cxd4 Dxd4 715. Cxd4 Dxd4 716. Cxd4 Dxd4 717. Cxd4 Dxd4 718. Cxd4 Dxd4 719. Cxd4 Dxd4 720. Cxd4 Dxd4 721. Cxd4 Dxd4 722. Cxd4 Dxd4 723. Cxd4 Dxd4 724. Cxd4 Dxd4 725. Cxd4 Dxd4 726. Cxd4 Dxd4 727. Cxd4 Dxd4 728. Cxd4 Dxd4 729. Cxd4 Dxd4 730. Cxd4 Dxd4 731. Cxd4 Dxd4 732. Cxd4 Dxd4 733. Cxd4 Dxd4 734. Cxd4 Dxd4 735. Cxd4 Dxd4 736. Cxd4 Dxd4 737. Cxd4 Dxd4 738. Cxd4 Dxd4 739. Cxd4 Dxd4 740. Cxd4 Dxd4 741. Cxd4 Dxd4 742. Cxd4 Dxd4 743. Cxd4 Dxd4 744. Cxd4 Dxd4 745. Cxd4 Dxd4 746. Cxd4 Dxd4 747. Cxd4 Dxd4 748. Cxd4 Dxd4 749. Cxd4 Dxd4 750. Cxd4 Dxd4 751. Cxd4 Dxd4 752. Cxd4 Dxd4 753. Cxd4 Dxd4 754. Cxd4 Dxd4 755. Cxd4 Dxd4 756. Cxd4 Dxd4 757. Cxd4 Dxd4 758. Cxd4 Dxd4 759. Cxd4 Dxd4 760. Cxd4 Dxd4 761. Cxd4 Dxd4 762. Cxd4 Dxd4 763. Cxd4 Dxd4 764. Cxd4 Dxd4 765. Cxd4 Dxd4 766. Cxd4 Dxd4 767. Cxd4 Dxd4 768. Cxd4 Dxd4 769. Cxd4 Dxd4 770. Cxd4 Dxd4 771. Cxd4 Dxd4 772. Cxd4 Dxd4 773. Cxd4 Dxd4 774. Cxd4 Dxd4 775. Cxd4 Dxd4 776. Cxd4 Dxd4 777. Cxd4 Dxd4 778. Cxd4 Dxd4 779. Cxd4 Dxd4 780. Cxd4 Dxd4 781. Cxd4 Dxd4 782. Cxd4 Dxd4 783. Cxd4 Dxd4 784. Cxd4 Dxd4 785. Cxd4 Dxd4 786. Cxd4 Dxd4 787. Cxd4 Dxd4 788. Cxd4 Dxd4 789. Cxd4 Dxd4 790. Cxd4 Dxd4 791. Cxd4 Dxd4 792. Cxd4 Dxd4 793. Cxd4 Dxd4 794. Cxd4 Dxd4 795. Cxd4 Dxd4 796. Cxd4 Dxd4 797. Cxd4 Dxd4 798. Cxd4 Dxd4 799. Cxd4 Dxd4 800. Cxd4 Dxd4 801. Cxd4 Dxd4 802. Cxd4 Dxd4 803. Cxd4 Dxd4 804. Cxd4 Dxd4 805. Cxd4 Dxd4 806. Cxd4 Dxd4 807. Cxd4 Dxd4 808. Cxd4 Dxd4 809. Cxd4 Dxd4 810. Cxd4 Dxd4 811. Cxd4 Dxd4 812. Cxd4 Dxd4 813. Cxd4 Dxd4 814. Cxd4 Dxd4 815. Cxd4 Dxd4 816. Cxd4 Dxd4 817. Cxd4 Dxd4 818. Cxd4 Dxd4 819. Cxd4 Dxd4 820. Cxd4 Dxd4 821. Cxd4 Dxd4 822. Cxd4 Dxd4 823. Cxd4 Dxd4 824. Cxd4 Dxd4 825. Cxd4 Dxd4 826. Cxd4 Dxd4 827. Cxd4 Dxd4 828. Cxd4 Dxd4 829. Cxd4 Dxd4 830. Cxd4 Dxd4 831. Cxd4 Dxd4 832. Cxd4 Dxd4 833. Cxd4 Dxd4 834. Cxd4 Dxd4 835. Cxd4 Dxd4 836. Cxd4 Dxd4 837. Cxd4 Dxd4 838. Cxd4 Dxd4 839. Cxd4 Dxd4 840. Cxd4 Dxd4 841. Cxd4 Dxd4 842. Cxd4 Dxd4 843. Cxd4 Dxd4 844. Cxd4 Dxd4 845. Cxd4 Dxd4 846. Cxd4 Dxd4 847. Cxd4 Dxd4 848. Cxd4 Dxd4 849. Cxd4 Dxd4 850. Cxd4 Dxd4 851. Cxd4 Dxd4 852. Cxd4 Dxd4 853. Cxd4 Dxd4 854. Cxd4 Dxd4 855. Cxd4 Dxd4 856. Cxd4 Dxd4 857. Cxd4 Dxd4 858. Cxd4 Dxd4 859. Cxd4 Dxd4 860. Cxd4 Dxd4 861. Cxd4 Dxd4 862. Cxd4 Dxd4 863. Cxd4 Dxd4 864. Cxd4 Dxd4 865. Cxd4 Dxd4 866. Cxd4 Dxd4 867. Cxd4 Dxd4 868. Cxd4 Dxd4 869. Cxd4 Dxd4 870. Cxd4 Dxd4 871. Cxd4 Dxd4 872. Cxd4 Dxd4 873. Cxd4 Dxd4 874. Cxd4 Dxd4 875. Cxd4 Dxd4 876. Cxd4 Dxd4 877. Cxd4 Dxd4 878. Cxd4 Dxd4 879. Cxd4 Dxd4 880. Cxd4 Dxd4 881. Cxd4 Dxd4 882. Cxd4 Dxd4 883. Cxd4 Dxd4 884. Cxd4 Dxd4 885. Cxd4 Dxd4 886. Cxd4 Dxd4 887. Cxd4 Dxd4 888. Cxd4 Dxd4 889. Cxd4 Dxd4 890. Cxd4 Dxd4 891. Cxd4 Dxd4 892. Cxd4 Dxd4 893. Cxd4 Dxd4 894. Cxd4 Dxd4 895. Cxd4 Dxd4 896. Cxd4 Dxd4 897. Cxd4 Dxd4 898. Cxd4 Dxd4 899. Cxd4 Dxd4 900. Cxd4 Dxd4 901. Cxd4 Dxd4 902. Cxd4 Dxd4 903. Cxd4 Dxd4 904. Cxd4 Dxd4 905. Cxd4 Dxd4 906. Cxd4 Dxd4 907. Cxd4 Dxd4 908. Cxd4 Dxd4 909. Cxd4 Dxd4 910. Cxd4 Dxd4 911. Cxd4 Dxd4 912. Cxd4 Dxd4 913. Cxd4 Dxd4 914. Cxd4 Dxd4 915. Cxd4 Dxd4 916. Cxd4 Dxd4 917. Cxd4 Dxd4 918. Cxd4 Dxd4 919. Cxd4 Dxd4 920. Cxd4 Dxd4 921. Cxd4 Dxd4 922. Cxd4 Dxd4 923. Cxd4 Dxd4 924. Cxd4 Dxd4 925. Cxd4 Dxd4 926. Cxd4 Dxd4 927. Cxd4 Dxd4 928. Cxd4 Dxd4 929. Cxd4 Dxd4 930. Cxd4 Dxd4 931. Cxd4 Dxd4 932. Cxd4 Dxd4 933. Cxd4 Dxd4 934. Cxd4 Dxd4 935. Cxd4 Dxd4 936. Cxd4 Dxd4 937. Cxd4 Dxd4 938. Cxd4 Dxd4 939. Cxd4 Dxd4 940.







## DÉFENSE

### L'amiral Sanguinetti suspecte le pouvoir de vouloir utiliser l'armée pour le maintien de l'ordre

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Invité, mercredi soir 16 juin, à la maison de la culture de Saint-Etienne par le cercle d'études des problèmes de l'armée, le vice-amiral d'escadre, Antoine Sanguinetti, a été l'objet d'une sévère critique de la politique militaire du gouvernement.

« L'élaboration du statut des cadres est décevante et l'absence de loi de programmation risque fort de décevoir », a-t-il dit, estimant qu'on traite les militaires « avec une condescendance qui est une forme de mépris et qu'on les mène en bateau ».

A cette crise essentiellement morale, s'ajoute le gaspillage. C'est ainsi que l'armée rembourse 600 millions de francs pour ses transports militaires « alors qu'il serait si simple de mettre les appels en garnison le plus près possible de leur domicile ». Les économies ainsi réalisées permettraient à la France de se doter, annuellement, des deux cents chars dont elle a besoin au lieu des six prévus en 1978. Cet étonnement systématique des appels est une mesure politique datant de 1967, a rappelé l'amiral.

Sanguinetti, qui a émis de sérieuses réserves sur le rôle de maintien de l'ordre ou de quadrillage que certains souhaitent vouloir faire jouer à l'armée dans le pays, a remarqué que de nouvelles divisions légères ont été mises en place dans la région bordelaise et du sud-ouest et dans celle de Lyon et du sud-est, « les seules, comme par hasard, où le résultat des cantonnements a été le plus mauvais ».

Il a également souligné le fait que l'armée a été appelée à intervenir dans des zones sensibles depuis l'Algérie pour qu'une telle présence ne se reproduise plus.

A propos des thèses du général Méry, l'amiral Sanguinetti pense que le chef d'état-major des armées « retrousse la pensée du président de la République et n'agit publiquement qu'avec autorisation ». Il s'agit de ballons d'essai lancés par le pouvoir pour faire admettre progressivement de nouvelles doctrines : « Vous verrez qu'on ne réentendra parler du mot autonomie employé déjà sept fois le 1<sup>er</sup> juin » par M. Giscard d'Estaing dans son allocution à l'Institut des hautes études de défense nationale.

### « LE QUOTIDIEN DU PEUPLE » DE PÉKIN FAIT L'ÉLOGE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE

Hongkong (A.F.P.). — Le Quotidien du peuple a accusé, jeudi 17 juin, l'Union soviétique d'accroître considérablement son dispositif militaire en Europe orientale et relevé comme un fait positif que la France s'emploie à « renforcer sa coopération en matière de défense avec les autres pays occidentaux ».

Le Quotidien du peuple, dont l'agence Chine nouvelle, captée à Hongkong, reproduit l'article, souligne que si la nouvelle orientation de la politique militaire de la France a été accueillie favorablement « en France, en Europe et en Amérique », en revanche, « les révisionnistes soviétiques y ont répondu par une campagne débridée d'anti-française ».

Le Quotidien du peuple estime que la France a compris que l'Europe est un tout et que l'union de l'Europe occidentale est une garantie nécessaire pour sa propre sécurité. L'article ajoute : « Puisqu'une guerre conventionnelle est toujours possible, la France devrait non seulement maintenir une force nucléaire indépendante, mais aussi accroître ses armements conventionnels ».

● **PRÉCISION.** — Dans le Monde du 8 juin, en commentant la Grande-Bretagne, troisième puissance nucléaire, nous avons indiqué que la France était la seule puissance, en dehors des États-Unis et de l'U.R.S.S., à posséder la « triade » bombardiers, missiles basés à terre et sous-marins. En fait, la Grande-Bretagne possède elle aussi une force de bombardiers stratégiques, les Vulcan, basés sur son sol, ainsi que des armes atomiques tactiques confiées tant à son armée de Rhin qu'à son aviation. Précisons également que si les fusées Polaris britanniques sont fournies par les États-Unis, les têtes nucléaires dont elles sont équipées et les sous-marins atomiques qui les lancent sont fabriqués au Royaume-Uni sous la seule responsabilité du gouvernement de Londres.

### ORDRE DU MÉRITE

● **Nominations au conseil de l'Ordre national du Mérite.** — Par décret paru au Journal officiel du 18 juin, M. René Cérès, président de chambre à la Cour de cassation, et M. Maurice Grimaud, préfet, ont été nommés membres du conseil de l'Ordre national du Mérite.

## FETE DES PERES

un cadeau de bon goût



le vrai **havana** c'est le goût de la nature

une gamme de prestigieux cigares  
Quai d'Orsay, Monte-Cristo, H. Upmann, Hoyo de Monterrey, Partagas, Por Larranaga, Romeo y Julieta, Punch, Punch Margaritas, et les nouveaux Churchills.

le havane d'origine est irremplaçable

## CARNET

### Naissances

— Le docteur François Gery et Mme, née Claire de Montgolfier, Olivier et Patrick, sont heureux d'annoncer la naissance de Frédéric.

Le 12 juin 1976.  
Avenue de Stalingrad, 87100 Annanay.

### Fiançailles

— Mme André Baudry, La comtesse Roger de Fréminet, ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants, Brigitte et Patrick.

7, rue de l'Étrépadre, 75005 Paris.  
« La Polonoisère », 73 La Flèche.

### Mariages

— Mme Albert Betian, M. et Mme Jean Saint-Geours, sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants, Éva et Frédéric, qui a eu lieu, dans l'intimité, le 17 juin 1976.

### Décès

— Mme Léon Barchechath, ses enfants, leur famille et leurs amis, ont la douleur de faire part du décès

M. Léon BARCHÉCHATH, survenu le 18 juin 1976, à Paris, à l'âge de 82 ans, au cimetière de Bagneux-Parisien, 50, rue Raffet, 75015 Paris.

— M. et Mme Maxime Blette, Mme Isabelle du Pasquier, M. et Mme Bernard, Bertrand et Virginie Blette, ont la grande douleur de faire part du décès accidentel de leur petit-fils, fils et frère, survenu à Limoges, le 14 juin 1976, à l'âge de vingt ans.

Les obsèques seront célébrées le lundi 21 juin 1976, à 10 h 30, en l'église Saint-Similien, 68 bis, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris.

— L'inhumation aura lieu le mardi 22 juin 1976 dans la chapelle familiale, au cimetière de Malesherbes, à Paris, à 15 heures, à l'issue d'un service religieux.

— Mme Etienne Guillemot, son épouse, M. et Mme Pierre Dognin, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Herbert Goetz et leurs filles, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

Mme Pierre Guillemot, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

Les familles Jacques Guillemot, Maurice Wallon, Jean-Louis Wallon, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

— Le docteur et Mme Latreille et leurs enfants, M. et Mme Bernard Latreille et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

— Mme Jacques LATREILLE, née Jane de Saint-Rapt, survenue le 10 juin 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Grenoble, le 13 juin, suivie de l'inhumation à Saint-Georges-d'Espéranche.

12, place Paul-Mistral, 38000 Grenoble.  
Eve, place Villon, 38000 Puy-l'Évêque, 38, rue La Fayette, 75009 Paris.

— Le docteur et Mme Latreille et leurs enfants, M. et Mme Bernard Latreille et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

— Mme Jacques LATREILLE, née Jane de Saint-Rapt, survenue le 10 juin 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Grenoble, le 13 juin, suivie de l'inhumation à Saint-Georges-d'Espéranche.

12, place Paul-Mistral, 38000 Grenoble.  
Eve, place Villon, 38000 Puy-l'Évêque, 38, rue La Fayette, 75009 Paris.

— Le docteur et Mme Latreille et leurs enfants, M. et Mme Bernard Latreille et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

— Mme Jacques LATREILLE, née Jane de Saint-Rapt, survenue le 10 juin 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Grenoble, le 13 juin, suivie de l'inhumation à Saint-Georges-d'Espéranche.

12, place Paul-Mistral, 38000 Grenoble.  
Eve, place Villon, 38000 Puy-l'Évêque, 38, rue La Fayette, 75009 Paris.

— Le docteur et Mme Latreille et leurs enfants, M. et Mme Bernard Latreille et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

— Mme Jacques LATREILLE, née Jane de Saint-Rapt, survenue le 10 juin 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Grenoble, le 13 juin, suivie de l'inhumation à Saint-Georges-d'Espéranche.

### Naissances

— Mme Michèle Mialot, née Anne-Marie Gaucher, Véronique, Marie-Brigitte, Anne (au ciel), Isabelle et Myrtille Mialot, M. et Mme André Poir, M. et Mme Jacques Colot, Mme Roger Gaucher, M. Jacques Gaucher, M. et Mme Christiane Serre, Les familles Mialot, Gaucher, Léonot, Colonieu et Allais, ont la douleur de faire part de la mort, en service commandé, du lieutenant-colonel Michel MIALOT, commandant le 8<sup>e</sup> régiment de dragons, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Les honneurs militaires seront rendus le samedi 19 juin 1976, à 9 h 30, au quartier Clusay, à Morhange.

L'inhumation aura lieu ultérieurement à Hyères.

101, rue Poincaré, 57400 Morhange.

— M. et Mme Albert Betian, M. et Mme Jean Saint-Geours, sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants, Éva et Frédéric, qui a eu lieu, dans l'intimité, le 17 juin 1976.

— Mme Léon Barchechath, ses enfants, leur famille et leurs amis, ont la douleur de faire part du décès

M. Léon BARCHÉCHATH, survenu le 18 juin 1976, à Paris, à l'âge de 82 ans, au cimetière de Bagneux-Parisien, 50, rue Raffet, 75015 Paris.

— M. et Mme Maxime Blette, Mme Isabelle du Pasquier, M. et Mme Bernard, Bertrand et Virginie Blette, ont la grande douleur de faire part du décès accidentel de leur petit-fils, fils et frère, survenu à Limoges, le 14 juin 1976, à l'âge de vingt ans.

Les obsèques seront célébrées le lundi 21 juin 1976, à 10 h 30, en l'église Saint-Similien, 68 bis, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris.

— L'inhumation aura lieu le mardi 22 juin 1976 dans la chapelle familiale, au cimetière de Malesherbes, à Paris, à 15 heures, à l'issue d'un service religieux.

— Mme Etienne Guillemot, son épouse, M. et Mme Pierre Dognin, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

Mme Pierre Guillemot, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

Les familles Jacques Guillemot, Maurice Wallon, Jean-Louis Wallon, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

— Le docteur et Mme Latreille et leurs enfants, M. et Mme Bernard Latreille et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

— Mme Jacques LATREILLE, née Jane de Saint-Rapt, survenue le 10 juin 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Grenoble, le 13 juin, suivie de l'inhumation à Saint-Georges-d'Espéranche.

12, place Paul-Mistral, 38000 Grenoble.  
Eve, place Villon, 38000 Puy-l'Évêque, 38, rue La Fayette, 75009 Paris.

— Le docteur et Mme Latreille et leurs enfants, M. et Mme Bernard Latreille et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

— Mme Jacques LATREILLE, née Jane de Saint-Rapt, survenue le 10 juin 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Grenoble, le 13 juin, suivie de l'inhumation à Saint-Georges-d'Espéranche.

12, place Paul-Mistral, 38000 Grenoble.  
Eve, place Villon, 38000 Puy-l'Évêque, 38, rue La Fayette, 75009 Paris.

— Le docteur et Mme Latreille et leurs enfants, M. et Mme Bernard Latreille et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

— Mme Jacques LATREILLE, née Jane de Saint-Rapt, survenue le 10 juin 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Grenoble, le 13 juin, suivie de l'inhumation à Saint-Georges-d'Espéranche.

12, place Paul-Mistral, 38000 Grenoble.  
Eve, place Villon, 38000 Puy-l'Évêque, 38, rue La Fayette, 75009 Paris.

— Le docteur et Mme Latreille et leurs enfants, M. et Mme Bernard Latreille et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

— Mme Jacques LATREILLE, née Jane de Saint-Rapt, survenue le 10 juin 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

## PRESSE

### Succédant à M. A.-L. Dubois

### M. MAURICE BUJON EST ÉLU PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DE LA PRESSE FRANÇAISE

M. Maurice Bujon, président-directeur général de *Midi Libre*, président du Syndicat des quotidiens régionaux (S.Q.R.) a été élu, jeudi 17 juin, président de la Fédération nationale de la presse française par 40 voix et un bulletin nul. Il remplace M. André-Louis Dubois, qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat.

C'est la première fois qu'une élection à la présidence de la Fédération nationale de la presse française est acquise au premier tour de scrutin.

M. Maurice Bujon, a rendu hommage à son prédécesseur M. André-Louis Dubois, ancien ambassadeur de France, et a demandé à l'Assemblée de lui conférer l'honorariat en raison des éminents services rendus à la profession. Le nouveau président de la F.N.P.F. a assuré ses confrères qu'il s'emploierait à améliorer les conditions d'assujettissement de la presse périodique à la T.V.A.

(Né le 16 août 1912 à Narbonne (Aude), M. Maurice Bujon, licencié en lettres et en droit, débute dans le journalisme à l'*Éclair*, en 1933. Il est président-directeur général de *Midi Libre*, à Montpellier, depuis 1958 après avoir été le rédacteur en chef de ce journal à la libération. Président du syndicat des quotidiens régionaux, vice-président du groupement des grands régionaux, M. Bujon siège au conseil d'administration de l'Agence France Presse depuis 1962.

Administrateur de l'O.R.T.F. de 1972 à 1974, il est également président de la Société de distribution de la presse régionale et du conseil de gérance de Vidéo-Press.

— M. Maurice Bujon, président-directeur général de *Midi Libre*, président du Syndicat des quotidiens régionaux (S.Q.R.) a été élu, jeudi 17 juin, président de la Fédération nationale de la presse française par 40 voix et un bulletin nul. Il remplace M. André-Louis Dubois, qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat.

C'est la première fois qu'une élection à la présidence de la Fédération nationale de la presse française est acquise au premier tour de scrutin.

M. Maurice Bujon, a rendu hommage à son prédécesseur M. André-Louis Dubois, ancien ambassadeur de France, et a demandé à l'Assemblée de lui conférer l'honorariat en raison des éminents services rendus à la profession. Le nouveau président de la F.N.P.F. a assuré ses confrères qu'il s'emploierait à améliorer les conditions d'assujettissement de la presse périodique à la T.V.A.

(Né le 16 août 1912 à Narbonne (Aude), M. Maurice Bujon, licencié en lettres et en droit, débute dans le journalisme à l'*Éclair*, en 1933. Il est président-directeur général de *Midi Libre*, à Montpellier, depuis 1958 après avoir été le rédacteur en chef de ce journal à la libération. Président du syndicat des quotidiens régionaux, vice-président du groupement des grands régionaux, M. Bujon siège au conseil d'administration de l'Agence France Presse depuis 1962.

Administrateur de l'O.R.T.F. de 1972 à 1974, il est également président de la Société de distribution de la presse régionale et du conseil de gérance de Vidéo-Press.

— M. Maurice Bujon, président-directeur général de *Midi Libre*, président du Syndicat des quotidiens régionaux (S.Q.R.) a été élu, jeudi 17 juin, président de la Fédération nationale de la presse française par 40 voix et un bulletin nul. Il remplace M. André-Louis Dubois, qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat.

C'est la première fois qu'une élection à la présidence de la Fédération nationale de la presse française est acquise au premier tour de scrutin.

M. Maurice Bujon, a rendu hommage à son prédécesseur M. André-Louis Dubois, ancien ambassadeur de France, et a demandé à l'Assemblée de lui conférer l'honorariat en raison des éminents services rendus à la profession. Le nouveau président de la F.N.P.F. a assuré ses confrères qu'il s'emploierait à améliorer les conditions d'assujettissement de la presse périodique à la T.V.A.

(Né le 16 août 1912 à Narbonne (Aude), M. Maurice Bujon, licencié en lettres et en droit, débute dans le journalisme à l'*Éclair*, en 1933. Il est président-directeur général de *Midi Libre*, à Montpellier, depuis 1958 après avoir été le rédacteur en chef de ce journal à la libération. Président du syndicat des quotidiens régionaux, vice-président du groupement des grands régionaux, M. Bujon siège au conseil d'administration de l'Agence France Presse depuis 1962.

Administrateur de l'O.R.T.F. de 1972 à 1974, il est également président de la Société de distribution de la presse régionale et du conseil de gérance de Vidéo-Press.

— M. Maurice Bujon, président-directeur général de *Midi Libre*, président du Syndicat des quotidiens régionaux (S.Q.R.) a été élu, jeudi 17 juin, président de la Fédération nationale de la presse française par 40 voix et un bulletin nul. Il remplace M. André-Louis Dubois, qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat.

C'est la première fois qu'une élection à la présidence de la Fédération nationale de la presse française est acquise au premier tour de scrutin.

M. Maurice Bujon, a rendu hommage à son prédécesseur M. André-Louis Dubois, ancien ambassadeur de France, et a demandé à l'Assemblée de lui conférer l'honorariat en raison des éminents services rendus à la profession. Le nouveau président de la F.N.P.F. a assuré ses confrères qu'il s'emploierait à améliorer les conditions d'assujettissement de la presse périodique à la T.V.A.

(Né le 16 août 1912 à Narbonne (Aude), M. Maurice Bujon, licencié en lettres et en droit, débute dans le journalisme à l'*Éclair*, en 1933. Il est président-directeur général de *Midi Libre*, à Montpellier, depuis 1958 après avoir été le rédacteur en chef de ce journal à la libération. Président du syndicat des quotidiens régionaux, vice-président du groupement des grands régionaux, M. Bujon siège au conseil d'administration de l'Agence France Presse depuis 1962.

Administrateur de l'O.R.T.F. de 1972 à 1974, il est également président de la Société de distribution de la presse régionale et du conseil de gérance de Vidéo-Press.

— M. Maurice Bujon, président-directeur général de *Midi Libre*, président du Syndicat des quotidiens régionaux (S.Q.R.) a été élu, jeudi 17 juin, président de la Fédération nationale de la presse française par 40 voix et un bulletin nul. Il remplace M. André-Louis Dubois, qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat.

C'est la première fois qu'une élection à la présidence de la Fédération nationale de la presse française est acquise au premier tour de scrutin.

M. Maurice Bujon, a rendu hommage à son prédécesseur M. André-Louis Dubois, ancien ambassadeur de France, et a demandé à l'Assemblée de lui conférer l'honorariat en raison des éminents services rendus à la profession. Le nouveau président de la F.N.P.F. a assuré ses confrères qu'il s'emploierait à améliorer les conditions d'assujettissement de la presse périodique à la T.V.A.

(Né le 16 août 1912 à Narbonne (Aude), M. Maurice Bujon, licencié en lettres et en droit, débute dans le journalisme à l'*Éclair*, en 1933. Il est président-directeur général de *Midi Libre*, à Montpellier, depuis 1958 après avoir été le rédacteur en chef de ce journal à la libération. Président du syndicat des quotidiens régionaux, vice-président du groupement des grands régionaux, M. Bujon siège au conseil d'administration de l'Agence France Presse depuis 1962.

Administrateur de l'O.R.T.F. de 1972 à 1974, il est également président de la Société de distribution de la presse régionale et du conseil de gérance de Vidéo-Press.

### LA MANIFESTATION DES « TRAVAILLEURS DE L'INFORMATION »

Les « travailleurs de l'information », à l'appel de leurs organisations syndicales, ont manifesté à Paris, place de la Trinité, le jeudi 17 juin. Dès 12 h 30, de nombreux salariés (5 000 selon les syndicats) de toutes les catégories professionnelles — journalistes, ouvriers et cadres de l'imprimerie, personnel de la radio et de la télévision — s'étaient rassemblés sur la chaussée, en face de l'édifice, afin de manifester leur solidarité « contre le chômage, la déqualification et pour la liberté d'expression ».

Prénant d'abord la parole, M. Gérard Gaspard, président de l'Union nationale des syndicats de journalistes (C.G.T., C.F.D.T., F.O. et S.N.J.), a dénoncé ceux qui considèrent la presse comme une simple marchandise.

Évoquant certains rachats de titres avec des fonds dont la provenance est mal connue, il a réclamé « qu'une commission d'enquête soit constituée et, comme le recommande le Conseil national de la résistance, que soit rendue publique la composition des conseils d'administration qui gèrent les journaux ».

M. Jean-Marc Ventillard (C.F.D.T.) et Lucien Dangard (C.G.T.) ont souligné « la nécessité d'aboutir à un accord-cadre pour la presse parisienne ». Pour M. Dangard, en effet, « les journaux ne refusent pas la modernisation des entreprises mais plutôt la façon dont veulent la faire les patrons de presse ».

Après la manifestation, des délégations se sont rendues à l'hôtel Matignon, puis au syndicat de la presse parisienne, pour demander « l'accélération des négociations ».

Dans la région Rhône-Alpes, nous signalons notre correspondant, des sections syndicales de journalistes (C.F.D.T., C.G.T., S.N.J.) et d'employés de presse (C.F.D.T., C.G.T.) du groupe Alpes, ont déclenché des grèves tournantes de quarante-huit heures par département. La Saône-et-Loire a entraîné le mouvement le jeudi 17. Elle devait être suivie par l'Ain ce vendredi 18. Les journalistes et employés de presse demandent l'ouverture de négociations sur de nouveaux accords d'entreprise et sur les conditions d'application des nouvelles techniques.

● **L'Union nationale des attachés de presse (UNAP)** fête son vingtième anniversaire. A cette occasion, M. André Rossi, porte-parole du gouvernement, a évoqué, le jeudi 17 juin, devant ses membres, le rôle qui, selon lui, doit être celui de l'attaché de presse — que celui-ci travaille pour le secteur public ou pour le secteur privé. Le secrétaire d'État s'est prononcé pour une unification des différents associations ou syndicats d'attachés de presse. Il a souligné la nécessité d'une solide formation de ceux qui occupent des postes de communication et leur a recommandé de « pratiquer une politique de vérité à l'égard des journalistes ».

— Le 18 juin 1976, à 14 heures, au cimetière de Bagneux-Parisien, 50, rue Raffet, 75015 Paris.

— M. et Mme Maxime Blette, Mme Isabelle du Pasquier, M. et Mme Bernard, Bertrand et Virginie Blette, ont la grande douleur de faire part du décès accidentel de leur petit-fils, fils et frère, survenu à Limoges, le 14 juin 1976, à l'âge de vingt ans.

Les obsèques seront célébrées le lundi 21 juin 1976, à 10 h 30, en l'église Saint-Similien, 68 bis, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris.

— L'inhumation aura lieu le mardi 22 juin 1976 dans la chapelle familiale, au cimetière de Malesherbes, à Paris, à 15 heures, à l'issue d'un service religieux.

— Mme Etienne Guillemot, son épouse, M. et Mme Pierre Dognin, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

Mme Pierre Guillemot, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

Les familles Jacques Guillemot, Maurice Wallon, Jean-Louis Wallon, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

— Le docteur et Mme Latreille et leurs enfants, M. et Mme Bernard Latreille et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

— Mme Jacques LATREILLE, née Jane de Saint-Rapt, survenue le 10 juin 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Grenoble, le 13 juin, suivie de l'inhumation à Saint-Georges-d'Espéranche.

12, place Paul-Mistral, 38000 Grenoble.  
Eve, place Villon, 38000 Puy-l'Évêque, 38, rue La Fayette, 75009 Paris.

— Le docteur et Mme Latreille et leurs enfants, M. et Mme Bernard Latreille et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

— Mme Jacques LATREILLE, née Jane de Saint-Rapt, survenue le 10 juin 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Grenoble, le 13 juin, suivie de l'inhumation à Saint-Georges-d'Espéranche.

12, place Paul-Mistral, 38000 Grenoble.  
Eve, place Villon, 38000 Puy-l'Évêque, 38, rue La Fayette, 75009 Paris.

— Le docteur et Mme Latreille et leurs enfants, M. et Mme Bernard Latreille et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Michel Pélron et leurs enfants.

— Mme Jacques LATREILLE, née Jane de Saint-Rapt, survenue le 10 juin 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Grenoble, le 13 juin, suivie de l'inhumation à Saint-Georges-d'Espéranche.

12, place Paul-Mistral, 38000 Grenoble.  
Eve, place Villon, 38000 Puy-l'Évêque, 38, rue La Fayette,







Au même moment, coïncidence  
 d'être une concentration d'édifi-  
 percevoir tant de « littérature »  
 dans les « réflexions » formu-  
 Certes, on conviendra qu'il  
 était opportun de rappeler que

(1) Du ministre d'Etat, on retient : « Les libertés sont autant de réductions de libertés. »

★ *Liberté, libertés* ; Réflexions du Comité pour une charte des libertés, animé par Robert Badinter ; préface de François Mitterrand, 286 pages, 10 F. Gallimard, éditeur.

★ *Liberté et Libertés, la Neï*, n° 69 d'avril-mai-juin, 15 F.

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

100



# ARTS ET SPECTACLES

## Rendre la justice

Chaque jour, on voit des gens se battre pour rendre la justice. Mais, dans ce monde où tout est si vite fait, on a l'impression que la justice est devenue une affaire de routine, une affaire de papier. On a l'impression que la justice est devenue une affaire de routine, une affaire de papier. On a l'impression que la justice est devenue une affaire de routine, une affaire de papier.

## Théâtre



Jean-Paul Wenzel à Bobigny

Il y a vingt ans, Bobigny était une banlieue pauvre et déshéritée. Aujourd'hui, la ville compte quarante mille habitants. Elle a sa vie propre, ses activités autonomes, y compris dans le domaine culturel. Le mot étant pris au sens large. Cent cinquante associations se partagent l'organisation du temps libre, et il y a trois ans s'est ouvert un centre culturel — le mot étant pris, ici, dans son sens précis.

## Archéologie

### Un entretien avec Jean-Philippe Lauer

L'archéologue Jean-Philippe Lauer a répondu, au Caire, aux questions que lui posait notre correspondant. — Au départ, vous ne vous destiniez pas à l'égyptologie. Comment êtes-vous venu à cette science ?

En 1928, à vingt-quatre ans, architecte français, des boursiers de Paris, je suis venu en Égypte pour un an, pour participer à la fouille de la pyramide de Saqqarah. Durant la guerre de 1939, j'ai été mobilisé, et l'expédition de Saqqarah a été interrompue. En 1956, m'a-t-on demandé de quitter l'Égypte pour trois ans. Je suis alors allé en Libye, pour lever les plans d'Appollonia, port de la côte grecque de Cyrénaïque. Depuis 1952, je viens au moins quatre fois par an à Saqqarah, cette fois pour le compte du C.N.R.S.

## Cinéma

### L'Apprentissage de Duddy Kravitz

Montréal dans les années 60. Ses études terminées, Duddy Kravitz, juif pauvre, se lance dans la course à la réussite. Il est doué pour les affaires à la petite semaine, mais n'emploie pas toujours des moyens honnêtes. S'il réalise bien son rêve (acquiesce, dans la région des Laurentides, un lac et quelques arpents de terrain pour « faire construire »), il se retrouve seul, responsable de pas mal de dégâts et repoussé par Yvette, qui était son amie, sa maîtresse, sa conscience.

Ted Kotcheff (Canadien de Toronto qui tournait en France) a réalisé ce film en 1974. On est surpris d'y découvrir ce qu'on n'a jamais vu dans le cinéma québécois : un milieu juif, ou l'on parle anglais, milieu qui est à la fois méprisé par la bourgeoisie anglo-saxonne et par les Canadiens français de la campagne. Un milieu fermé, par la force des conditions sociologiques — et sans doute économiques — où l'arbitraire se modèle sur la réussite individuelle à l'américaine. C'était hier, est-ce encore aujourd'hui ? Il y a là quelque chose d'ambigu.

## Culture

### APRÈS LE DÉPART DE M. FRANÇOIS MATHEY

#### La crise s'aggrave au C.C.I. de Beaubourg

Le Centre de création industrielle (C.C.I.), dont la vocation est de rendre compte des relations entre les individus et le cadre de vie quotidien (architecture, urbanisme, design industriel, publicité, médias...), a été créé en 1969 par l'Union centrale des arts décoratifs. Devenu en 1973 l'un des quatre départements du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, le C.C.I. traverse aujourd'hui une crise qui vient d'être marquée par le licenciement sans préavis de son directeur adjoint, M. François Mathey.

Il lui a été reproché de « fautes graves » : avoir autorisé notamment des assemblées générales du personnel pendant les heures de service, avoir posé sur la place publique des débats considérés comme confidentiels, avoir fait publier à titre onéreux dans nos colonnes (le Monde du 5 juin) un manifeste signé par deux cinquantaine personnes : urbanistes, architectes, designers, français et étrangers ; manifeste qui faisait état de menaces pesant sur les orientations du Centre.

## Jazz

### MORT DE JIMMY GARRISON

Nous apprenons la mort du contrebassiste Jimmy Garrison, à New-York, des suites d'un cancer. Il était âgé de quarante-deux ans. (Né à Miami le 3 mars 1934, James Emory Garrison, après avoir fait des études de clarinette, joue comme contrebassiste avec le batteur Albert Heath et le pianiste Bobby Timmons autour de Philadelphia, Benny Golson, Lenny Tristano, entre autres. Après Steve Davis et Reggie Workman, il se joint au quartet de John Coltrane, qu'il quitte en 1968 pour jouer avec Hampton Hawes, puis retrouve Coltrane, qu'il ne quitte plus jusqu'à la fin de la grande époque en 1971. Après une période d'enseignement, il se joint à Archie Shepp, puis retrouve son partenaire des années « coltraniennes » : Elvin Jones.)

## INSTITUT

### Les grands prix littéraires de l'Académie française

● LITTÉRATURE : José Cabanis  
● POÉSIE : Eugène Guillevic  
L'Académie française a tenu le 17 juin sa séance publique annuelle, réservant pour l'automne le prix du roman. Elle a, en sensibilité valorisée le montant, puisque le total, qui était de 309 000 F en 1974, passe cette année à 940 000 F.

— Grand Prix de poésie (50 000 F) : à José Cabanis pour l'ensemble de son œuvre.  
[José Cabanis a déjà été président du jury de la poésie en 1962, en 1965, en 1968, en 1971, en 1974, en 1975, en 1976, en 1977, en 1978, en 1979, en 1980, en 1981, en 1982, en 1983, en 1984, en 1985, en 1986, en 1987, en 1988, en 1989, en 1990, en 1991, en 1992, en 1993, en 1994, en 1995, en 1996, en 1997, en 1998, en 1999, en 2000, en 2001, en 2002, en 2003, en 2004, en 2005, en 2006, en 2007, en 2008, en 2009, en 2010, en 2011, en 2012, en 2013, en 2014, en 2015, en 2016, en 2017, en 2018, en 2019, en 2020, en 2021, en 2022, en 2023, en 2024, en 2025, en 2026, en 2027, en 2028, en 2029, en 2030, en 2031, en 2032, en 2033, en 2034, en 2035, en 2036, en 2037, en 2038, en 2039, en 2040, en 2041, en 2042, en 2043, en 2044, en 2045, en 2046, en 2047, en 2048, en 2049, en 2050, en 2051, en 2052, en 2053, en 2054, en 2055, en 2056, en 2057, en 2058, en 2059, en 2060, en 2061, en 2062, en 2063, en 2064, en 2065, en 2066, en 2067, en 2068, en 2069, en 2070, en 2071, en 2072, en 2073, en 2074, en 2075, en 2076, en 2077, en 2078, en 2079, en 2080, en 2081, en 2082, en 2083, en 2084, en 2085, en 2086, en 2087, en 2088, en 2089, en 2090, en 2091, en 2092, en 2093, en 2094, en 2095, en 2096, en 2097, en 2098, en 2099, en 2100, en 2101, en 2102, en 2103, en 2104, en 2105, en 2106, en 2107, en 2108, en 2109, en 2110, en 2111, en 2112, en 2113, en 2114, en 2115, en 2116, en 2117, en 2118, en 2119, en 2120, en 2121, en 2122, en 2123, en 2124, en 2125, en 2126, en 2127, en 2128, en 2129, en 2130, en 2131, en 2132, en 2133, en 2134, en 2135, en 2136, en 2137, en 2138, en 2139, en 2140, en 2141, en 2142, en 2143, en 2144, en 2145, en 2146, en 2147, en 2148, en 2149, en 2150, en 2151, en 2152, en 2153, en 2154, en 2155, en 2156, en 2157, en 2158, en 2159, en 2160, en 2161, en 2162, en 2163, en 2164, en 2165, en 2166, en 2167, en 2168, en 2169, en 2170, en 2171, en 2172, en 2173, en 2174, en 2175, en 2176, en 2177, en 2178, en 2179, en 2180, en 2181, en 2182, en 2183, en 2184, en 2185, en 2186, en 2187, en 2188, en 2189, en 2190, en 2191, en 2192, en 2193, en 2194, en 2195, en 2196, en 2197, en 2198, en 2199, en 2200, en 2201, en 2202, en 2203, en 2204, en 2205, en 2206, en 2207, en 2208, en 2209, en 2210, en 2211, en 2212, en 2213, en 2214, en 2215, en 2216, en 2217, en 2218, en 2219, en 2220, en 2221, en 2222, en 2223, en 2224, en 2225, en 2226, en 2227, en 2228, en 2229, en 2230, en 2231, en 2232, en 2233, en 2234, en 2235, en 2236, en 2237, en 2238, en 2239, en 2240, en 2241, en 2242, en 2243, en 2244, en 2245, en 2246, en 2247, en 2248, en 2249, en 2250, en 2251, en 2252, en 2253, en 2254, en 2255, en 2256, en 2257, en 2258, en 2259, en 2260, en 2261, en 2262, en 2263, en 2264, en 2265, en 2266, en 2267, en 2268, en 2269, en 2270, en 2271, en 2272, en 2273, en 2274, en 2275, en 2276, en 2277, en 2278, en 2279, en 2280, en 2281, en 2282, en 2283, en 2284, en 2285, en 2286, en 2287, en 2288, en 2289, en 2290, en 2291, en 2292, en 2293, en 2294, en 2295, en 2296, en 2297, en 2298, en 2299, en 2300, en 2301, en 2302, en 2303, en 2304, en 2305, en 2306, en 2307, en 2308, en 2309, en 2310, en 2311, en 2312, en 2313, en 2314, en 2315, en 2316, en 2317, en 2318, en 2319, en 2320, en 2321, en 2322, en 2323, en 2324, en 2325, en 2326, en 2327, en 2328, en 2329, en 2330, en 2331, en 2332, en 2333, en 2334, en 2335, en 2336, en 2337, en 2338, en 2339, en 2340, en 2341, en 2342, en 2343, en 2344, en 2345, en 2346, en 2347, en 2348, en 2349, en 2350, en 2351, en 2352, en 2353, en 2354, en 2355, en 2356, en 2357, en 2358, en 2359, en 2360, en 2361, en 2362, en 2363, en 2364, en 2365, en 2366, en 2367, en 2368, en 2369, en 2370, en 2371, en 2372, en 2373, en 2374, en 2375, en 2376, en 2377, en 2378, en 2379, en 2380, en 2381, en 2382, en 2383, en 2384, en 2385, en 2386, en 2387, en 2388, en 2389, en 2390, en 2391, en 2392, en 2393, en 2394, en 2395, en 2396, en 2397, en 2398, en 2399, en 2400, en 2401, en 2402, en 2403, en 2404, en 2405, en 2406, en 2407, en 2408, en 2409, en 2410, en 2411, en 2412, en 2413, en 2414, en 2415, en 2416, en 2417, en 2418, en 2419, en 2420, en 2421, en 2422, en 2423, en 2424, en 2425, en 2426, en 2427, en 2428, en 2429, en 2430, en 2431, en 2432, en 2433, en 2434, en 2435, en 2436, en 2437, en 2438, en 2439, en 2440, en 2441, en 2442, en 2443, en 2444, en 2445, en 2446, en 2447, en 2448, en 2449, en 2450, en 2451, en 2452, en 2453, en 2454, en 2455, en 2456, en 2457, en 2458, en 2459, en 2460, en 2461, en 2462, en 2463, en 2464, en 2465, en 2466, en 2467, en 2468, en 2469, en 2470, en 2471, en 2472, en 2473, en 2474, en 2475, en 2476, en 2477, en 2478, en 2479, en 2480, en 2481, en 2482, en 2483, en 2484, en 2485, en 2486, en 2487, en 2488, en 2489, en 2490, en 2491, en 2492, en 2493, en 2494, en 2495, en 2496, en 2497, en 2498, en 2499, en 2500, en 2501, en 2502, en 2503, en 2504, en 2505, en 2506, en 2507, en 2508, en 2509, en 2510, en 2511, en 2512, en 2513, en 2514, en 2515, en 2516, en 2517, en 2518, en 2519, en 2520, en 2521, en 2522, en 2523, en 2524, en 2525, en 2526, en 2527, en 2528, en 2529, en 2530, en 2531, en 2532, en 2533, en 2534, en 2535, en 2536, en 2537, en 2538, en 2539, en 2540, en 2541, en 2542, en 2543, en 2544, en 2545, en 2546, en 2547, en 2548, en 2549, en 2550, en 2551, en 2552, en 2553, en 2554, en 2555, en 2556, en 2557, en 2558, en 2559, en 2560, en 2561, en 2562, en 2563, en 2564, en 2565, en 2566, en 2567, en 2568, en 2569, en 2570, en 2571, en 2572, en 2573, en 2574, en 2575, en 2576, en 2577, en 2578, en 2579, en 2580, en 2581, en 2582, en 2583, en 2584, en 2585, en 2586, en 2587, en 2588, en 2589, en 2590, en 2591, en 2592, en 2593, en 2594, en 2595, en 2596, en 2597, en 2598, en 2599, en 2600, en 2601, en 2602, en 2603, en 2604, en 2605, en 2606, en 2607, en 2608, en 2609, en 2610, en 2611, en 2612, en 2613, en 2614, en 2615, en 2616, en 2617, en 2618, en 2619, en 2620, en 2621, en 2622, en 2623, en 2624, en 2625, en 2626, en 2627, en 2628, en 2629, en 2630, en 2631, en 2632, en 2633, en 2634, en 2635, en 2636, en 2637, en 2638, en 2639, en 2640, en 2641, en 2642, en 2643, en 2644, en 2645, en 2646, en 2647, en 2648, en 2649, en 2650, en 2651, en 2652, en 2653, en 2654, en 2655, en 2656, en 2657, en 2658, en 2659, en 2660, en 2661, en 2662, en 2663, en 2664, en 2665, en 2666, en 2667, en 2668, en 2669, en 2670, en 2671, en 2672, en 2673, en 2674, en 2675, en 2676, en 2677, en 2678, en 2679, en 2680, en 2681, en 2682, en 2683, en 2684, en 2685, en 2686, en 2687, en 2688, en 2689, en 2690, en 2691, en 2692, en 2693, en 2694, en 2695, en 2696, en 2697, en 2698, en 2699, en 2700, en 2701, en 2702, en 2703, en 2704, en 2705, en 2706, en 2707, en 2708, en 2709, en 2710, en 2711, en 2712, en 2713, en 2714, en 2715, en 2716, en 2717, en 2718, en 2719, en 2720, en 2721, en 2722, en 2723, en 2724, en 2725, en 2726, en 2727, en 2728, en 2729, en 2730, en 2731, en 2732, en 2733, en 2734, en 2735, en 2736, en 2737, en 2738, en 2739, en 2740, en 2741, en 2742, en 2743, en 2744, en 2745, en 2746, en 2747, en 2748, en 2749, en 2750, en 2751, en 2752, en 2753, en 2754, en 2755, en 2756, en 2757, en 2758, en 2759, en 2760, en 2761, en 2762, en 2763, en 2764, en 2765, en 2766, en 2767, en 2768, en 2769, en 2770, en 2771, en 2772, en 2773, en 2774, en 2775, en 2776, en 2777, en 2778, en 2779, en 2780, en 2781, en 2782, en 2783, en 2784, en 2785, en 2786, en 2787, en 2788, en 2789, en 2790, en 2791, en 2792, en 2793, en 2794, en 2795, en 2796, en 2797, en 2798, en 2799, en 2800, en 2801, en 2802, en 2803, en 2804, en 2805, en 2806, en 2807, en 2808, en 2809, en 2810, en 2811, en 2812, en 2813, en 2814, en 2815, en 2816, en 2817, en 2818, en 2819, en 2820, en 2821, en 2822, en 2823, en 2824, en 2825, en 2826, en 2827, en 2828, en 2829, en 2830, en 2831, en 2832, en 2833, en 2834, en 2835, en 2836, en 2837, en 2838, en 2839, en 2840, en 2841, en 2842, en 2843, en 2844, en 2845, en 2846, en 2847, en 2848, en 2849, en 2850, en 2851, en 2852, en 2853, en 2854, en 2855, en 2856, en 2857, en 2858, en 2859, en 2860, en 2861, en 2862, en 2863, en 2864, en 2865, en 2866, en 2867, en 2868, en 2869, en 2870, en 2871, en 2872, en 2873, en 2874, en 2875, en 2876, en 2877, en 2878, en 2879, en 2880, en 2881, en 2882, en 2883, en 2884, en 2885, en 2886, en 2887, en 2888, en 2889, en 2890, en 2891, en 2892, en 2893, en 2894, en 2895, en 2896, en 2897, en 2898, en 2899, en 2900, en 2901, en 2902, en 2903, en 2904, en 2905, en 2906, en 2907, en 2908, en 2909, en 2910, en 2911, en 2912, en 2913, en 2914, en 2915, en 2916, en 2917, en 2918, en 2919, en 2920, en 2921, en 2922, en 2923, en 2924, en 2925, en 2926, en 2927, en 2928, en 2929, en 2930, en 2931, en 2932, en 2933, en 2934, en 2935, en 2936, en 2937, en 2938, en 2939, en 2940, en 2941, en 2942, en 2943, en 2944, en 2945, en 2946, en 2947, en 2948, en 2949, en 2950, en 2951, en 2952, en 2953, en 2954, en 2955, en 2956, en 2957, en 2958, en 2959, en 2960, en 2961, en 2962, en 2963, en 2964, en 2965, en 2966, en 2967, en 2968, en 2969, en 2970, en 2971, en 2972, en 2973, en 2974, en 2975, en 2976, en 2977, en 2978, en 2979, en 2980, en 2981, en 2982, en 2983, en 2984, en 2985, en 2986, en 2987, en 2988, en 2989, en 2990, en 2991, en 2992, en 2993, en 2994, en 2995, en 2996, en 2997, en 2998, en 2999, en 3000, en 3001, en 3002, en 3003, en 3004, en 3005, en 3006, en 3007, en 3008, en 3009, en 3010, en 3011, en 3012, en 3013, en 3014, en 3015, en 3016, en 3017, en 3018, en 3019, en 3020, en 3021, en 3022, en 3023, en 3024, en 3025, en 3026, en 3027, en 3028, en 3029, en 3030, en 3031, en 3032, en 3033, en 3034, en 3035, en 3036, en 3037, en 3038, en 3039, en 3040, en 3041, en 3042, en 3043, en 3044, en 3045, en 3046, en 3047, en 3048, en 3049, en 3050, en 3051, en 3052, en 3053, en 3054, en 3055, en 3056, en 3057, en 3058, en 3059, en 3060, en 3061, en 3062, en 3063, en 3064, en 3065, en 3066, en 3067, en 3068, en 3069, en 3070, en 3071, en 3072, en 3073, en 3074, en 3075, en 3076, en 3077, en 3078, en 3079, en 3080, en 3081, en 3082, en 3083, en 3084, en 3085, en 3086, en 3087, en 3088, en 3089, en 3090, en 3091, en 3092, en 3093, en 3094, en 3095, en 3096, en 3097, en 3098, en 3099, en 3100, en 3101, en 3102, en 3103, en 3104, en 3105, en 3106, en 3107, en 3108, en 3109, en 3110, en 3111, en 3112, en 3113, en 3114, en 3115, en 3116, en 3117, en 3118, en 3119, en 3120, en 3121, en 3122, en 3123, en 3124, en 3125, en 3126, en 3127, en 3128, en 3129, en 3130, en 3131, en 3132, en 3133, en 3134, en 3135, en 3136, en 3137, en 3138, en 3139, en 3140, en 3141, en 3142, en 3143, en 3144, en 3145, en 3146, en 3147, en 3148, en 3149, en 3150, en 3151, en 3152, en 3153, en 3154, en 3155, en 3156, en 3157, en 3158, en 3159, en 3160, en 3161, en 3162, en 3163, en 3164, en 3165, en 3166, en 3167, en 3168, en 3169, en 3170, en 3171, en 3172, en 3173, en 3174, en 3175, en 3176, en 3177, en 3178, en 3179, en 3180, en 3181, en 3182, en 3183, en 3184, en 3185, en 3186, en 3187, en 3188, en 3189, en 3190, en 3191, en 3192, en 3193, en 3194, en 3195, en 3196, en 3197, en 3198, en 3199, en 3200, en 3201, en 3202, en 3203, en 3204, en 3205, en 3206, en 3207, en 3208, en 3209, en 3210, en 3211, en 3212, en 3213, en 3214, en 3215, en 3216, en 3217, en 3218, en 3219, en 3220, en 3221, en 3222, en 3223, en 3224, en 3225, en 3226, en 3227, en 3228, en 3229, en 3230, en 3231, en 3232, en 3233, en 3234, en 3235, en 3236, en 3237, en 3238, en 3239, en 3240, en 3241, en 3242, en 3243, en 3244, en 3245, en 3246, en 3247, en 3248, en 3249, en 3250, en 3251, en 3252, en 3253, en 3254, en 3255, en 3256, en 3257, en 3258, en 3259, en 3260, en 3261, en 3262, en 3263, en 3264, en 3265, en 3266, en 3267, en 3268, en 3269, en 3270, en 3271, en 3272, en 3273, en 3274, en 3275, en 3276, en 3277, en 3278, en 3279, en 3280, en 3281, en 3282, en 3283, en 3284, en 3285, en 3286, en 3287, en 3288, en 3289, en 3290, en 3291, en 3292, en 3293, en 3294, en 3295, en 3296, en 3297, en 3298, en 3299, en 3300, en 3301, en 3302, en 3303, en 3304, en 3305, en 3306, en 3307, en 3308, en 3309, en 3310, en 3311, en 3312, en 3313, en 3314, en 3315, en 3316, en 3317, en 3318, en 3319, en 3320, en 3321, en 3322, en 3323, en 3324, en 3325, en 3326, en 3327, en 3328, en 3329, en 3330, en 3331, en 3332, en 3333, en 3334, en 3335, en 3336, en 3337, en 3338, en 3339, en 3340, en 3341, en 3342, en 3343, en 3344, en 3345, en 3346, en 3347, en 3348, en 3349, en 3350, en 3351, en 3352, en 3353, en 3354, en 3355, en 3356, en 3357, en 3358, en 3359, en 3360, en 3361, en 3362, en 3363, en 3364, en 3365, en 3366, en 3367, en 3368, en 3369, en 3370, en 3371, en 3372, en 3373, en 3374, en 3375, en 3376, en 3377, en 3378, en 3379, en 3380, en 3381, en 3382, en 3383, en 3384, en 3385, en 3386, en 3387, en 3388, en 3389, en 3390, en 3391, en 3392, en 3393, en 3394, en 3395, en 3396, en 3397, en 3398, en 3399, en 3400, en 34



MONTE-CARLO v.o. - HAUTEFEUILLE v.o. - 14-JUILLET v.o. - SAINT-LAZARE PASQUIER v.f. - MONT-PARNASSE PATHE v.f. - GAUMONT CONVENTION v.f. - NATION v.f. - TRICYCLE Asnières v.f.

## Cría cuervos...

Regards d'une Enfance

un film de  
**Carlos SAURA**



PRIX SPECIAL DU JURY  
CANNES 76

avec  
**Géraldine CHAPLIN**  
**Ana TORRENT**

Film Molière

GAUMONT AMBASSADE - BERLITZ - WEPLER PATHÉ - MONT-PARNASSE PATHÉ - CLUNY PALACE - GAUMONT CONVENTION - VICTOR-HUGO PATHÉ - GAUMONT GAMBETTA - Périphérie : C21 Versailles - YELIZY - TRICYCLE Asnières - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thibault - PATHÉ Champigny - FRANÇAIS Enghien - FLANADES Sarcelles - ARIEL Rocli - GAUMONT Évry.

## PIERRE RICHARD

## MIOU-MIOU

## JEAN-PIERRE MARIELLE



# on aura tout vu!

UN FILM DE  
**GEORGES LAUTNER**

SCÉNARIO ORIGINAL ET DIALOGUES DE  
**FRANCIS VEBER**

PRODUCTEUR DÉLÉGUÉ  
**ALAIN POIRE**

GAUMONT INTERNATIONAL - PRODUCTION 2000

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

## SPECTACLES

### théâtres

**Les salles subventionnées**  
Chaillet, Gémier, 20 h. 30 : Jocaste.  
TSP, 20 h. 30 : Perspectives du cinéma français. Petit TSP, 20 h. 30 et 22 h. : Théâtre-Ecole de Montreuil.

**Les salles municipales**  
Nouvel Carré, 18 h. 30 : Marionnettes siciliennes; 20 h. : Cirque à l'antenne; 21 h. : Grande Salles d'Afrique Noire. Salle Papin, 20 h. : Chet secondaire (montage postérieur); 21 h. 15 : Jean Rost. Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Ballet de l'Opéra de Hambourg.

**Les autres salles**  
Atelier, 21 h. : Monsieur Chasse. Centre culturel du 17, 20 h. 30 : La Nuit des assassins. Cécile des Champs-Élysées, 20 h. 45 : A vos souhaits. Coupe-Chou, 20 h. 45 : Je m'imagine pas ma vie demain. Gédé-Montparnasse, 21 h. : Ne riez jamais d'une femme qui tombe. Goethe Institut, 20 h. 30 : Laila et Kila. Huchette, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve; la Leçon. Journées Saint-Germain-des-Près, parvis de l'église, 21 h. : Comme à la Foire de Saint-Germain-des-Près. La Bruyère, 21 h. : Mangeront-ils? Lucrèce, 20 h. 30 : Les Remplaçants. Madeleine, 20 h. 30 : Piau de vache. Maison de Poésie, 21 h. : Le Journal d'un fou. Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure, même heure. Mouffetard, 20 h. 30 : Vamp; 22 h. : Musique barbare. Palais, 20 h. 30 : Théâtre d'interaction. Palais-Royal, 20 h. 30 : La Cage aux folles. Parvis de la faculté Caenier, 19 h. : Une locandiera.

### STUDIO CUJAS

## L'ARGENT DE POCHÉ

de François Truffaut

20, RUE CUJAS 5° - 033-89-22

## FESTIVAL de VERSAILLES

21 JUIN, 20 h. 45 - THÉÂTRE MONTANSIER

Récital de piano  
**CYPRIEN KATZARIS**

Lauréat du concours CHIFFRA 1974  
SCHUBERT - BEETHOVEN - LISZT

PIANO \*\*\*\*

Théâtre des Champs-Élysées

22 Juin

à 20 H 30

## ALFRED BRENDL

recital

Bach - Beethoven - Liszt



extraits de la discographie : Beethoven, sonates-origines  
n° 9500 076 - 9500 077 - 9500 041.  
Liszt, Années de Pèlerinage disque n° 6500 420

## PHILIPS

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

## LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 18 juin

Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : les Moutons de la nuit.  
Ranzelagh, 20 h. 30 : les Dix Petits Nègres.  
Saint-Georges, 21 h. : Croque-Mort.  
Studio des Champs-Élysées, 20 h. 45 : la Frouse.  
Studio-Théâtre 14, 20 h. 30 : Amiel.  
Terra, 21 h. : Flank et Matho.  
Théâtre Campagne-Première, 22 h. 15 : l'Orchestre.  
Théâtre de la Cité internationale, 21 h. : Les Rosiers.  
Lena - La Galerie, 21 h. : Monsieur Moustiquier.  
Maison internationale, 20 h. 30 : Exposition de poteries.  
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : D'homme à homme.  
Théâtre de l'Épicerie, 21 h. : Amour toujours.  
Théâtre Esplanade, 20 h. 30 : Les Enfants gâtés - Salle II.  
20 h. 30 : Néron 3.  
Théâtre du Marais, 21 h. : Histoire d'amour.  
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Daniel.  
Petite salle, 20 h. 30 : Faust.  
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Ta vie vide.  
Théâtre 347, 21 h. : Cheptel mort ou vif.  
Troglodyte, 22 h. : Khabat.  
Variétés, 20 h. 30 : l'Autre Valse.

**Les cafés-théâtres**  
Au Bec fin, 21 h. : N. Mons; 22 h. 15 : Tchekhov; 24 h. : N. Mons.  
Au Vrai Chic parisien, 20 h. 30 : En attendant les bulldozers; 22 h. 15 : Salade Jeanne du Larzac.  
Blanc-Manteau, 20 h. 45 : les Jeunes; 21 h. 45 : Edir David et Dominique; 23 h. : P. Villaz.  
Café d'Orsay, 20 h. 45 : J. A. Group; 22 h. 30 : Pierre et Marc Jolivet; 23 h. 15 : Prisons sur le secteur.  
Café de la Gare, 22 h. : le Graphique de Boscop.  
Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h. 30 : Huis clos.  
Chez Félix, 21 h. 30 : la Guichet.

**La danse**  
Votr Nouveau Carré et Théâtre de la Ville.  
Bibliothèque-Opéra, 21 h. : Musique et danses de l'Inde du Sud.  
Espace Carlin, 21 h. : Carla Fracci.  
Paolo Bortoluzzi.  
Porte-Saint-Martin, 20 h. 45 : Chants et danses des Amazoniens.

**La fête des Tuileries**  
Jardins des Tuileries (Pyramides) 18 h. 30 : Un merveilleux jardin; 21 h. : Ray Blas. - Voir aussi Théâtre d'Orsay.

**Festival du Louvre**  
Cour Carrée, 21 h. : le Lac des Cygnes, par le ballet de l'Opéra.

**Festival du Marais**  
Hôtel de Beaurais, 20 h. 30 : Café-concert chantant; 22 h. : One Rocheman chant.  
Eglise Notre-Dame des Blancs-Manteaux, 21 h. : P. Tortelier, violoncelle (Bach).

Je cherche le silence et la nuit pour rêver  
(d'après Racine).

TROUVEZ  
LES BATEAUX NOUCHES NOCTURNES  
calmes et loin de la circulation  
au large des monuments illuminés  
SUPPLÉMENTAIRES D'ÉTÉ 22H30 et 23H  
Embarcadere : Port de l'Alma

Tous les jours : 10 Frs  
Bal.96.10.

Place du Marché-Sainte-Catherine, 19 h. 30 : Dieghl; 20 h. 30 : l'Homme-Oiseau.  
Square Langlois, 18 h. 30 : Rémy Robin, Marcel Eglin; 19 h. 30 : H. Osh et D. Krusansky (Hôtes).

**Le music-hall**  
Casino de Paris, 20 h. 30 : Line Renaud.  
Elysée-Montmartre, 21 h. : Fantasia.  
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aimé à la folle.  
Olympia, 21 h. 30 : Julio Iglesias.  
Théâtre Tristan-Bernard, 21 h. : Entrée en scène.

**Les chansonniers**  
Caveau de la République, 21 h. : Et au bout du tunnel... y a le tunnel!  
Deux-Anes, 21 h. : Serre-vis compris!  
Dix-Heures, 22 h. : J. Rigaux, M. Borgues.

**Jazz, rock et pop**  
Centre américain, 21 h. : Groupe Océan.

**Les concerts**  
Hôtel Heronnet, 20 h. 15 : S. Escura, piano, et le Trio Revital (Bach).  
Atelier Sonagnac, 20 h. 30 : C. Gaumont, clavier (Frescobaldi, Bach, Couperin, Scarlatti).  
Musée d'art moderne, 20 h. 30 : Musique pour les yeux.  
Eglise Saint-Thomas-d'Aquin, 20 h. 30 : Orchestre de chambre de Radio-France, dir. E. Krivine (Bach, Beethoven).  
Eglise Saint-Thomas-d'Aquin, 20 h. 30 : Orchestre de chambre de Radio-France, dir. E. Krivine (Bach, Beethoven).  
Mairie de la cathédrale de Focman, dir. A. Bernot (Alain, Bach, Hummel, Schütz, Dornbush).  
Abbaye de Port-Royal, 21 h. 30 : M.-C. Jamet, harpe.  
Théâtre Mouffetard, 22 h. : Musique arabe.

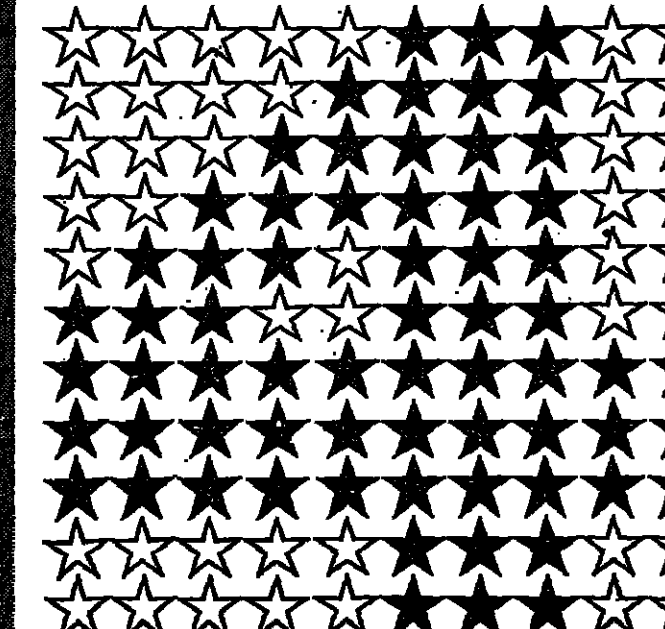
AL OLYMPIA  
BRUNO COQUATRIER

## BIENTÔT

3ème CHAPITRE  
DE LA CONFRÉRIÉ  
SORCIERS  
MAGIENS  
LES SUPPOTS  
DE SATAN!

Collocation au Théâtre de la Ville, 22-23-24-25-26-27-28-29-30 juin, dans les spectacles précédents, 727.42.34

## LA ROCHELLE



## 4<sup>èmes</sup> RENCONTRES INTERNATIONALES D'ART CONTEMPORAIN

### MUSIQUE

Steve Reich  
John Cage  
Cecil Taylor  
Quatuor Concord  
Orchestre de la Résidence de La Haye  
Percussions de Strasbourg  
et 45 compositeurs américains

Concours de piano pour la musique contemporaine

### DANSE

Martha Graham  
Pilobolus  
Théâtre du Silence

### CINÉMA

L'autre Amérique  
Journée James Ivory  
Journée Wim Wenders  
Cinéma allemand  
Ettore Scola  
Films militants et collectifs

### THÉÂTRE

La Trilogie  
As you like it (création) par la Mama de New York (André Serban)

Antoine Bourseiller  
Théâtre de l'Utopie  
Welfare State  
Marionnettes Voyet

RENSEIGNEMENTS : PROGRAMMATION / RÉSERVATIONS / TRANSPORTS / HÉBERGEMENT  
A PARIS : RECHERCHE ARTISTIQUE A LA ROCHELLE : RENCONTRES INTERNATIONALES D'ART CONTEMPORAIN  
104 RUE DE LA TOUR - 75016 - TÉL. 504.08.51 11 RUE CHEF-DEVILLE - 17000 - TÉL. (46) 41.03.35

TRIOMPHE (sous-titré anglais)  
CAPRI GRANDS BOULEVARDS

## Immanuel

250.000 spectateurs à Paris

UN DES CONGRÈS - Salle Molière - Paris des

QUINZAINES DES REALISATEURS

20 h. 30

THE CIVILS PLAYERS  
Fred Schepisi

MARIEN - IMPERIAL PATHÉ - 100 - QUINCY  
GAUMONT RIVE GAUCHE v.o. - MARIEN

## MARQUISE

ALVON

U.C.C. BIARRITZ v.o. - ACTION

« Un film extraordinaire de profondeur et d'humour. Il faut le voir. »  
ROMAIN GARY

FRED KOTCHEFF  
AND DREYFUSS

## Apprentissage de DUDDY KRAVITZ

PARAMOUNT ELYSÉES v.o.  
MONT-PARNASSE v.f. - PAR  
STUDIO PARLY 2 v.f.

سكرا من الاصل















هكذا من الاجل







## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### QUESTION...

#### Un nouveau treizième

Les états généraux de la rénovation du secteur Italie organisés par vingt-neuf associations du treizième arrondissement à Paris, les partis de gauche et les syndicats seront organisés le samedi 19 juin. À l'issue de ce rassemblement sera présentée « la plate-forme d'action pour une rénovation conforme aux intérêts de la population ». Mme Gisèle Moreau, députée communiste du treizième arrondissement, explique le sens de cette manifestation :

Un an après le constat d'échec de l'opération de rénovation et son arrêt décidé par le président de la République, où en sommes-nous ? Les équipements sociaux nécessaires aux vingt mille nouveaux habitants sont toujours au point mort ; les logements vides se multiplient sous le regard scandalisé des mal-logés ; des tours de bureaux continuent à sortir de terre.

Ce que dénoncent, dès le début, les élus communistes, ce contre quoi ils engageaient l'action, se trouve aujourd'hui confirmé. Locataires copropriétaires, commerçants, parents d'élèves ont pris chacun l'initiative d'actions aussi diverses qu'originales. Le ministère de l'équipement et le préfet de Paris, c'est-à-dire le gouvernement, font semblant de ne pas voir, de ne pas entendre.

Les états généraux vont donc être l'occasion d'exprimer plus fortement encore l'exigence de la population, voir enfin pris en compte ses intérêts et non plus ceux des promoteurs. Mais ils ont également une signification beaucoup plus profonde témoignant de ce qui est en train de changer dans la population parisienne face à un système incapable de se réformer : la volonté d'être parties prenantes dans les affaires de la ville, pour mieux vivre.

### ... RÉPONSE

#### QUALITÉ DE LA VIE

##### CINQ PAVILLONS SOLAIRES SONT INAUGURÉS AU HAVRE

(De notre correspondant.)

Le Havre. — Les maisons solaires des Laurendes, dans le quartier du Mont-Gaillard, au Havre, ont été inaugurées le jeudi 17 juin par MM. Paul Delouvrier, président d'E.D.F., et Cohl, député aux énergies nouvelles.

Ces maisons — habitées — font partie du programme expérimental nord, tandis que Aramon (Gard) accueille le programme sud. Des comparaisons seront en effet faites au fil des mois entre les deux réalisations afin de déterminer si l'ensoleillement du nord de la France (1 800 à 1 900 h. par an au Havre) permet d'espérer un rendement convenable.

Les cinq pavillons solaires et les deux maisons équipées de pompes à chaleur du Havre ont été trouvés dans un lotissement qui comprend encore quarante-trois maisons à chauffage classique par électricité. Toutes ces maisons sont du même modèle et offrent les mêmes qualités d'isolation. Il s'agit de maisons de six pièces à deux étages. Leur ossature est en bois avec parements extérieurs en maçonnerie, et les toits à deux pentes présentent de bonnes qualités d'isolation. A chaque fois qu'elle se trouve disponible, l'énergie solaire est récupérée par vingt-deux capteurs disposés sur chaque versant sud du toit, puis stockée en eau chaude. On espère une économie d'énergie de 50 %.

#### CIRCULATION

##### PARIS-NICE PAR AUTOROUTE

(De notre correspondant.)

Nîmes. — Le dernier tronçon de l'autoroute A 9 Villeneuve-Loubet-Nice, 7 kilomètres, est ouvert depuis ce 18 juin à la circulation. Les travaux, qui avaient débuté en novembre 1973 pour les déviations de routes et en juillet 1974 pour les ouvrages d'art (deux tabliers parallèles de 325 mètres de long traversant le Var et un viaduc de 130 mètres pour la traversée aérienne de Cagnes-sur-Mer, dont les piliers sont enfoncés à 48 mètres sous la vase), ouvrent la liaison directe par autoroute Paris-Nice.

### TRANSPORTS

#### Réunion de onze ministres européens à Toulouse

De notre correspondant

Toulouse. — Onze pays européens, l'Italie, la Belgique, l'Espagne, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Turquie, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Grèce appliqueront dès 1977 un changement d'heure légale pendant l'été : celle est l'une des décisions prises par la 43<sup>e</sup> session de la Conférence européenne des ministres des transports, qui s'est tenue à Toulouse mercredi 16 et jeudi 17 juin.

M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, qui a organisé et présidé cette assemblée, a précisé que, pour la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, l'heure d'été commencera le 3 avril, à 1 heure GMT, et se terminera le 25 septembre, à 1 heure GMT. (1). En outre, la Grèce, la Yougoslavie et la Turquie ont formé un groupe de travail dans le but d'étudier et de résoudre les multiples problèmes de transports routiers de marchandises entre les pays du Proche-Orient et l'Europe. M. Marcel Cavallé a signalé, à ce sujet, que la Grèce, la Yougoslavie et la Turquie « avaient demandé des facilités financières pour améliorer leur infrastructure routière et que les chauffeurs routiers transitaient par ces trois pays recrutaient une formation spéciale ».

Les dix-neuf ministres des transports européens — auxquels s'étaient joints ceux de l'Australie, du Canada, du Japon et des Etats-Unis — présents à Toulouse ont étudié les problèmes du trafic

● **AIR ALPES DESSEVIRA, A PARTIR DU SAMEDI 28 JUIN.** L'AÉROPORT DE FIGARI, situé dans le sud de la Corse, à proximité de Bonifacio et de Porto-Vecchio. La compagnie régionale exploitera cette ligne avec un Twin-Otter de vingt places, deux fois par jour au départ de Nice et une fois par jour au départ de Marseille et de Toulouse.

● **LE MICOINTEMENT DES CONTRÔLEURS AÉRIENS.** — Le Syndicat des contrôleurs aériens C.P.T.C., majoritaire parmi les personnels de cette profession, prévoit une généralisation des « pannes d'enthousiasme », déjà décelées dans certains aéroports, au cas où le ministère de l'aviation ne donnerait pas satisfaction aux principales revendications posées par ce syndicat.

ferroviaire international de marchandises. Ils ont souhaité une harmonisation financière du coût de ces transports et un aménagement à l'échelle européenne des grands axes internationaux. En revanche, ils n'ont pu arriver à un accord sur la limitation de vitesse imposée aux chauffeurs des autobus sur les routes et autoroutes des différents pays d'Europe.

Jeudi soir, à Toulouse, deux cents personnes environ, ouvriers de la Société nationale de l'industrie aéronautique (S.N.I.A.S.) et du Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) s'étaient massées aux abords de la préfecture de Haute-Garonne pour exposer à M. Cavallé leurs craintes devant les menaces de licenciement dans ces entreprises.

(1) L'opération heure d'été visant principalement à économiser de l'énergie : les résultats n'en sont pas encore connus. Dans l'esprit des responsables, il n'était pas absolument certain que l'opération devrait être renouvelée en 1977. Officiellement, en ce jour, il n'a jamais été dit qu'elle le serait.

### L'AVENIR DU SUPERSONIQUE

#### • Pas de Concorde à Zurich

L'Office fédéral helvétique de l'air a, le 17 juin, refusé à Air France l'autorisation d'organiser avec Concorde des vols commerciaux à partir de l'aéroport de Zurich-Kloten. A la demande d'une agence de voyage suisse, Air France avait sollicité des autorités suisses le droit d'organiser des vols en Concorde entre Zurich et Casablanca. L'Office fédéral a refusé verbalement cette autorisation en raison, dit-on, de l'opposition des autorités de Zurich faisant valoir que des travaux sont actuellement en cours sur l'une des pistes de Kloten.

Concorde ne pourra donc utiliser aucun des aéroports suisses, puisque les responsables de Bâle-Mulhouse estiment qu'autoriser le supersonique serait inopportun, un référendum devant être prochainement organisé sur la possibilité d'allonger les pistes de cet aéroport. Pour ce qui concerne Genève-Collin, on n'envisage pas pour l'instant autre chose qu'un vol de démonstration.

#### AIR INTER RENFORCE SA PRÉSENCE À ROISSY

La compagnie Air Inter, comme nous l'annonçons dans l'article paru dans « le Monde » du 9 juin (à Vers un rapprochement d'Air France et d'Air Inter à Roissy ?), vient de faire savoir qu'elle envisageait de doubler au printemps prochain le nombre de ses vols vers l'aéroport parisien de Roissy-Charles-de-Gaulle.

De six actuellement, les liaisons aller et retour entre Roissy et les grandes villes de province devaient passer à douze au 1<sup>er</sup> avril 1977. Alors qu'aujourd'hui deux liaisons ont lieu quotidiennement vers Lyon, deux autres vers Marseille et deux sur la ligne Toulouse-Bordeaux, Air Inter prévoit d'augmenter à partir de la mise en service de son programme de printemps-été 1977 trois liaisons (aller et retour) vers Lyon, trois vers Marseille, deux vers Bordeaux, deux vers Toulouse, une vers Strasbourg et une vers Mulhouse.

La liaison supplémentaire vers Marseille sera ouverte dès le 1<sup>er</sup> novembre prochain, les liaisons indiennes vers Toulouse et Bordeaux, ainsi que l'ouverture de celle vers Strasbourg, le 1<sup>er</sup> janvier.

Dans une interview diffusée par l'Agence télégraphique suisse, le directeur d'Air France pour la Suisse a estimé que les motifs avancés par les autorités suisses n'étaient qu'un « prétexte » et s'est déclaré « très déçu ».

Les Etats-Unis construiront d'ici à 1990 un avion supersonique de seconde génération qui succédera au Concorde franco-britannique, sans doute en coopération avec les pays européens, a d'autre part, annoncé le 17 juin à New-York, le directeur de l'administration américaine de l'aviation fédérale, M. John Lucas.

M. Lucas a indiqué aussi que le Congrès américain allait probablement adopter un projet de loi réduisant sérieusement le niveau de bruit autorisé pour les avions. L'application de ces mesures, s'étalant sur une période de six à dix ans, se traduira par le remplacement des appareils les plus anciens et la modification des moteurs des appareils plus récents. — (A.F.P.)

### Selon la C.G.T.

#### L'INSUFFISANCE DE SES INVESTISSEMENTS EXPLIQUE LES DIFFICULTÉS D'E.D.F.

La sécheresse n'est pas la cause essentielle des difficultés que rencontre actuellement l'E.D.F. pour assurer son service public. En fait, l'entreprise nationale paye aujourd'hui l'insuffisance de ses moyens d'investissement, ont déclaré en substance les responsables de la fédération C.G.T. de l'énergie, au cours d'une conférence de presse, jeudi 17 juin.

La C.G.T., qui dénonce la baisse de tension annoncée par l'E.D.F. — mesure qui porte atteinte à la qualité du service public — voit dans la politique gouvernementale la cause essentielle des difficultés présentes. Faut-il avoir reçu de la puissance publique les moyens nécessaires, l'E.D.F. a dû, selon la C.G.T., abandonner des recherches, a-t-elle dû renoncer à accroître la diversification de ses moyens de production, certaines filières, telles les centrales de pompage ou les turbines à gaz n'ayant ainsi pas été exploitées. Autres conséquences de la politique budgétaire du gouvernement : les moyens de transports d'électricité s'avèrent aujourd'hui insuffisants, de même que l'entretien des installations existantes, faute de personnel. A ce propos la C.G.T. a indiqué que le 16 juin, 1 400 mégawatts de production étaient inutilisables, en sus des 3 400 mégawatts dont l'arrêt avait été programmé en prévision. Ce chiffre est à comparer aux 300 mégawatts d'économie que devrait entraîner la baisse de tension de 5 % appliquée par l'E.D.F. depuis le 16 juin (« le Monde » du 17 juin). Que faire pour remédier à la situation présente ? Il n'y a guère de solution pleinement satisfaisante, estime la C.G.T., qui préconise néanmoins d'acheter du courant électrique à la Suisse, quitte à consentir un effort financier — et de contraindre tous les producteurs privés à pousser au maximum leurs capacités de production.

### Paris

● **LE 1<sup>er</sup> JUILLET, UNE CARTE ORANGE ANNUELLE.** — Comme prévu, une carte orange annuelle sera mise en service à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain à l'intention des usagers de la région parisienne (le Monde du 23 avril). Elle sera utilisable dans les mêmes conditions que la carte orange mensuelle.

## En 1976 DIDOT BOTTIN est particulièrement fier de vous présenter le BOTTIN

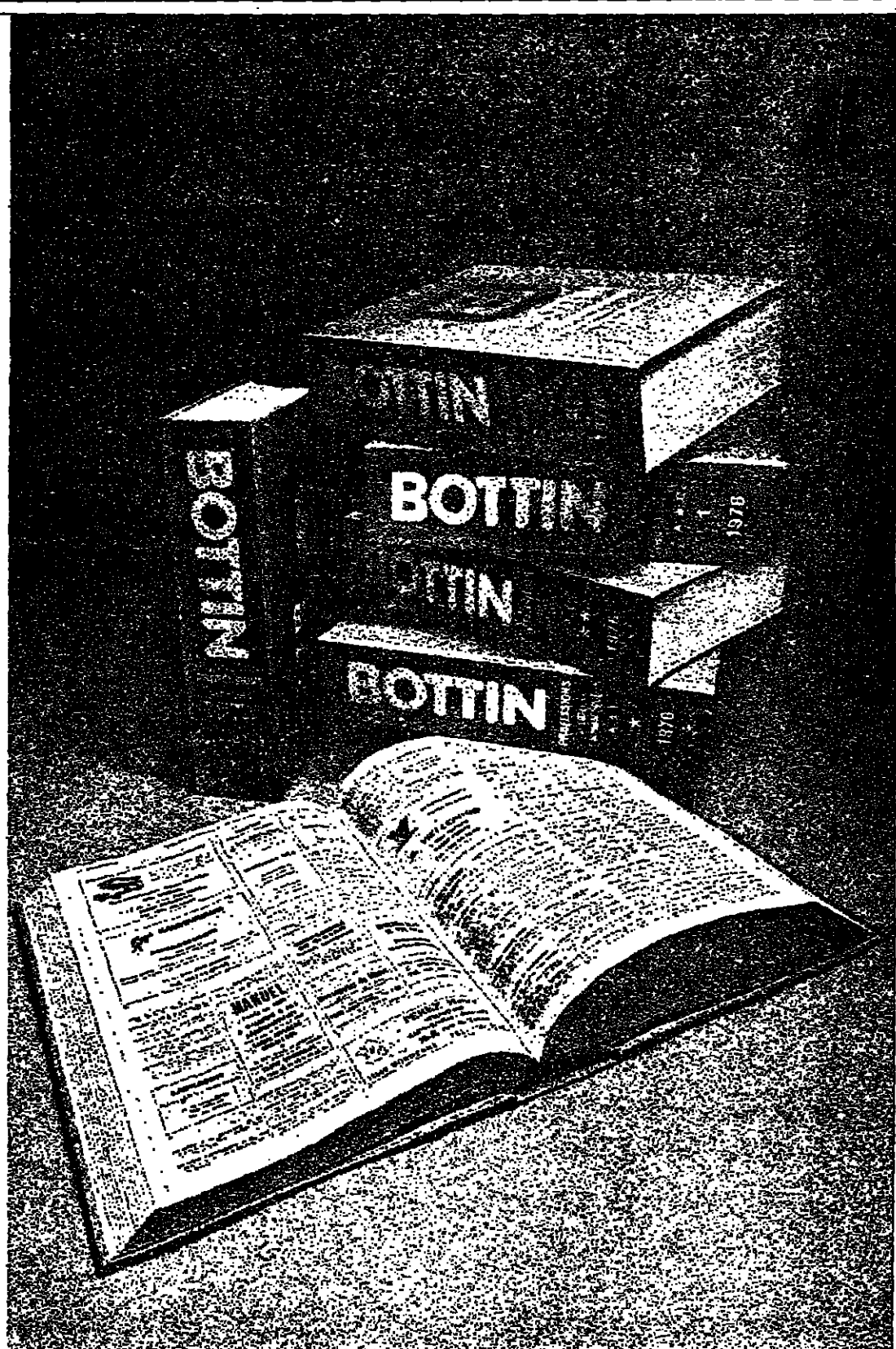
Utilisant les techniques les plus modernes (banque de données informatisée, photocomposition programmée) BOTTIN a créé une collection entièrement nouvelle répondant à tous les besoins exprimés par les entreprises.

Toutes les informations dont vous avez besoin quotidiennement pour votre entreprise sont dans le BOTTIN PROFESSIONS 1976.

6 volumes légers, maniables, parfaitement à jour  
2 tomes : Liste Alphabétique Nationale des 200 000 entreprises qui font la réalité économique du pays  
4 tomes : 6 000 Rubriques Professionnelles  
Une information « fiable » parce que prenant en compte toutes les informations recensées jusqu'en février 1976.  
Indispensable, le BOTTIN PROFESSIONS 1976 accroîtra l'efficacité de vos services.

Il vous permet de communiquer avec votre clientèle.  
Le BOTTIN PROFESSIONS 1976 est un support publicitaire unique et irremplaçable pour les entreprises.

LE BOTTIN PROFESSIONS 1976, C'EST TOUTE LA PUISSANCE ET L'EXPERIENCE DE BOTTIN AU SERVICE DE VOTRE ENTREPRISE



## SOIXANTE BARRAGES ENVI

### Un plan

#### Assurer l'op

Le programme de construction de barrages en France est fixé à 60 unités, dont 30 en cours de réalisation. Ce chiffre est en baisse par rapport aux 70 barrages prévus dans le plan quinquennal 1971-1975. La réduction s'explique par la baisse des crédits alloués à l'équipement public. Les barrages sont classés en deux catégories : ceux qui assurent la production d'électricité et ceux qui assurent la régulation des débits. Les barrages à vocation électrique sont financés par l'Etat et les barrages à vocation de régulation sont financés par les collectivités locales. Le plan 1976-1980 prévoit la construction de 30 barrages supplémentaires, dont 15 en cours de réalisation.

Les barrages sont des ouvrages d'art qui permettent de réguler les débits des rivières et de produire de l'électricité. Ils sont construits en béton ou en acier. Les barrages à vocation électrique sont généralement plus grands que ceux à vocation de régulation. Les barrages à vocation de régulation sont généralement plus petits et sont construits en béton. Les barrages sont classés en deux catégories : ceux qui assurent la production d'électricité et ceux qui assurent la régulation des débits. Les barrages à vocation électrique sont financés par l'Etat et les barrages à vocation de régulation sont financés par les collectivités locales. Le plan 1976-1980 prévoit la construction de 30 barrages supplémentaires, dont 15 en cours de réalisation.

Les barrages sont des ouvrages d'art qui permettent de réguler les débits des rivières et de produire de l'électricité. Ils sont construits en béton ou en acier. Les barrages à vocation électrique sont généralement plus grands que ceux à vocation de régulation. Les barrages à vocation de régulation sont généralement plus petits et sont construits en béton. Les barrages sont classés en deux catégories : ceux qui assurent la production d'électricité et ceux qui assurent la régulation des débits. Les barrages à vocation électrique sont financés par l'Etat et les barrages à vocation de régulation sont financés par les collectivités locales. Le plan 1976-1980 prévoit la construction de 30 barrages supplémentaires, dont 15 en cours de réalisation.

Les barrages sont des ouvrages d'art qui permettent de réguler les débits des rivières et de produire de l'électricité. Ils sont construits en béton ou en acier. Les barrages à vocation électrique sont généralement plus grands que ceux à vocation de régulation. Les barrages à vocation de régulation sont généralement plus petits et sont construits en béton. Les barrages sont classés en deux catégories : ceux qui assurent la production d'électricité et ceux qui assurent la régulation des débits. Les barrages à vocation électrique sont financés par l'Etat et les barrages à vocation de régulation sont financés par les collectivités locales. Le plan 1976-1980 prévoit la construction de 30 barrages supplémentaires, dont 15 en cours de réalisation.

Les barrages sont des ouvrages d'art qui permettent de réguler les débits des rivières et de produire de l'électricité. Ils sont construits en béton ou en acier. Les barrages à vocation électrique sont généralement plus grands que ceux à vocation de régulation. Les barrages à vocation de régulation sont généralement plus petits et sont construits en béton. Les barrages sont classés en deux catégories : ceux qui assurent la production d'électricité et ceux qui assurent la régulation des débits. Les barrages à vocation électrique sont financés par l'Etat et les barrages à vocation de régulation sont financés par les collectivités locales. Le plan 1976-1980 prévoit la construction de 30 barrages supplémentaires, dont 15 en cours de réalisation.

Les barrages sont des ouvrages d'art qui permettent de réguler les débits des rivières et de produire de l'électricité. Ils sont construits en béton ou en acier. Les barrages à vocation électrique sont généralement plus grands que ceux à vocation de régulation. Les barrages à vocation de régulation sont généralement plus petits et sont construits en béton. Les barrages sont classés en deux catégories : ceux qui assurent la production d'électricité et ceux qui assurent la régulation des débits. Les barrages à vocation électrique sont financés par l'Etat et les barrages à vocation de régulation sont financés par les collectivités locales. Le plan 1976-1980 prévoit la construction de 30 barrages supplémentaires, dont 15 en cours de réalisation.

Les barrages sont des ouvrages d'art qui permettent de réguler les débits des rivières et de produire de l'électricité. Ils sont construits en béton ou en acier. Les barrages à vocation électrique sont généralement plus grands que ceux à vocation de régulation. Les barrages à vocation de régulation sont généralement plus petits et sont construits en béton. Les barrages sont classés en deux catégories : ceux qui assurent la production d'électricité et ceux qui assurent la régulation des débits. Les barrages à vocation électrique sont financés par l'Etat et les barrages à vocation de régulation sont financés par les collectivités locales. Le plan 1976-1980 prévoit la construction de 30 barrages supplémentaires, dont 15 en cours de réalisation.

هكذا من الامم



# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## SOIXANTE BARRAGES ENVISAGÉS, MAIS PAS DE FINANCEMENT PRÉVU

### Un plan de quinze ans pour assurer l'approvisionnement en eau

**RIVER-REINFORCE PRÉSENTE A ROISSY**

Le projet de loi, comme annoncé dans l'article paru le 10 juin (p. 50), vient de passer devant le conseil d'Etat. Il s'agit d'un projet de loi relatif à la construction de barrages et à la gestion des réserves d'eau. Le projet est présenté par le ministre de l'Énergie, de l'Industrie et du Commerce.

**ESONIQUE**

Le projet de loi, comme annoncé dans l'article paru le 10 juin (p. 50), vient de passer devant le conseil d'Etat. Il s'agit d'un projet de loi relatif à la construction de barrages et à la gestion des réserves d'eau. Le projet est présenté par le ministre de l'Énergie, de l'Industrie et du Commerce.

**Paris**

Le projet de loi, comme annoncé dans l'article paru le 10 juin (p. 50), vient de passer devant le conseil d'Etat. Il s'agit d'un projet de loi relatif à la construction de barrages et à la gestion des réserves d'eau. Le projet est présenté par le ministre de l'Énergie, de l'Industrie et du Commerce.

**Paris**

Le projet de loi, comme annoncé dans l'article paru le 10 juin (p. 50), vient de passer devant le conseil d'Etat. Il s'agit d'un projet de loi relatif à la construction de barrages et à la gestion des réserves d'eau. Le projet est présenté par le ministre de l'Énergie, de l'Industrie et du Commerce.

**Paris**

L'exceptionnelle sécheresse qui sévit sur la France est devenue une affaire d'Etat. Les conséquences de la pénurie d'eau sur les productions agricoles, sur la fourniture de courant électrique, sur le degré de pollution des cours d'eau et peut-être demain sur l'approvisionnement des villes commencent à préoccuper les pouvoirs publics.

Si les conditions météorologiques ne changent pas d'ici quelques jours, reconnaît M. Paul Granet, secrétaire d'Etat à l'environnement, la situation va devenir très difficile pour l'agriculture, pour les baignades, pour le pêche en rivière. Cependant, sur les nappes phréatiques du territoire, l'approvisionnement en eau potable devrait être assuré. Il n'en reste pas moins que les barrages-réservoirs sont à moitié vides, que le niveau de certaines nappes souterraines a baissé de plusieurs mètres, que nombre de cours d'eau n'ont que le tiers de leur débit ordinaire. Cet état de fait nécessite que nous prenions une série de mesures.

Un secrétariat d'Etat à l'environnement, une équipe surveille déjà jour par jour le front de la sécheresse. Elle centralise les renseignements qui lui sont envoyés par les six agences de bassin couvrant le territoire. Le niveau des barrages, des rivières et des nappes phréatiques est ainsi contrôlé en permanence. Une sorte de plan Orsec pourrait être déclenché ici et là en cas de besoin : fermeture d'usines polluantes, transfert de poisson d'un cours d'eau dans un autre, transport d'eau potable par camion-citerne.

A plus long terme, et pour éviter le retour de ces terribles difficultés, on compte sur le plan de quinze ans que le conseil des ministres a adopté le 12 mai dernier, sur proposition de M. Granet. Il s'agit, au premier chef, de restaurer la qualité des cours d'eau par une épuration systématique des rejets domestiques et industriels. Il s'agit aussi d'assurer aux rivières, en saison sèche, un débit minimum sans lequel tout effort d'épuration resterait vain. A ce titre, une soixantaine de barrages-réservoirs ont été prévus il y a quelques années. Ils ne sont pas tous réalisés. Il y a un mois, était peut-être le plus important.

#### Le coût de deux centrales nucléaires

La France, qui reçoit bon an mal an, sous forme de pluie ou de neige, 180 milliards de mètres cubes d'eau, ne risque pas de se transformer en désert. D'autant moins que 25 milliards de mètres cubes seulement sont consommés, et souvent remis en circulation. Le malheur est que ces énormes quantités sont très inégalement réparties dans l'espace et dans le temps. Les eaux ruissellent dans les Alpes mais manquent dans le Nord. La Loire peut passer tout à tour du régime de la crue dévastatrice à celui de la pénurie estivale. La mesure la plus évidente consiste donc à régulariser les flux, à maîtriser le régime des eaux sauvages.

Pour ce faire, on peut les arrêter là où elles tombent par un robinet systématique d'ouvrages de barrage. Les forêts font office d'éponge. C'est là une politique à très long terme qu'il serait sans doute judicieux d'adopter. A moyen terme, il faut aménager des retenues artificielles. Jusqu'ici, on a pensé surtout à l'électricité. La plupart des barrages ont été édifiés par l'É.D.F., qui stocke ainsi près de 8 milliards de mètres cubes pour ses besoins propres.

Une nouvelle politique s'annonce qui vise à édifier des réservoirs dont l'objectif principal est d'assurer la régularité des cours d'eau en saison sèche. Si les barrages sur la Seine et la Marne n'ont pas l'approvisionnement en eau de la région parisienne, ceux de la région de la Loire ont été prévus il y a quelques années. Ils ne sont pas tous réalisés. Il y a un mois, était peut-être le plus important.

#### A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT RIVE GAUCHE

Cars d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Samedi

EXPOSITION

8.2 - Extr-Orient.

8.3 - Pet. pièces d'or.

8.4 - Tableaux, Stat. Hte Epoque, Mobil. 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>.

8.5 - Bronzes antiq. des steppes et de l'Asie - Art primitif.

8.14 - Dessins et tableaux mod.

Le programme de quinze ans dont le principe a été adopté par le conseil des ministres permettrait de stocker 2 milliards de mètres cubes supplémentaires. Il a été chiffré à 3,5 milliards de francs 1975, soit l'équivalent au coût de deux réacteurs nucléaires. Malheureusement, son financement n'a pas été expressément prévu. Parmi des vingt-cinq programmes d'action prioritaires du VII<sup>e</sup> Plan ne concerne la construction de barrages. Les spécialistes des eaux se demandent s'il ne serait pas temps de réparer cet oubli.

En effet, la pénurie que nous connaissons n'est peut-être pas seulement conjoncturelle. D'abord c'est la troisième année consécutive qu'elle se répète. Ensuite les besoins en eau croissent d'une manière vertigineuse. Ceux des citoyens, au fur et à mesure que leur confort s'accroît, ceux des agriculteurs (des prélèvements

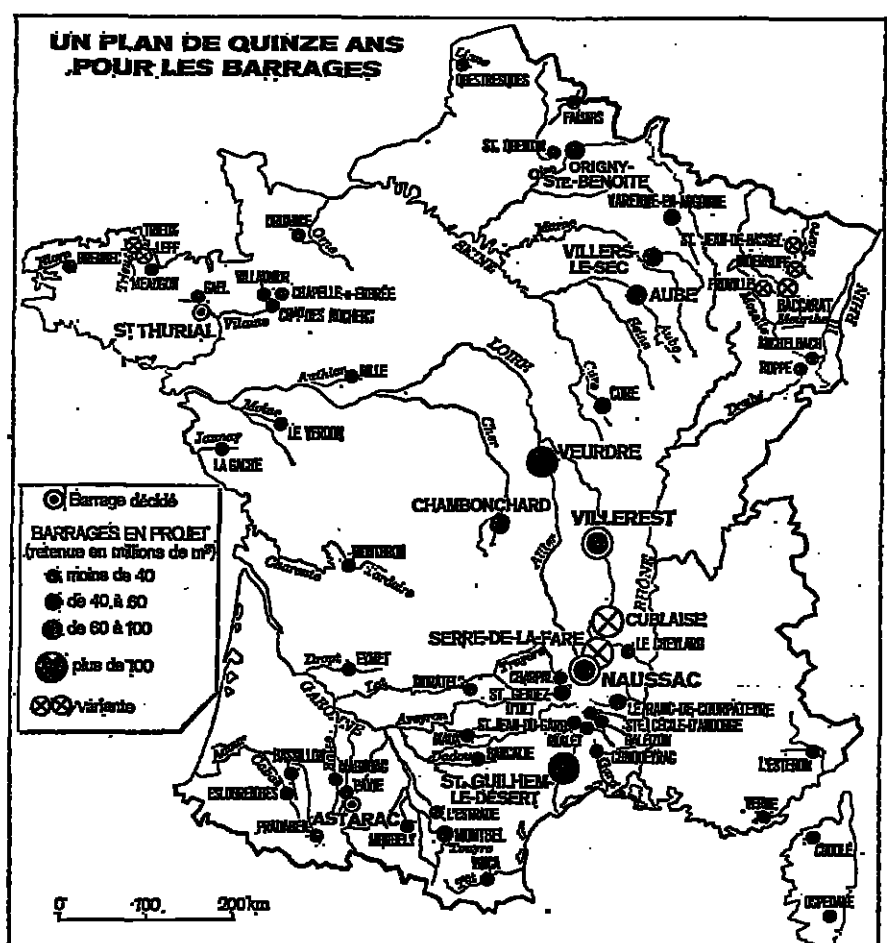
qu'en font tous ordres que peuvent avoir ces ouvrages, les municipalités démontrent l'insuffisance de leur territoire sans sérieuse contrepartie. Le conseil municipal de Langoon a démissionné pour protester contre le projet du réservoir de Nausac destiné à régulariser les cours de l'Allier et de la Loire. M. Paul Péllet, maire de Roanne et sénateur de la Loire, dit non à Villers, qui doit s'édifier à quelques kilomètres de sa ville.

#### Des compensations pour la montagne

Le plan du gouvernement ne pourra donc s'exécuter sans hauts qu'à deux conditions : que chaque barrage, comme le prévoit la loi de protection de la nature, fasse

plan de mise en valeur destiné à maintenir son potentiel économique. Le barrage peut devenir un capital touristique à condition d'aménager des plages sur ses rives, de réserver un plan d'eau à hauteur constante, de tracer des routes et des chemins sur ses berges. Il peut aussi valoriser les terres immédiatement en aval en permettant leur irrigation. Il peut encore être équipé d'une usine hydro-électrique comme celle de Villers, qui développera une puissance de 63 mégawatts et produira 100 millions de kilowatts par an.

Même à ces conditions, les barrages-réservoirs ne suffiront pas à assurer à la France, en toute circonstance, l'eau dont elle a besoin. L'É.D.F. la lâche quand bon lui semble. Dans la plupart des régions, chacun peut puiser dans les nappes phréatiques sur simple déclaration. Malgré les agences de bassin, nous n'avons pas de réelle politique de gestion et de mise en



(Dessin de KONE.)

#### Refroidissement climatique et pollution

L'Afrique en est à sa septième année de sécheresse consécutive. L'Europe est privée de précipitations depuis des mois, tandis que des pluies terribles se sont abattues au début du mois de juin en Bulgarie et en Yougoslavie. Des hivers rigoureux ont surpris la partie occidentale des États-Unis ces dernières années, tandis que l'Europe connaissait, au contraire, des hivers particulièrement doux. La sécheresse en France pourrait n'apparaître que comme une fluctuation climatique de plus. Mais bien des scientifiques estiment aujourd'hui que ces variations climatiques locales et régionales sont le résultat d'une amorce d'une véritable révolution amorcée il y a une trentaine d'années. Depuis 1940, en effet, la terre se refroidit peu à peu.

Ce refroidissement n'a rien d'exceptionnel et ne signifie pas nécessairement que nous allons vers un nouvel âge glaciaire. Les spécialistes savent que le climat terrestre subit de multiples fluctuations, tantôt irrégulières, tantôt régulières, qui se superposent les unes aux autres. Ainsi l'ère quaternaire a-t-elle traversé, depuis qu'elle a commencé il y a un million d'années, quatre grandes glaciations, la dernière ne remontant qu'à soixante-quinze mille ans et s'étant achevée il y a seulement huit mille ans. A ces fortes oscillations climatiques viennent s'en superposer d'autres de plus faible amplitude. Depuis huit mille ans, la Terre s'est réchauffée en moyenne, mais a connu des périodes plus chaudes, par exemple de 1000 à 1250 de notre ère, et des périodes plus froides, de 1550 à 1700, par exemple, marquées par des hivers rigoureux.

A tout le moins, la période de refroidissement amorcée depuis trente ans correspond à une oscillation de faible amplitude. Les signes de ce refroidissement sont planétaires : avance des glaciers des Alpes, épaissement de la couverture de glace du Groenland, augmentation de la surface de la calotte glaciaire de l'Arctique d'environ 12 % en 1971 et persistance de cette évolution depuis, extension de la zone balayée par les vents polaires de l'Antarctique. Bien des rapports américains, dont le plus récent est sans doute celui de la C.I.A. (le Monde du 4 mai 1976) ont alerté le gouvernement de ce pays sur les conséquences possibles de cette oscillation climatique et ses répercussions sur l'agriculture. Ce refroidissement qui s'accompagne d'une moindre disponibilité d'eau pourrait provoquer une diminution du rendement des cultures un peu partout dans le monde.

#### Inconstance et fragilité

Il est donc probable que toute mesure conjoncturelle sera insuffisante pour pallier les effets à long terme de cette variation naturelle. La solution passe par la constitution de vastes réservoirs et surtout par une lutte efficace contre la pollution des eaux des fleuves qui rend, aujourd'hui,

inutilisable une partie des réserves disponibles. Cette période de sécheresse devrait aussi rappeler au citoyen, et surtout au citoyen, ainsi qu'aux industriels et au gouvernement, que notre planète est en constante évolution. Non seulement notre environnement change constamment, mais il est fragile. Les études de sédiments marins faites dans le cadre du projet américain Glimp ont montré que si, il y a dix-huit mille ans encore, la glace envahissait une grande partie de l'hémisphère nord et de l'océan Atlantique, et si le niveau de la mer était 65 mètres plus bas, la température moyenne de l'eau des océans n'était que de 2,3 degrés de moins qu'aujourd'hui, et la température des continents que de 5 degrés de moins. Les diminutions locales étaient énormément plus marquées, 15 degrés de moins en Europe et aux États-Unis en bordure des plaques de glace. Une modification climatique générale peut donc s'annoncer par de faibles variations de température. C'est pourquoi les météorologistes s'inquiètent des répercussions qu'aura, sur le climat, la pollution de l'air par le gaz carbonique, dont la masse issue chaque année de l'utilisation des combustibles fossiles ne cesse de croître. L'augmentation de la population du globe, et ses besoins alimentaires, énergétiques, matériels croissants, ne permettent plus d'ignorer les lois naturelles qui ont régi l'histoire de la Terre depuis quatre milliards cinq cents millions d'années. Nous sommes toujours dans l'ère quaternaire.

DOMINIQUE VERGÈSE.

(Publié)

**AVIS DE CONCOURS**

Université Claude BERNARD (LYON - 1<sup>re</sup>)

**INSTITUT DE SCIENCE FINANCIÈRE ET D'ASSURANCES**

L'Institut de Science Financière et d'Assurances, créé en 1930, a pour but la formation d'acteurs.

Le recrutement a lieu par voie de concours ouvert aux étudiants du D.E.U. (Sciences des Structures et de la Matière) ainsi qu'aux élèves de Classes de mathématiques spéciales.

Prochain concours : le 20 septembre 1976.

Inscriptions reçues jusqu'au 5 juillet 1976.

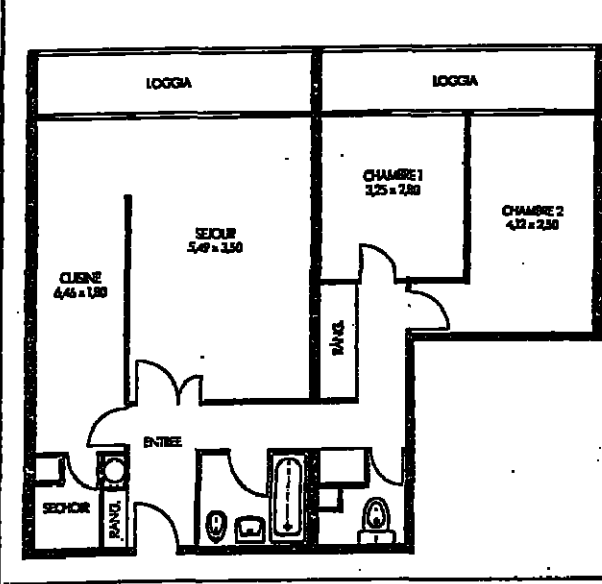
Enseignement à la fois scientifique, économique, comptable et juridique.

Durée des études : 3 ans.

Pour tout renseignement s'adresser à :

I.S.F.A. - B.P. 2037, 69002 VILLEURBANNE. Tél. : (78) 52-74-93.

## Avec 53.000F\* habitez ce 3 pièces le mois prochain



Un appartement exceptionnel, à la porte de Paris et à quelques centaines de mètres du boulevard périphérique, dans une commune verte au caractère de vieux village, voilà ce que l'OCIL vous propose aux Lilas dans un immeuble de standing.

Étudiez ce plan : il présente deux vraies chambres indépendantes, des dégagements importants, un grand séjour et une vaste cuisine. Prix total : 265.000 F, parking compris.

Crédit possible 80 %. Venez visiter l'appartement-témoïn sur place, 82, rue de l'Égalité aux Lilas (93), tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 14 h à 19 h. Tél. : 843.35.60.

\* Dans le cas d'un apport personnel de 20 %. Autres possibilités de financement sur demande.

Valeur 1/6/76.

**LES HAUTS LILAS**

57-59, boulevard Malesherbes 75381 Paris Cedex 08

**OCIL**

522.67.10



# LA VIE ÉCONOMIQUE

## AGRICULTURE

### LA CONFÉRENCE ANNUELLE

#### Un statut de l'agriculteur doit être élaboré d'ici à la fin de l'année

La sixième conférence annuelle agricole s'est achevée jeudi 17 juin à l'hôtel Madignon. Elle a réuni autour du premier ministre, M. Jacques Chirac, les deux ministres et les quatre secrétaires d'État intéressés, les présidents des quatre principales organisations paysannes (FNSEA, C.N.J.A., C.N.M.C.C.A., A.P.C.A.) ainsi que les présidents des quatre commissions parlementaires concernées.

Après les mesures pour pallier les consé-

quences de la sécheresse qui affecte une grande partie de la France, la politique de l'élevage, l'amélioration des conditions de vie à la campagne. Un ensemble de décisions ont été prises à cette occasion qui représenteront pour les finances publiques un engagement de l'ordre de 351 millions de francs, répartis sur les budgets de 1976 et le projet de loi de finances pour 1977.

#### POLITIQUE DE L'ÉLEVAGE

Il s'agit essentiellement d'améliorer l'état sanitaire du cheptel et de renforcer l'organisation des marchés. Pour cela : 97,6 millions de francs seront consacrés à l'action sanitaire, notamment à la vaccination anti-brucellose et à l'abatage des bêtes infectées (la prime d'abatage est portée de 400 à 100 F par tête à partir du 1<sup>er</sup> septembre prochain) ; 55 millions seront consacrés aux actions du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA), dont la répartition sera faite en accord avec la profession : 8,7 millions de francs pour les contrats d'élevage ovins ; 5 millions de francs pour les actions commerciales de l'Office de la viande (ONIVIE) ; 5 millions de francs pour les actions commerciales de l'Office de la viande (ONIVIE).

En outre, le gouvernement va déposer deux projets de loi : l'un permettant l'identification des animaux (augmentation de 15 % des taxes sur la viande), l'autre tendant à limiter la taille des ateliers de production porcine et avicole (limite dans l'attribution des aides : 1.500 porcs par an ou 30.000 poules ; limite de la taille des ateliers : 1.800 porcs engraisés par an ou 30.000 poules).

#### CONDITIONS DE VIE À LA CAMPAGNE

Il s'agit

d'améliorer la situation de la femme et les équipements ruraux. En ce qui concerne les femmes, la conférence a décidé le financement des stages de formation professionnelle (5 millions de francs), la création d'un régime de remplacement des agricultrices en cas de maternité (financé par les agriculteurs, avec une cotisation de 8 F par exploitation), la réversion à la veuve de plus de cinquante ans de la totalité de l'indemnité viagère de départ (I.V.D.) complétée de retraite au lieu des deux tiers (42 millions de francs), l'extension à l'ensemble de la France de la prime de « déshabitation » accordée au jeune ménage qui veut se loger séparément des parents (prime plafonnée à 15.000 F en région de plaine et à 30.000 F en montagne, que ne pourront pas toucher les 15 % environ d'agriculteurs qui ont un revenu cadastral élevé ; coût évalué à 45 millions de francs).

En outre, la conférence a décidé de porter de quinze à dix-huit ans la durée des prêts au logement du Crédit agricole et d'en modifier les taux (7 % pendant dix ans et 12 % après). Enfin, un statut de l'agriculteur doit être élaboré d'ici à la fin de l'année

par les différents ministères concernés. En ce qui concerne les équipements ruraux : 100 millions seront alloués au Fonds d'aménagement rural (F.A.R.) et 11 millions au transport des enfants allant à la maternité. Enfin, il a été décidé qu'un comité interministériel se réunira chaque année pour fixer la part des équipements à réaliser dans les campagnes (téléphone, transport, aménagements divers).

#### MESURES DIVERSES

Des projets de loi seront déposés pour permettre aux S.A.F.E.R. (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) de s'occuper des terres incultes et pour assouplir les règles des G.F.A. (Groupements fonciers agricoles). En outre, un effort particulier sera entrepris pour que les exportateurs de denrées agricoles ne perdent pas les marchés en dépit de la baisse de production liée à la sécheresse. Le premier ministre a également enregistré les inquiétudes de la profession quant à l'élargissement de la C.E.E. à la Grèce et éventuellement à l'Espagne. Enfin les problèmes d'agrandissement du crédit pour le Crédit agricole seront examinés lundi 21 juin.

## Une provision de 50 millions de francs est instituée pour pallier les effets du manque d'eau

Les participants à la conférence annuelle agricole ont constaté la gravité du problème posé aux exploitants par la sécheresse.

« Les conséquences précises sur le revenu ne peuvent être appréciées aujourd'hui. Il a été confirmé que ce serait à la fin du mois de septembre qu'un bilan de la situation serait fait et que les mesures d'aide au revenu seraient arrêtées », a indiqué M. Chirac à l'issue de la réunion. En attendant, un ensemble de mesures techniques et économiques immédiates ont été arrêtées :

• Pour assurer un approvisionnement régulier en fourrages et en aliments du bétail, toute exportation de paille et fourrages vers les pays tiers à la C.E.E. sera interdite ainsi que le brilage des pailles. Il est recommandé aux agriculteurs de ne pas les enfouir ou de les broyer. Les

mesures permettant d'éviter la spéculation en matière de prix des fourrages et des aliments du bétail sont mises à l'étude.

• Pour développer les « interventions » de l'ONIVIE (Office de la viande) afin d'éviter une dégradation des cours. Les modalités devront être mises au point à l'occasion du conseil des ministres de l'agriculture qui se tiendra à Luxembourg dès lundi prochain, car la réglementation européenne ne permet pas actuellement d'intervenir pour soutenir les cours des vaches de réforme et des jeunes bovins.

• Pour créer immédiatement dans chaque département touché par la sécheresse deux commissions. L'une sera présidée par le préfet et comprendra le P.T.G. (trésorier-payeur général), le D.D.A. (directeur départemental de l'agriculture), le D.D.E. (directeur départemental de l'équipement) et les responsables des quatre grandes organisations agricoles. Elle sera chargée de prendre ou de proposer toutes les mesures nécessaires, notamment en matière d'approvisionnement, de transport de fourrage, d'intervention permanente, d'alimentation en eau etc.

L'autre, également présidée par le préfet et comprenant le P.T.G., le D.D.A. le directeur de la Caisse régionale de crédit agricole, le directeur des services fiscaux et le directeur de la Banque de France, exa-

minera les situations individuelles des entreprises et exploitations agricoles qui rencontrent des difficultés exceptionnelles.

Une provision de 50 millions de francs sera mise tout de suite à la disposition des comités, pour financer les actions nécessaires. Une provision supplémentaire serait dégagée ultérieurement en cas de besoin.

• Pour créer, au ministère de l'agriculture, un groupe permanent administration-profession chargé de suivre l'évolution de la situation, veiller à l'application de toutes les décisions et proposer toutes les dispositions techniques facilitant la recherche et la mobilisation des ressources alimentaires pour le bétail.

« Il est normal », a déclaré le premier ministre, en concluant l'exposé de ces mesures, que la solidarité nationale s'applique, cette année, à l'agriculture comme elle s'est appliquée, l'année dernière, aux travailleurs victimes de la crise. »

• LES PRIX INTERNATIONAUX DES MATIÈRES PREMIÈRES IMPORTÉES PAR LA FRANCE a augmenté de 6,9 % en un mois, l'indice se situant à 280,1 le 1<sup>er</sup> juin, contre 263,4 le 4 mai (base 100 en 1968). La hausse a été de 9,2 % pour les matières premières alimentaires, et de 4,9 % pour les matières premières industrielles.

## PATRONAT

### LA PLACE DE L'ENTREPRISE DANS LA SOCIÉTÉ

thème du seizième congrès du C.J.D.

Mille deux cents délégués participent au seizième congrès du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (C.J.D.), qui s'est ouvert, jeudi matin 17 juin, à la faculté des sciences et techniques du Languedoc à Montpellier, et doit se poursuivre jusqu'à samedi (19 juin) à la faculté de droit.

Ouvrant le congrès, le président M. Louis Felloux, en a défini les buts : « Poser les vrais problèmes, nous interroger avec lucidité sur la place de l'entreprise dans la société d'aujourd'hui et dans celle de demain, et sur le rôle qui nous incombe à nous, chefs d'entreprise, dans la construction d'une société plus juste et plus équilibrée. »

« Nous sommes concernés », dit-il encore, « par les problèmes de la société, de la vie, de la culture, de la formation, de la santé, de la famille, de la jeunesse, de la vieillesse, de la ville, de la campagne, de l'environnement, de la pollution, de la sécurité, de la paix, de la justice, de la liberté, de la dignité, de la solidarité, de la responsabilité, de la transparence, de la confiance, de la coopération, de la participation, de la démocratie, de la justice sociale, de la justice économique, de la justice fiscale, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice universelle. »

## AFFAIRES

### RHÔNE-POULENC : retour aux bénéfices cette année.

« Si l'activité se poursuit au rythme actuel durant la seconde partie de l'année, le groupe Rhône-Poulenc devrait dégager un bénéfice après impôts net de 1.500 millions de francs en 1976 », a déclaré son président, M. Renaud Gillet, devant l'assemblée des actionnaires.

Bénéfice symbolique ou d'appoint, mais intéressant. M. Gillet refuse encore de prononcer. Il reste que saigné à blanc par la crise de 1975, le groupe chimique français, comme ses concurrents étrangers, remonte doucement la pente à la faveur de la reprise économique. Au 31 mars dernier, et par rapport à la période correspondante de 1975, les ventes ont été de 1.500 milliards de francs, soit une augmentation de 12 %, et le chiffre d'affaires (350 milliards de francs) de 16,6 %.

Si le groupe n'a encore été sévèrement touché par la crise de 1975, les comptes ont été équilibrés après couverture intégrale des amortissements. On ne saurait pour autant crier victoire. De grandes inégalités apparaissent au niveau des résultats par division. Bons dans la chimie, ces résultats sont inférieurs aux prévisions dans les phytosanitaires, mondialement touchés, et franchement décevants dans la textile, où, cette année, les recettes ne couvrent probablement pas les dépenses. A ce propos, M. Gillet a indiqué que, en 1975, les pertes subies par les textiles avaient compté pour 54,8 % dans le déficit du groupe. Actuellement, la marche des affaires est satisfaisante et dans l'ensemble, les installations tournent à régime normal. Mais, depuis le début juin, la reprise tend à s'essouffir. Selon M. Gillet, elle demeurera fragile tant que les investissements n'auront pas partout pris le relais de la consommation. A cet égard, le groupe compte dépenser 1,5 milliard de francs, soit un peu plus de 8 % de son chiffre d'affaires prévisionnel de 20 milliards, pour rénover et compléter son outil de production.

## ÉNERGIE

### M. Demargne : les objectifs des calomnieux des « pétroliers » sont politiques

Présentant, jeudi 17 juin, le rapport annuel sur les activités de l'industrie du pétrole, qui fait apparaître en 1975 une baisse de 8,3 % de la consommation française de produits pétroliers, M. André Demargne, président de l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole (USCIP), a vigoureusement dénoncé les attaques dont sont l'objet les compagnies pétrolières.

#### « Que voyons-nous en effet ? »

« Une polémique violente, sans mesure, sans scrupules, qui incrimine, critique, juge, condamne, en reprenant des accusations anciennes auxquelles nous avons déjà abondamment répondu. S'agit-il en effet du niveau des bénéfices, de la situation financière des entreprises, des prix réels du pétrole brut, de prétendues spéculations sur les stocks, de nos rapports avec la puissance publique et avec les revendeurs ? Toutes ces informations inexactes sont bien anciennes, mais on les reprend indélassablement comme si nous n'en avions pas fait justice bien des fois, par des documents qui n'ont jamais été sérieusement réfutés. (...) »

M. Demargne a poursuivi : « Rastrel enfin les propos récents, déshonorants pour leurs auteurs, qui tendent à faire croire que nos entreprises se livrent à des actes de corruption : ils n'ont pas de fondement et ils ont fait l'objet de démentis catégoriques. »

« Mais qu'importe à nos calomnieux lorsque leurs calomnies sont politiques ? Ils cherchent seulement à se présenter comme scandalisés, à faire du bruit, à semer le doute dans l'esprit du public, à salir tout ce qui se fait en dehors de leur idéologie, c'est-à-dire non seulement notre industrie, mais les fonctionnaires, les magistrats, les hommes politiques. »

M. Demargne a poursuivi : « Nous sommes toujours quelque chose, même si vos mensonges sont ridicules. »

Après avoir fait le point sur l'évolution du marché pétrolier français depuis le début de l'année, la comparaison des cinq premiers mois de 1976 à ceux de 1975 fait apparaître une augmentation moyenne des consommations de l'ordre de 6 % pour les carburants, de 13 % pour le gas-oil et le fuel-oil domestique, de 7 % pour le fuel lourd.

Ces chiffres sont apparemment favorables, a commenté le président de l'USCIP, mais les considérations climatiques (vi-

queur de l'hiver et sécheresse du printemps) nous font en fait que la baisse de la consommation n'est que le gas-oil et, à un moindre degré, les carburants : pour le fuel domestique, il faut en effet mesurer l'incidence du coefficient de rigueur de la température supérieure à 103 °C et, pour le fuel lourd, d'un emballement de la demande d'E.D.F. dû à une hydroélectricité exceptionnellement mauvaise. En réalité, le niveau du marché pétrolier français aura beaucoup de peine à retrouver en 1976 celui de 1973. »

Pour M. Demargne, il importe que les « sociétés » pétrolières soient mises en situation de remplir leur tâche par la définition claire d'une politique énergétique, où la place et le rôle de chacune soient connus sans ambiguïté, et par une politique de prix qui ne prive pas nos entreprises des moyens de faire face à leurs obligations de demain, ce qui passe nécessairement par un réajustement de leur taux d'autofinancement, tel qu'il était de 65 % en 1971 à 41 % en 1975. »

• L'ALGÉRIE NE LIVRERA PAS DE GAZ NATUREL À L'ALLEMAGNE. — Les négociations menées depuis plusieurs années entre l'Algérie et plusieurs firmes occidentales pour la conclusion d'un contrat de fourniture de gaz naturel algérien ont échoué, a annoncé mercredi 16 juin, l'ambassade d'Algérie à Bonn. Il n'est pas exclu qu'Alger réclame des dommages et intérêts à ses interlocuteurs en raison des frais engagés.

Rappelons qu'à l'origine le contrat avait été négocié entre l'Algérie et un consortium européen regroupant Gaz de France, Distigaz (Belgique) et Saar - Ferngasgesellschaft (Allemagne).

## REPUBLIQUE D'HAÏTI

### ELECTRICITE DE HAÏTI (E.D.H.)

— Avis d'Appel d'Offres International —

Un appel d'offres international va être lancé pour la fourniture d'électricité en mains d'un ensemble de LIGNES et de POSTES 115 KV et 69 KV.

L'ouverture publique des offres est fixée au 27 Août 1976.

Il est précisé qu'un financement de l'Association Internationale pour le Développement (Banque Mondiale) est prévu.

Les documents d'appel d'offres seront à la disposition des fournisseurs intéressés, qui pourront les retirer contre 300 US \$ ou 1350 FF hors taxes à partir du 24 juin 1976, soit à ELECTRICITE D'HAÏTI (Tél. 242.68 (Port-au-Prince) soit à SOFRELCO c/o SOGELERG Tél. 687.22.36 (Paris).

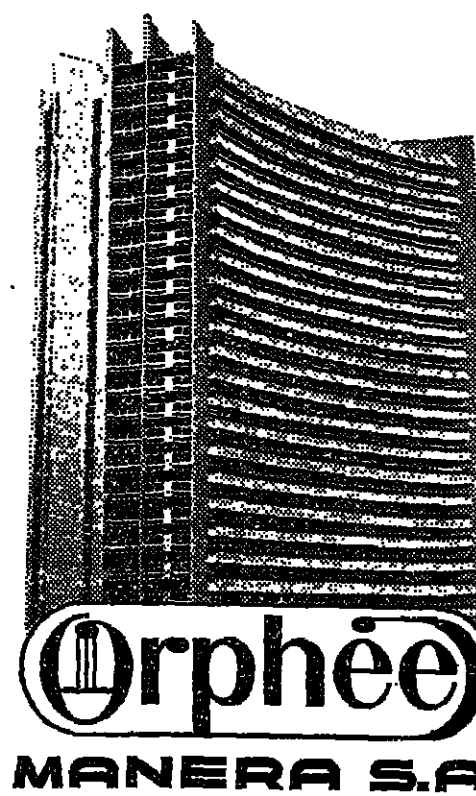
## HABITEZ LA PLUS BELLE AVENUE DE PARIS: LA SEINE.

Des appartements luxueux et actuels, tous munis de balcons, du studio au 5 pièces, vous attendent 71 à 83 quai André Citroën, pour vous séduire.

Visitez l'appartement-témoin, 71 à 83 quai André Citroën - (tél. : 577.93.35) tous les jours de 14 h à 19 h (sauf mardi et mercredi).

IMMOBILIÈRE IÉNA 96, avenue d'Iéna - 75116 Paris

723.72.27



**Orphée**  
MANERA S.A.

**7<sup>ème</sup> PLAN**  
VIENT DE PARAÎTRE

- Rapport de la commission énergie 16 x 24, 80 pages ..... 15 F
- Rapport du comité consommation 16 x 24, 88 pages ..... 15 F
- Rapport du comité bâtiment et travaux publics 16 x 24, 236 pages ..... 33 F
- Rapport de la Commission Santé et assurance maladie. 16 x 24, 240 pages ..... 33 F

La liste complète des 19 rapports du 7ème Plan est envoyée gratuitement sur simple demande

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
29-31 quai Voltaire  
75340 Paris-Cedex 07  
Tél : 261-50-10

## appel ambigu

« Les réactions de la presse à l'annonce de la mort de M. Chirac ont été très diverses. Elles ont été marquées par une certaine ambiguïté. On a pu lire, dans certains journaux, des articles qui, sous couvert d'information, visaient en fait à dénigrer le premier ministre. C'est une attitude qui ne peut que nuire à la confiance du public dans les institutions de la République. »

« L'histoire de la vie de M. Chirac est une histoire de courage et de conviction. Elle est une source d'inspiration pour tous les Français. Nous devons nous efforcer de maintenir la confiance du public dans les institutions de la République, et de ne pas laisser les attaques de la presse nous ébranler. »

« Les réactions de la presse à l'annonce de la mort de M. Chirac ont été très diverses. Elles ont été marquées par une certaine ambiguïté. On a pu lire, dans certains journaux, des articles qui, sous couvert d'information, visaient en fait à dénigrer le premier ministre. C'est une attitude qui ne peut que nuire à la confiance du public dans les institutions de la République. »

« L'histoire de la vie de M. Chirac est une histoire de courage et de conviction. Elle est une source d'inspiration pour tous les Français. Nous devons nous efforcer de maintenir la confiance du public dans les institutions de la République, et de ne pas laisser les attaques de la presse nous ébranler. »

## Les réactions

MOSES G.C.T. : une campagne d'urgence pour le développement.

« Les réactions de la presse à l'annonce de la mort de M. Chirac ont été très diverses. Elles ont été marquées par une certaine ambiguïté. On a pu lire, dans certains journaux, des articles qui, sous couvert d'information, visaient en fait à dénigrer le premier ministre. C'est une attitude qui ne peut que nuire à la confiance du public dans les institutions de la République. »

« L'histoire de la vie de M. Chirac est une histoire de courage et de conviction. Elle est une source d'inspiration pour tous les Français. Nous devons nous efforcer de maintenir la confiance du public dans les institutions de la République, et de ne pas laisser les attaques de la presse nous ébranler. »

« Les réactions de la presse à l'annonce de la mort de M. Chirac ont été très diverses. Elles ont été marquées par une certaine ambiguïté. On a pu lire, dans certains journaux, des articles qui, sous couvert d'information, visaient en fait à dénigrer le premier ministre. C'est une attitude qui ne peut que nuire à la confiance du public dans les institutions de la République. »















# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. PROCHE-ORIENT  
— TRIBUNE INTERNATIONALE : « Une dangereuse polarisation », par Tahar Ben Jelloun.

437. EUROPE  
— AVANT LES ELECTIONS ITALIENNES : « Une dangereuse polarisation », par Giuseppe Tamburano ; « Le pays devant le peur » (V), par Jacques Nobécourt.

— UNION SOVIETIQUE : « Je veux qu'on laisse partir mon fils avant qu'il ne soit trop tard », nous déclare la mère de M. Vladimir Soukorski.

7. ASIE  
— Des Français « de » et « à l'étranger » (II), par Paul Buisson.

7-8. AFRIQUE  
— ENQUETE  
— La fin du congrès des maires de France.

16. SOCIÉTÉ  
— La réforme Haby ne sera pas appliquée avant 1978 dans les classes de seconde.

16. SOCIÉTÉ  
— La réforme Haby ne sera pas appliquée avant 1978 dans les classes de seconde.

### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 17 à 24  
— Il y a quarante ans, les vacances consistaient à aller à la mer.  
— Les difficultés d'un « autre Portugal » : la révolution dans la course aux devises.  
— Montserrat : le sol ouvert.  
— Cinq d'été : Boite à fantômes.  
— Plaisirs de la table : Alice à Roussard.  
— Mode, Jardinage, Maison, Éliphasse, Jeux, Philatélie.

### 25. RELIGION

— Le Conseil permanent de l'épiscopat répond à M. Marchais.

### 27. SPORTS

— COUR DE CASSATION : le pourvoi de Christian Ranucci est rejeté.

### 29 à 31. ARTS ET SPECTACLES

— CINÉMA : L'apprentissage de Daddy Kravitz.

— CULTURE : la crise au Centre de création industrielle de Boulogne.

### 26. DÉFENSE

— ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS : Soixante ouvrages envisagés, mais pas de financement prévu.

### 36-37. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— CONDITIONS DE TRAVAIL : l'appel ambigu de M. Stoléru aux cadres.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (28)  
— Annonces classées (32 à 35) : Aujourd'hui (37) ; Carnet (38) ; « Journal officiel » (39) ; Loto national (37) ; Météorologie (37) ; Mots croisés (37) ; Bourse (41).

Le numéro du « Monde » daté 18 juin 1976 a été tiré à 548 401 exemplaires.

## SOLDES D'ÉTÉ

### ET VENTE SPÉCIALE PENDANT TRAVAUX

Pendant les travaux considérables effectués dans nos magasins, nouveaux locaux de vente, escaliers, aménagements

### PRIX EXCEPTIONNELS SUR DE TRÈS NOMBREUX TISSUS D'AMEUBLEMENT

VELOURS, IMPRIMES, JACQUARDS, TOILES, DOLPHINS, SATINS, ETC.

### TISSUS «COUTURE»

SOIES, IMPRIMES, JERSEYS, COTONS, LAINAGES DE PRINTEMPS

## RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

### Pour éviter un retour à la cartellisation

## La France est prête à aider la Commission européenne à réorganiser le marché de l'acier

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Soutou, le représentant permanent de la France auprès des Communautés, vient d'effectuer une démarche auprès de M. Ortoli, le président de la Commission européenne, pour lui faire connaître la préoccupation du gouvernement de Paris, devant l'initiative prise en février par les sidérurgies allemande et néerlandaise ainsi que par la société luxembourgeoise Arbed, de créer un nouveau « groupement économique international » (le Monde du 7 février).

Le gouvernement français, aurait déclaré M. Soutou, redoute que ce projet n'aboutisse à une « recartellisation » du marché de l'acier et espère que la Commission usera de tous les pouvoirs d'investigation que lui confère le traité de la CEEA pour examiner cette affaire avec toute l'attention qu'elle mérite.

### Après la rupture d'un câble

## PERTURBATIONS DANS LES COMMUNICATIONS TÉLÉPHONIQUES

Après la rupture accidentelle le 17 juin, vers 17 heures, dans la Nièvre, d'un câble coaxial, les communications téléphoniques vers la vallée du Rhône, la région Provence-Côte d'Azur, le Sud-Ouest, ainsi que vers d'autres régions, ont été très perturbées et parfois interrompues.

Le secrétaire d'Etat aux P.T.T. indique que la situation redeviendra progressivement normale.

## LA LIBRAIRIE HACHETTE ACQUIERT PLUSIEURS TITRES DU GROUPE PROUVOST

La signature d'un protocole d'accord entre M. Jean Prouvost et la librairie Hachette doit avoir lieu vendredi après-midi 18 juin. Il s'agit de céder à Hachette plusieurs des titres exploités jusqu'ici par le groupe dit de « la rue Pierre-Charbon » : Télé 7 jours (dont Hachette possède déjà la moitié des actions), Paris-Match et Parents.

En revanche, tous les magazines féminins — Marie-Claire, M.M.C., Madame Fouineuse et Cent idées — restent sous le contrôle des petites-filles de M. Prouvost, qui possèdent quelque 37 % des actions du groupe.

Annouant la nouvelle, vendredi matin, aux délégués du comité d'entreprise, les dirigeants du groupe Prouvost ont déclaré qu'aucun licenciement n'était prévu parmi les personnels rédactionnels, administratifs et commerciaux.

Indiquant que Cosmopolitain ne figurait pas dans la négociation, au sujet de la vente de certains titres acquis par Hachette, tel Paris-Match, on laisse entendre que cela ne pourrait se faire avant un ou deux ans. Le groupe Filipacchi a déjà fait une offre.

● Chute d'une grue : deux morts à Boulogne-Billancourt. Deux personnes — deux photographes, MM. Raymond Leclercq, vingt-six ans, et Georges Lambert, trente-cinq ans, ont été tués et huit autres blessées par la chute d'une grue survenue jeudi 17 juin dans l'enceinte des établissements Carnaud au Dajnou, à Boulogne-Billancourt. C'est, semble-t-il, après une fausse manœuvre que la grue s'est effondrée sur le toit de l'immeuble.

### La réforme Haby

## LES REPRÉSENTANTS DES PERSONNELS ONT QUITTÉ LA SÉANCE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Tous les représentants élus du personnel ont quitté, ce vendredi matin, la séance du conseil supérieur de l'éducation nationale, réuni sous la présidence de M. René Haby, pour examiner les trois projets de décrets concernant les écoles, les lycées et les collèges. Les représentants des centrales syndicales C.G.T., C.F.D.T. et F.O., ainsi que la Fédération de parents d'élèves, ont fait de même. Dans une déclaration préliminaire, M. André Henry, secrétaire général de la FEN, a soutenu que ce geste inhabituel était motivé par « un souci de dignité ». Il a protesté contre l'absence des représentants du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui n'ont pas encore été désignés : ce qui pose, a dit M. Henry, « un problème de légitimité ».

D'autre part, les textes sur la réforme des écoles, des lycées et des collèges n'ont pas été soumis au Conseil national de la jeunesse de l'éducation physique et du sport, comme ils auraient dû l'être. Il a été reproché au ministre, qui n'avait pas assisté à la séance du Conseil de l'enseignement général et technique, d'avoir cependant accusé les membres élus de procès d'intention et d'opposition systématique, et de mettre en question la représentativité des syndicats. Les représentants de la FEN ont jugé « profondément choquant » que les programmes aient été soumis à la fin du mois de mai aux éditeurs, alors que les conseils d'enseignement ne seront consultés qu'en octobre ou novembre.

## LE CHEF DE LA POLICE FÉDÉRALE ARGENTINE EST VICTIME D'UN ATTENTAT

Buenos-Aires (Reuter). — Le général Carlos Cardozo, chef de la police fédérale argentine, a été tué vendredi 18 juin, par une bombe qui a explosé à son domicile, au moment où il rentrait chez lui avec son épouse. L'état d'urgence a été immédiatement déclaré à Buenos-Aires.

Le général Cardozo est le second chef de la police argentine tué depuis moins de deux ans : le 4 novembre 1974, le commissaire général Alberto Villar et son épouse avaient été tués par une bombe déposée sur leur bateau à Tigre, dans le nord de Buenos-Aires. C'est, un ancien chef des services de renseignements argentins, le colonel Juan Carlos Mendizábal, avait été abattu par des tireurs dans une rue déserte de la banlieue de Buenos-Aires, où il circulait en voiture. La police a attribué à la guérilla de gauche cet attentat. Le colonel Mendizábal était le septième officier tué depuis que les militaires ont déposé la présidente María Estela Perón.

## UNE FAMILLE DE CREIL DOIT SUBIR UN TRAITEMENT ANTIRABIQUE

Six personnes d'une même famille habitant le hameau de Vau, près de Creil (Oise), ont reçu un traitement antirabique à l'Institut Pasteur. Un des membres de cette famille avait été griffé par son chat, présentant d'étranges symptômes. Abattu depuis l'animal a été reconnu comme atteint de la rage. Les services de police de Creil ont immédiatement informé la population par tracts et haut-parleurs que tous les animaux errants seraient capturés. Des battues organisées auprès de la maison de la famille concernée ont permis de repérer de nombreux terriers de renards, dont deux depuis ont été retrouvés des cadavres d'animaux morts de la rage.

D'autre part, une battue a été organisée dans les communes d'Essay-lez-Mancy et de Tournai (Mourmelles-et-Moselle), où vivait une colonie de renards comprenant une dizaine d'animaux. Un chat, aperçu il y a deux jours aux prises avec un renard, a été capturé et mis en observation.

## GRÈVE À L'UNIVERSITÉ DE COMPIÈGNE

La majorité des deux cent vingt étudiants de deuxième cycle, sur les cinq cent cinquante au total, de l'université technologique de Compiègne, sont en grève, depuis une assemblée générale qui a réuni cent cinquante d'entre eux, mercredi 16 juin, nous indique notre correspondant à Compiègne. Ils contestent les modalités prévues pour la délivrance des diplômes d'ingénieur à partir de juin 1977.

En principe, la grève est illimitée. Mais elle ne touche pas les examens de fin d'année, qui doivent commencer la semaine prochaine.

## LE MINISTÈRE DES FINANCES ACCORDE UNE LÈGÈRE CROISSANCE AU BUDGET DE LA RECHERCHE

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, qui poursuit la préparation de son budget pour l'année 1977, a rencontré, le vendredi 18 juin, M. Fourcade, ministre des finances.

La rencontre entre M. d'Ornano et M. Fourcade permet d'envisager un budget un peu plus favorable pour l'année prochaine. M. Fourcade a d'ores et déjà accordé un nombre de créations de postes légèrement supérieur à celui accordé en 1976 (soit trente-sept emplois). Le nombre d'intégrations des personnels sans statut sera conforme aux décisions prises au cours de l'année 1975. L'unité de fonctionnement pour l'Europe recherche s'accroît d'environ 17 % et le budget des autorisations de programmes sera supérieur au taux d'inflation. Les organismes de recherche autres que le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) et que le Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) verront leurs crédits s'accroître légèrement en francs courants, compte tenu du plan de soutien. Ces crédits seront heureusement renforcés par un report important de crédits de paiements qui n'ont pas été dépensés en 1976 par certains organismes de recherche, tel l'Institut national de la recherche agronomique.

# Breguet

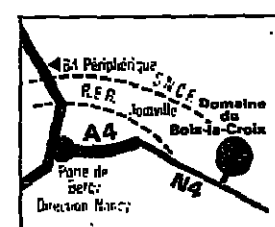
## DEUX PRESTIGIEUX DOMAINES À L'EST ET AU NORD DE PARIS



« Séquoia » (à St-Witz), 278 m<sup>2</sup>, 8 pièces. 7 autres modèles plain-pied ou étage.

## Domaine de Bois la Croix

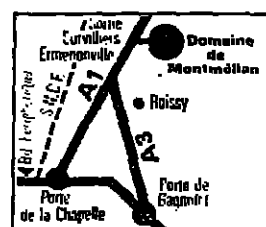
A Pontault-Combault même, au grand calme, sur un terrain d'une beauté exceptionnelle, voici un Domaine proche de la gare (40 trains par jour pour Paris) et des magasins. Il possède son parc privé de 18 ha et ses tennis. Nous y construisons 5 modèles de très élégantes maisons de 93 à 155 m<sup>2</sup>, 4 à 7 pièces, toutes dans de vastes jardins.



A 18 KM DE PARIS  
A 12 MN À PIED DE LA GARE

## Domaine de Montmélian

Tout près de la célèbre forêt d'Ermenonville, voici le Domaine qui, au Nord de Paris, présente le plus d'atouts majeurs : jardins de 700 à 1.800 m<sup>2</sup>, piscine chauffée, tennis, club-house, écoles, commerces. Nous y construisons 5 modèles de grandes maisons, de 135 à 278 m<sup>2</sup>, 5 à 8 pièces, identiquement luxueuses.



A 25 KM DE PARIS  
A 2 KM D'UNE SORTIE DE L'A1

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 À 19 H

ENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER 8 MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI  
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ LES ADRESSES  
DOMAINE DE MONTMÉLIAN 95470 ST-WITZ (TEL. 47.56.55)  
DOMAINE DU BOIS LACROIX 77340 PONTAULT-COMBAULT (TEL. 026.53.56 & 026.64.63).

## REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,50 à 11,60%**  
taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

## SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie 600 A/B.P. 31  
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques  
sous le n° 18 M 7

Affiliée à la Société Bancaire de Paris  
et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



## AFRIQUE DU SUD

Mr Vorster veut  
rétablir l'ordre  
par tous les moyens

## LE JOUR

### LA POLITIQUE

### À TRÉVITI

### OUTRE-MER ?

### La red

### MM. G

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président

### Le président